



Le rôle d'Internet et des télévisions satellitaires dans les relations entre les peuples des États membres de l'OSCE et des pays de la Méditerranée et du Moyen-Orient

Le 29 mai 2006, Palais d'Egmont, Bruxelles
Actes du Colloque

The role of web and satellite TV's in the relationships between the peoples of the OSCE, the Mediterranean and the Middle Eastern countries

The 29th of May 2006, Palais d'Egmont, Brussels
Report



**European Institute for Research on
Mediterranean and Euro-Arab Cooperation**

**Institut Européen de Recherche sur la
Coopération Méditerranéenne et Euro-Arabe**



Tables des matières

Table of content

DISCOURS DU PRÉSIDENT EN EXERCICE DE L'OSCE, KAREL DE GUCHT, MINISTRE BELGE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES 6	
REMARKS MADE BY IYAD BEN AMIN MADANI, MINISTER OF CULTURE & INFORMATION IN SAUDI ARABIA.9	
FIRST SESSION: AUDIOVISUAL PRESENTATION OF RESULTS OF MONITORING OF WEBSITES AND SATELLITE TV PROGRAMMES ESPECIALLY SIGNIFICANT FOR THE PROMOTION OR DESTRUCTION OF TRUST BETWEEN CULTURES, RELIGIONS AND CIVILISATIONS AND ANALYSIS OF THEIR IMPACT ON AUDIENCES.11	
INTERVENTION DE MADAME SYLVIE CLÉMENT-CUZIN, DIRECTRICE JURIDIQUE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIOVISUEL (CSA), FRANCE11	
INTERVENTION DE JOSEPH DE WITTE, DIRECTEUR DU CENTRE POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME (BELGIQUE)14	
INTERVENTION DE L'AMBASSADEUR VLADIMIR IVANOV, DIRECTEUR DU CENTRE D'ANALYSE ET D'INFORMATION DU DÉPARTEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA PRESSE.17	
INTERVENTION DE MR. JEAN-PIERRE CHEMALY, DOCTORANT À LA SORBONNE (PARIS)20	
REMARKS BY MISTER MOHAMMAD AL KURBI, INFORMATION SECURITY CENTER (ISC) MANAGER, KING ABDUL-AZIZ CITY FOR SCIENCE AND TECHNOLOGY (KACST), SAUDI ARABIA.24	
REMARKS BY RABBI ABRAHAM COOPER, ASSOCIATE DEAN, SIMON WIESENTHAL CENTER, LOS ANGELES.27	
QUESTIONS AND ANSWERS28	
SECOND SESSION: ANALYSIS OF LEGISLATIVE AND DEONTOLOGICAL TOOLS EXISTING IN THE OSCE AND IN THE MEDITERRANEAN AND MIDDLE EASTERN AREAS TO CURB AND TO SANCTION HATE SPEECHES, WHILE GUARANTEEING FREEDOM OF EXPRESSION.31	
INTERVENTION DE M. GUY DE VEL, DIRECTEUR GÉNÉRAL DES AFFAIRES JURIDIQUES DU CONSEIL DE L'EUROPE31	
REMARKS BY MR. MIKLOS HARASZTI, OSCE REPRESENTATIVE ON FREEDOM OF THE MEDIA35	
REMARKS MADE BY MR. GEERT SOMERS, LAWYER, LAWFORT – ICT & E-BUSINESS LAW, INTERNET SERVICE PROVIDERS ASSOCIATION (ISPA).....38	
REMARKS BY MR. VALENTIN SOBOLEV, DEPUTY SECRETARY OF THE SECURITY COUNCIL OF THE FEDERATION OF RUSSIA.40	
INTERVENTIONS DU PUBLIC41	
THIRD SESSION: CODES OF CONDUCT AND DEONTOLOGY OF THE GLOBAL MEDIA43	
REMARKS BY AIDAN WHITE, GENERAL SECRETARY, INTERNATIONAL FEDERATION OF JOURNALISTS43	
REMARKS BY AMIN BASSYOUNI, CEO, EGYPTIAN SATELLITE COMPANY (NILESAT)46	
INTERVENTION DE MR. YVES BLANC, DIRECTEUR DE LA STRATÉGIE, DU PLAN ET DES RELATIONS INSTITUTIONNELLES, EUTELSAT48	
REMARK BY CHERYL HALPERN, BOARD CHAIRMAN, CORPORATION FOR PUBLIC BROADCASTING, USA52	
INTERVENTION DE DOMINIQUE BAUDIS, PRÉSIDENT DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIOVISUEL (FRANCE)55	
INTERVENTION OF JOS DUMORTIER, LAWYER, PROFESSOR, CATHOLIC UNIVERSITY OF LEUVEN (KUL), BELGIUM.58	
INTERVENTION DE PHILIPPE DESSAINT, DIRECTEUR DE L'INFORMATION À TV5 MONDE59	
LA QUESTION DE L'ÉTHIQUE59	
INTERVENTIONS DU PUBLIC60	
FOURTH SESSION: WHICH COULD BE THE FUTURE STRATEGIES (POLITICAL, LEGAL, DEONTOLOGICAL AND TECHNICAL) TO CURB HATE MESSAGES ON GLOBAL MEDIA AND TO BUILD A POSITIVE DIALOGUE AND TRUST BETWEEN PEOPLES?64	
REMARKS BY MR. WADAH KHANFAR, DIRECTOR GENERAL OF THE AL-JAZEERA NETWORK:64	
INTERVENTION OF ARNE WESSBERT, CHAIRMAN OF THE EUROPEAN BROADCASTING UNION:66	
INTERVENTION OF RUTH HIERONYMI, MEMBER OF THE EUROPEAN PARLIAMENT, RAPPORTEUR OF THE EU DIRECTIVE ON TV WITHOUT BORDERS:67	
INTERVENTION OF EDWARD J. SALAZAR, DIRECTOR OF PROGRAMS, OFFICE OF THE COORDINATOR FOR COUNTERTERRORISM, US DEPARTMENT OF STATE:67	



INTERVENTION OF NABIL A.R. SHANTI, DIRECTOR OF SALES AND CUSTOMER SERVICES, ARABSAT (ARAB LEAGUE)	
.....	70
INTERVENTION OF ALEXEI VOLKOV, MEMBER OF THE COMMITTEE FOR THE SECURITY OF THE DUMA OF THE STATE (FEDERAL PARLIAMENT OF RUSSIA):.....	72
INTERVENTIONS OF THE PUBLIC	73
CLOSING REMARK BY MR. BRUCE GEORGE, PRESIDENT EMERITUS OF THE OSCE PARLIAMENTARY ASSEMBLY AND SPECIAL REPRESENTATIVE ON THE MEDITERRANEAN OF THE OSCE PA.....	75
CONCLUSIONS.....	79
ANNEX: MEDIA AS CRUCIAL ELEMENT OF DEMOCRACY	83
ABOUT MEDEA	86



**European Institute for Research on
Mediterranean and Euro-Arab Cooperation**

**Institut Européen de Recherche sur la
Coopération Méditerranéenne et Euro-Arabe**



***Discours du Président en exercice de
l'OSCE, Karel De Gucht, Ministre belge
des Affaires étrangères***

Your Excellency Minister Dr. Iyad Ben Amin
Madani, Minister of Culture and Information of
the Kingdom of Saudi Arabia,
Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

I have the pleasure of welcoming you to the
MEDEA colloquium on “the role of the world
wide web and satellite TV’s in the relationships
between the peoples of the OSCE, the
Mediterranean and the Middle Eastern
Countries”.

When the Chairman of MEDEA, Minister
François-Xavier de Donnea, first contacted me
with a proposal for this event, we very quickly
agreed on the importance of this topic in the
context of the Belgian OSCE-Chairmanship. At
this point, neither of us realised that the
publication of a series of cartoons in a Danish
newspaper and the subsequent reactions would
make the subject even more topical.

Neither did we know that we would have the
pleasure of working together on other crucial
OSCE-themes. As you may be aware, I have
asked François-Xavier de Donnea to act as one of
my personal envoys on the functioning of
electoral observation mechanisms, together with
former Norwegian Minister of foreign affairs Jan
Petersen. I take this opportunity to thank him –
and through him his colleagues at MEDEA – for
the hard work that has gone into organizing this
colloquium.

En tant que Président en exercice de l’OSCE je
me réjouis aussi de la présence de représentants
de plusieurs institutions de l’OSCE. Ainsi le
représentant pour la liberté de la presse de
l’OSCE, Monsieur Miklos Haraszti, participera à
vos travaux aujourd’hui en tant que panéliste. Le
fait que cette liberté fondamentale – la liberté de

la presse – dispose – pour ainsi dire – de sa
« propre » institution au sein de l’OSCE,
démontre toute l’importance que les Etats
participants y attachent. De plus, la liberté de la
presse figure parmi les priorités de la présidence
belge pour la dimension humaine cette année.
Ainsi, en juillet se tiendra à Vienne une réunion
sur l’accès à l’information et sur la protection
des journalistes, en particulier la protection du
secret des sources des journalistes.

Beaucoup de travail a été effectué ces dernières
années – Vienne en 2003, Paris et Bruxelles en
2004, Cordoue en 2005 – les ministres de
affaires étrangères de l’OSCE ont décidé qu’au
cours de cette année, l’accent devait être mis sur
la mise en œuvre des engagements.

La promotion du respect et de la tolérance se
trouve aussi au sommet de l’agenda de la
présidence belge de l’OSCE. Ainsi, le 27 janvier
dernier s’est tenue, ici même, au Palais
d’Egmont, une cérémonie commémorative pour
le victimes de l’Holocauste. Au cours de cette
cérémonie, l’ODIHR a présenté des lignes
directrices pour aider les éducateurs à
transmettre la mémoire de l’Holocauste.

La question de l’enseignement pour la
promotion de la tolérance et du respect se
trouvera également au centre d’une conférence
de l’OSCE qui se tiendra plus tard cette année à
Dubrovnik, en Croatie. Plus proche dans le
calendrier une rencontre des organisations non
gouvernementales sur la tolérance se déroulera à
Almaty au Kazakhstan le 11 juin, et la
conférence sur le dialogue interculturel,
interreligieux et interethnique s’y tiendra le 12
et 13 juin. Enfin, la récolte de données sur la
criminalité motivée par la haine est une question
qui sera approfondie en septembre à Vienne.

Les problèmes provoqués par l’affaire des
caricatures ont très certainement testé l’OSCE
par rapport à son action relative à l’intolérance.
En tant que Président de l’OSCE, j’ai insisté
pour que la liberté d’expression et la liberté des
media soient des libertés absolues, les pierres
angulaires pour une société démocratique. J’ai



également dit que des obligations étaient générées par la liberté de la presse et que la presse, bien sûr, avait sa responsabilité dans la société.

De toute façon, il n'incombe pas aux gouvernements de pouvoir dire si la presse peut ou non publier certains articles. En cas de litige ou en cas de différends, il appartient aux juges de statuer et de trancher. Il ne s'agit pas de permettre l'utilisation de la violence en réaction à des attitudes jugées blasphématoires ou offensantes de la part de la presse.

Mesdames, Messieurs,
Excellences,

La stratégie de l'OSCE à l'égard de l'affaire des caricatures réitère l'importance d'adopter une attitude positive qui consiste à susciter et encourager la tolérance et le respect. Cette attitude positive fait, je pense, partie de l'ordre du jour d'aujourd'hui.

Les nouvelles formes de communication sont importantes pour notamment enrayer l'extrémisme. La diffusion d'un message positif doit être possible. Des messages de haine ont été diffusés par la radio rwandaise pendant le génocide au Rwanda, les dangers existent donc. Mais il ne s'agit pas de dire que le danger se limite aux télévisions satellitaires et à Internet, même si ce sont bel et bien des symptômes de la mondialisation des media.

Il faut éviter la criminalité et la haine; la liberté de la presse est plutôt un atout qu'un risque. Il faut également insister sur le rôle positif qui doit être joué par les media. D'autre part, il faut rappeler qu'Internet et les télévisions satellitaires peuvent contribuer à la démocratisation et à la liberté d'expression dans des pays où la presse nationale est souvent fort jugulée et contrôlée par les autorités locales. L'encouragement au respect et à la tolérance en est d'autant plus crucial et, je ne veux pas anticiper vos travaux d'aujourd'hui, mais j'aimerais pouvoir lancer certaines pistes de réflexion.

L'augmentation de la connaissance et de la compréhension réciproque ainsi que la présentation d'une attitude plus constructive permettront d'arriver à une meilleure perception des habitants des pays de l'OSCE, de la Méditerranée et des pays arabes. L'enseignement doit pouvoir contribuer à faire percevoir l'importance de la tolérance.

Il faut également insister sur les valeurs démocratiques qui doivent être promues. Je suis tout à fait convaincu que ce colloque permettra d'arriver à l'identification de pareilles valeurs positives. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles la Présidence belge de l'OSCE a donné son appui et son soutien à ce colloque.

Un autre motif à ce soutien réside dans notre désir d'accentuer l'importance du dialogue avec les pays du Moyen-Orient et du bassin méditerranéen. Le dialogue avec les partenaires méditerranéens représente bien sûr une partie des activités de l'OSCE, étendue à l'ensemble de la zone. Je salue la présence de Monsieur Bruce George, Président émérite de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, et Représentant Spécial de l'Assemblée parlementaire pour la Méditerranée.

Le dialogue régional est important mais il ne suffit pas. Il faut aller plus loin. L'initiative des Nations Unies - l'Alliance des Civilisations – qui fut lancée sous l'impulsion de la Turquie et de l'Espagne et qui a été soutenue par le Secrétaire Général des Nations Unies, porte ce dialogue à l'échelle mondiale. La Belgique est le deuxième plus important donateur pour cette initiative des Nations Unies, témoignant de l'importance que la Belgique y accorde. L'OSCE oeuvre à sa propre contribution à cette Alliance des Civilisations, qu'elle remettra fin juin au Secrétaire Général des Nations Unies Kofi Annan, par l'intermédiaire du Secrétaire Général de l'OSCE.

Avec votre accord, j'ai l'intention de transmettre le résultat du débat, qui nous réunit ce jour au co-présidents de l'Alliance des Civilisations, comme contribution à la réflexion



sur le rôle essentiel que jouent les media globaux dans la consolidation de la confiance entre différentes cultures et religions.

L'idée est de se réconcilier autour d'une seule et même « modernité responsable ». Je parle de « modernité » car notre civilisation contemporaine repose désormais sur un acquis irréversible et universel que sont la Charte des Nations Unies et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Cet acquis ne peut être remis en cause et doit également être « responsable », c'est à dire construit sur le principe fondamental de la diversité des cultures et des religions. Le monde est un village planétaire dans lequel les religions et les cultures doivent cohabiter sereinement, de manière non violente et sur base de principes communs d'égalité et de justice. Vous, en tant que professionnel d'Internet et des TV satellitaires, vous devez contribuer à cet équilibre subtil. C'est un impératif moral.

Excellencies,
Ladies ad Gentlemen,

At the end of this intervention I would like to reiterate my thanks to François-Xavier de Donnea and the MEDEA Institute and to wish you a fruitful and animated debate. I look very much forward to the conclusions of today's work.



***Remarks made by Iyad Ben Amin
Madani, Minister of Culture &
Information in Saudi Arabia.***

May I start with a prayer in Arabic for compassion and peace, and a prayer honouring God's, Allah's, prophets to all mankind?

Excellencies, Ladies and Gentlemen,

I feel a deep sense of gratitude and appreciation for having the opportunity to speak to you at the opening of this conference; a conference that focuses on the promotion of trust between cultures, religions and civilizations; and on how to build a positive dialogue between peoples.

We all need such “get togethers”, because the more bridges we build, the better off our world will become specially at this age where social realities seem to be in a state of flux, where unities and uniformities are giving way to the flexible and the fluid; where scholars and laymen alike talk about an “information age” whose main features are, the “net self”, the “timeless time” and the “death of distance”; and where information is one of the most pervasive carriers, or motors, of social change.

At the heart of the ongoing debates questions are raised in regard to the role of mass media in a world globalized and saturated with information and communication. Many observers note that mass communication has always served some social, political or economic purpose. That the media have become setters of public opinion and political agendas; that politics is being waged through and by the media. That the media today have gained the power to turn news into instant “media events.”

Some fear this media power, the central role media play, and its concentration in a few hands and a few places. A prominent Berkley scholar suggests that Americans are in fact living under a “Private Ministry of information.” The European Parliament has repeatedly expressed its concern

over media concentration. Some studies have predicted not only chilling visions of media monopolies and empires but also perspectives of transnational media domination that is used as a tool and an arm to control, and marginalize others.

Media do not operate in a vacuum. They originate and operate within a culture. Some may imagine human actions to be free, when in reality people live life within the limits of cultural frameworks and structured social roles and identities. In Latin America and Africa some writers linked national liberation struggles to new thinking about culture. In the 1950's Frantz Fanon developed a powerful analysis of how national identity and culture was formed under colonial domination, revolution and in post-colonial periods. Some thought of national liberation as an act of culture. These days we are witnessing a war that is being waged for the sake of spreading a certain political culture that is advocated to be good for all mankind.

If we agree that we live in a world in flux where modernity and its certainties are giving in to post-modernity and its fragmentations, where information rules, and where the mass media as the main provider for information is concentrated, then is it not possible that such state of influx, media power, media ownership are used for political ends and conflict gains? If the answer is yes, then we have a huge question to ponder.

What if a national group, or a religious group or a country is subjected to this combined pressure and siege? Where it is stereotyped, demonized and reduced to its fringe elements. By mere standing here, with my beard, Arab clothes, prayers to Allah at the outset of my remarks, some of you may have already classified and categorized me within a media image that was created for Saudis, Arabs or Muslims, even if that image ignores history, linguistics differences and human interaction.

It matters not that the Islamic civilization was one of the most inclusive, or that Islam, as its



history demonstrates, has been a most accommodating religion, or that Arabs are hardly in a position to dominate or that Saudi Arabia and its leadership have proved time and again that it is a moderating force in the oil market, in regional policies and in its investment in media. What matters is that image drawn by mass media, and by media events and hype. Saudi and Arab media are not saved from such an image. They are always pictured as tools for government and social control, and some of its odd voices are presented as the typical Arab media voice.

Thank you, very much.

Such an image ignores the mainstream, ignores the hard work being done countries like mine where media is becoming a mean for empowerment, a tool for participation and an opportunity to connect. It muddies over the fact that today more than 150 satellite television broadcasters cover the Arab world. Only three percent of these are classified as religious; and almost 60 percent are privately owned. Pay television in the Arab World is a large consumer of Western media products. Saudi Arabia and other countries in the Arab League have initiated an Arab League effort to create a regulatory environment to curb down hate and pornographic media, along the lines of similar laws in Europe and the Far East. To ignore such a complex and diverse picture, and advance the notion that fringe Arab media is representative of an Arab, or Islamic or Saudi reality is an attempt to frame, not to communicate.

We hope that through conferences like today's we will stress the principles of communication rather than stereotyping; the notion of dialogue rather than political campaigns. Not in the context of a clash of civilizations but in a context of alliances of civilizations.

May I conclude by quoting a Saudi poet who said years ago:

*Great is power, if only it could eliminate
rancours and those who grudge.
Knowledge is fantastic, if it disseminates
Wisdom not frivolous thought
Sweet are dreams, and genuine, if only they
Were not illusions for the dreamers.*



**First session: Audiovisual presentation
of results of monitoring of websites and
satellite TV programmes especially
significant for the promotion or
destruction of trust between cultures,
religions and civilisations and analysis
of their impact on audiences.**

*Intervention de Madame Sylvie Clément-
Cuzin, Directrice juridique du Conseil
Supérieur de l'Audiovisuel (CSA),
France*

La France exerce une responsabilité toute particulière en matière de contrôle des chaînes satellitaires extra-européennes.

En effet, la directive « Télévisions sans frontières¹ » comme la Convention européenne pour la télévision transfrontière² fixe un certain nombre de critères permettant de rattacher toute chaîne de télévision reçue en Europe à un Etat membre de l'Union européenne ou du Conseil de l'Europe.

Pour les chaînes établies hors d'Europe, il s'agit de critères techniques liés à l'utilisation des capacités satellitaires européennes.

Il en résulte que par défaut, relèvent de la compétence de la France, les services de télévision extracommunautaires diffusés par Eutelsat, soit plus d'une centaine de chaînes. Tel est le cas d'un grand nombre de chaînes en provenance du Proche ou du Moyen-Orient.

Parmi ces chaînes, quelques-unes ont donné lieu à la diffusion de programmes incitant à la haine

¹ Directive du Conseil (89/552/CEE) du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle, JOCE L 298 du 17 octobre 1989, p.23-30, modifiée par la directive 97/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 1997, JOCE L 202 du 30 juillet 1997, p.60-70.

² Convention du 5 mai 1989 amendée par le protocole du 9 septembre 1998.

ou à la violence pour des raisons de nationalité ou de religion.

Les faits les plus graves ont été relevés sur la chaîne libanaise Al-Manar et sur la chaîne iranienne Sahar 1. Ces faits ont conduit le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) à engager à leur rencontre des procédures répressives qui ont abouti à la cessation de leur diffusion en Europe.

1) Al-Manar

La chaîne de télévision libanaise Al-Manar TV qui est proche du Hezbollah, a programmé durant les mois d'octobre et de novembre 2003, une série télévisée de 29 épisodes intitulée « Diaspora » dépeignant une conspiration datant de plusieurs siècles menée par la famille Rothschild et relayée par les rabbins et les leaders sionistes.

L'épisode 20 diffusé le 18 novembre 2003 comportait une scène particulièrement violente dans laquelle des juifs assassinaient un enfant chrétien et utilisaient son sang pour cuire des « Matzos » pour Pâques.

Face à ces programmes, le Conseil a décidé de saisir le procureur de la république le 13 janvier 2004 pour incitation à la haine raciale. Il a également appelé l'attention du Gouvernement sur la nécessité de modifier la loi afin de prévoir des moyens d'intervention plus directs à l'égard de ce type de chaînes.

Dans le cadre de la loi 2004-669 du 9 juillet 2004, le CSA s'est vu donné la possibilité de demander au Conseil d'Etat qu'il soit ordonné à Eutelsat de faire cesser la diffusion de services de télévision dont les programmes porteraient atteinte au grand principe consacré par le droit français de l'audiovisuel.

Dès la promulgation de la loi du 9 juillet 2004, le CSA a demandé effectivement qu'il soit ordonné à Eutelsat de cesser la diffusion du service de télévision Al-Manar.



Par ordonnance du 20 août 2004, le juge des référés du Conseil d'Etat a considéré qu'effectivement les programmes diffusés par Al-Manar n'étaient pas acceptables au regard du droit français. Mais, comme Al-Manar avait indiqué qu'elle souhaitait régulariser sa situation et disposer d'une convention avec le CSA - la convention étant l'équivalent d'une licence - le juge des référés a invité Al-Manar à déposer une demande convention, ce qui a été fait.

Dans le cadre de l'instruction de cette demande, le CSA a examiné très attentivement les programmes d'Al-Manar. Et il a relevé le maintien de programmes qui lui semblaient inciter à la Haine ou à la violence pour des raisons de religion ou de nationalité. Je vous propose de regarder deux de ces programmes. Le premier s'intitule « Flambeau sur la route de Jérusalem ». Il s'agissait d'une émission hebdomadaire consacrée à l'évocation de la mémoire des kamikazes.

Titre n°1 du DVD Al-Manar

Il s'agit d'une série d'émissions qui étaient consacrées aux Kamikazes et commentées dans des termes tout à fait élogieux.

Titre n°4 du DVD Al-Manar

Le deuxième extrait est un vidéoclip d'une chanson intitulée « Jérusalem est à nous », qui était diffusé dans les émissions pour enfants. Il mêle des images de jeunes enfants ensevelissant le drapeau israélien avec leur maître d'école à des images de l'intifada. Ce vidéoclip est apparu comme s'apparentant à de l'embrigadement.

Ces deux programmes ont été diffusés par Al-Manar au moment même où Al-Manar était en train de négocier avec le CSA la régularisation de sa situation. Au cours d'une rencontre avec les représentants de la chaîne, il leur a été dit que ces programmes n'étaient pas conformes au droit français de l'audiovisuel. Et que, s'il était acceptable qu'une chaîne soit diffusée en France avec une tonalité militante, il n'était pas acceptable qu'elle comporte des programmes

incitant à la haine ou à la violence pour des raisons de nationalité ou de religion.

Les responsables de la chaîne ont pris l'engagement de se mettre en conformité avec le droit français. Et le CSA a décidé le 19 novembre 2004 de signer avec eux une convention permettant leur diffusion en Europe.

Malgré les engagements pris par les dirigeants d'Al-Manar, le CSA a constaté après la signature de la convention, la diffusion de nouveaux programmes incitant à la haine et à la violence. Il a donc décidé de demander à nouveau au Conseil d'Etat l'interdiction de cette chaîne, ce qu'il a obtenu par une ordonnance du 13 décembre 2004.

Par la suite, la loi a été modifiée car le CSA s'est rendu compte à travers l'affaire Al-Manar, que cette procédure de conventionnement des chaînes avait considérablement ralenti la procédure. Donc, depuis la loi du 23 janvier 2006, les chaînes extracomunautaires n'ont plus besoin d'être conventionnées. Dès lors, au cas où un problème venait à se poser, il n'y aurait plus cet ensemble de procédures.

2) Sahar 1

Je vais maintenant vous dire quelques mots de la chaîne Sahar 1, qui est une chaîne publique iranienne. Je voulais juste vous montrer un passage de l'émission « Le monde en question » diffusée en français le jeudi 3 février 2005 et consacrée à « *l'instrumentalisation de l'holocauste à des fins politiques* ». Dans cette émission, Monsieur Faurisson est simplement présenté comme un historien français. Or, c'est un négationniste qui en France a été condamné à plusieurs reprises.

« Les nazis ont recherché une solution finale territoriale de la question juive. On dit toujours solution finale et donne à entendre que ça signifie extermination. On ne donne jamais l'adjectif territorial. Les nationaux socialistes partageaient avec les sionistes, au moins au début, un



idéal qui était celui d'installer les juifs quelque part dans le monde pour qu'ils ne soient plus des parasites, pour qu'ils aient un pays à eux. C'est ainsi que les allemands ont songé que peut-être les juifs pourraient s'installer à Madagascar ou bien en Ouganda, à un moment même ils ont pensé à la Palestine. Et puis, les nationaux socialistes ont renoncé à l'idée de la Palestine et je cite le document où ils ont renoncé. Ce document dit qu'on ne peut pas installer les juifs en Palestine à cause du noble et vaillant peuple arabe. On ne peut pas faire cela aux Arabes. Il n'y a jamais eu de politique d'extermination physique des juifs. Il était interdit de tuer les juifs. Et toutes les images qu'on vous présente de cadavres dans les camps sont des images, à quelques exemples près, de personnes qui sont mortes d'épidémies, et notamment d'épidémies de typhus qui ont fait de formidables ravages dans l'Europe en Guerre. »

A la suite de la diffusion de ce programme, le CSA par décision du 10 février 2005 a mis en demeure la société Eutelsat de cesser la diffusion de Sahar 1, décision qui a été validée ensuite par le juge des référés du Conseil d'Etat.

Le CSA dispose maintenant d'un arsenal juridique qui lui permet de faire obstacle à la diffusion de programmes incitant à la haine ou à la violence pour des raisons de religion ou de nationalité. Il peut soit demander au Conseil d'Etat d'ordonner à Eutelsat d'arrêter de diffuser un programme, soit dans les cas les plus graves, il peut mettre directement Eutelsat en demeure de cesser cette diffusion.

Pour autant, le contrôle des chaînes extracommunautaires demeure pour lui une mission extrêmement lourde et difficile. En raison notamment du nombre de chaînes concernées et des difficultés linguistiques. De plus, les affaires que je viens d'évoquer témoignent de divergences profondes d'approche entre l'Europe et le Moyen-Orient quant à la

notion d'incitation à la haine ou à la violence pour des raisons de religion ou de nationalité dans le contexte du conflit israélo-palestinien et de la situation en Irak. Bien qu'une réponse purement répressive à ces différences d'appréciation n'apparaisse pas pleinement satisfaisante, le CSA s'attache à faire obstacle à la répression en France de programmes réalisés dans un contexte géographique de fortes tensions afin de ne pas risquer de renforcer les antagonismes entre les communautés vivant en Europe. Je vous remercie.



***Intervention de Joseph De Witte,
Directeur du centre pour l'égalité des
chances et de la Lutte contre le racisme
(Belgique)***

Le centre pour l'égalité des chances

Je vais commencer par brièvement vous présenter le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. Il s'agit d'un service public belge mais autonome dans ses missions, tout à fait indépendant dans son travail, qui a été institué par la loi du 15 février 1993 pour la promotion de l'égalité des chances et la lutte contre toute forme de différences, d'exclusion, de limitation ou de préférence.

Il a quatre missions :

- l'accueil de victimes et de témoins de racisme et de discrimination;
- La consultation, les études et recherches;
- l'information, la sensibilisation, la formation, la collaboration avec d'autres acteurs et la création de réseaux pour lutter contre les racismes et discriminations;
- les recommandations aux autorités publiques, aux directeurs d'écoles ou d'hôpitaux.

Le Centre est actif sur quatre terrains. Le premier est évidemment le racisme et l'intégration. Le deuxième, ce sont les discriminations non raciales basées sur l'âge, sur un handicap, sur une préférence sexuelle. Le troisième terrain, c'est d'étudier les migrations, de veiller au droit des étrangers sur le territoire belge et de lutter contre la traite des êtres humains. Et finalement, nous avons un département qui se consacre à la pauvreté en Belgique.

Le racisme

Mais parlons de racisme puisque que c'est le thème d'aujourd'hui. Quand on évoque le racisme, il s'agit à chaque fois de pensées, de sentiments, d'expressions, de propos et même

parfois - comme on a dû le constater ces dernières semaines en Belgique - d'actes, voire des meurtres basés sur le racisme.

Le racisme est fondé sur la peur des autres, ou bien ou en même temps, sur le besoin de dominer, de s'affirmer, de se distinguer. Il peut porter sur des caractéristiques telles que l'apparence, la conviction, la couleur de peau, l'origine, ou toute autre caractéristique susceptible de différer d'une personne à l'autre, ou d'un groupe à l'autre.

Le racisme crée un « nous » versus « eux », c'est le premier pas à prendre : une distance et une aliénation. L'autre n'est plus un être humain mais devient quelque chose d'étrange. Le racisme arrive à opposer non seulement des hommes, des femmes mais aussi des communautés et là, ça devient très dangereux parce qu'on voit, à ce moment-là, une croissance d'un fossé. Un fossé entre le « nous » et le « eux ». Quand le fossé est trop large, il peut y avoir des accidents.

Cyberhate

Mais qu'est-ce que tout ceci a à voir avec Internet ? Avec la « Cyberhate » ?

Internet est un support important dans le renforcement du discours « nous-eux » parce qu'il constitue un médium assez anonyme et l'anonymat peut encourager les propos illicites. Les gens se sentent bien chez eux, derrière leurs écrans pour ventiler des opinions qu'ils n'oseraient jamais ventiler en face de quelqu'un, en face d'un être humain. Nous constatons une augmentation du nombre de signalements de sites odieux, de sites racistes, non seulement parce que l'utilisation d'Internet est en train d'augmenter mais aussi parce que l'anonymat encourage les gens à tenir des propos illicites.

Cadre d'action

Les actions que nous menons le sont dans le cadre d'un plan d'action du Gouvernement fédéral belge qui a été publié en juillet 2004. Ce plan était un plan fédéral de lutte contre la



violence inspirée par le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Le point 3 de ce plan dit qu'Internet est un « vecteur de propagation d'idéologies racistes et antisémites ».

Expressions de Cyberhate

On trouve les expressions de « Cyberhate » un peu partout : sur les forums de discussion (où les gens discutent entre eux), sur les chats évidemment (plus restreints que les forums). On les trouve également dans des emails qui sont propagés un peu partout et qui vont parfois très vite. Et finalement, on trouve des marques de racisme sur les sites web et sur les blogs. Je vais vous montrer quelques exemples.

Voici un chat belge datant de novembre 2005 où on lit très clairement : « *mort aux musulmans, aux nègres et aux nègres musulmans. Si seulement c'était permis de leur casser la gueule en rue. Vive le Ziklon B.* »

D'autres exemples : une variation du jeu de Monopoly. Il s'agit d'une édition appelée marocaine où, à chaque case il est marqué « aller en prison ». On peut remarquer qu'il y a toute une forme d'expression. On n'hésite pas à utiliser les symboles du régime nazi de la seconde guerre mondiale.

La lutte contre la haine sur Internet

Que peut-on faire pour lutter contre la cyber-haine ?

- *Sens de la responsabilité de l'internaute* : La première chose que nous disons à chacun, c'est d'utiliser son bon sens et son sens de la responsabilité. Donc, de ne pas diffuser mais également de directement signaler les messages de haine et même de répliquer lorsqu'on reçoit un mail odieux, de le renvoyer et dire tout de suite « je n'accepte pas ce mail, je tiens à vous informer que ceci est n'est pas permis, etc. »

- *Signalement* : faire des signalements auprès des gestionnaires, des modérateurs de forums ou de chats pour leur faire part de ce qui se passe sur leurs forums. On a constaté à plusieurs reprises que les gestionnaires ne sont pas tout à fait au courant de ce qui se dit sur leur forum.
- *Code de conduite* : un code de conduite est indiqué par les Internet Service Providers (ce sujet sera abordé par des représentants des Internet Service Providers aujourd'hui).
- Un *protocole de collaboration* entre le secteur privé (ISP) et la police (en Belgique : le Federal Computer Crime Unit de la police fédérale).
- *Plainte ou constitution de partie civile* : Régulièrement, le Centre pour l'égalité des chances a le pouvoir de porter plainte ou de se constituer partie civile en justice contre les crimes racistes sur Internet.
- *Service public fédéral économie* : instance de contrôle dans le cadre européen.

Les actions du Centre

Nous avons mené plusieurs actions.

Nous avons tout d'abord conclu un *Partenariat « CyberHate »* avec la police fédérale, les Internet Service Providers Associations of Belgium, la direction générale contre les médiations du service public fédéral économie, le Collège des procureurs généraux (dont Monsieur Visart de Bocarmé qui est très actif dans ce domaine), le CRID (un centre de recherche de l'Université de Namur) et le Service Public Fédéral Intégration Sociale et Egalité des Chances.

Nous avons organisé un *séminaire sur la Cyberhate* le 21 mars 2006 - journée mondiale



contre le racisme - lors duquel nous avons présenté le bouton « Delete Cyberhate » pour signaler les marques de racisme.

Nous avons également créé un site web « www.cyberhate.be » pour le suivi des signalements.

Nous avons publié un guide de sensibilisation sur cyberhate.

Depuis le 21 mars, nous recevons au moins 10 plaintes par jour de racisme sur Internet.

Pourquoi bannir la haine sur Internet ?

Une première raison est le risque de fracture numérique entre les gens qui sont familiers avec Internet et les autres qui ne le sont pas. La haine sur Internet risque d'accroître cette fracture numérique. Des gens risquent en effet de ne plus aller sur Internet en raison de la probabilité de tomber sur des messages qui sont racistes ou haineux.

Une deuxième raison est que l'on risque de créer une fausse impression d'impunité. Il est très dangereux pour une société de créer des lieux où on a cette impression d'impunité. Ce n'est pas tolérable sur Internet.

Une troisième raison tient dans le risque de banalisation. Le racisme passe par des mots à travers les forums et les chats. On se trouve sur une pente descendante et on ignore à quelle vitesse on va arriver en bas de la pente. On l'a d'ailleurs constaté en Belgique, cela a mené à des meurtres.

En conclusion, il faut éviter de condamner l'Internet en soi, mais ne pas banaliser les faits.



Intervention de l'Ambassadeur Vladimir Ivanov, Directeur du centre d'analyse et d'information du département de l'information et de la presse.

Mesdames, Messieurs, après deux présentations aussi extraordinaires, nous comprenons que nous sommes embarqués sur un champ de mines. Nous devons veiller à ne pas marcher sur les mines, ne pas nous fâcher mais tenter de parvenir à un consensus. Je pense que des solutions aux questions qui sont soulevées aujourd'hui seront trouvées, non dans la bureaucratie, mais dans des discussions ouvertes et franches telles que celle que nous avons aujourd'hui.

Pourquoi un champ de mine ? Quels sont les pièges ?

Aujourd'hui, nous ne parlons pas seulement de terrorisme et des autres manifestations de l'extrémisme, nous abordons également les différences entre nos confessions. Nous parlons de conflit des civilisations comme nous pourrions discuter du fossé économique et social qui constitue l'une des causes de ces conflits et contradictions. On pourra parler de la corrélation entre l'Etat et les media.

Tous ensembles, nous parlons beaucoup des discours de haine mais également de notre responsabilité, celle de l'Etat, celle des media et celle des gens ordinaires. Le problème réside dans notre capacité à faire face à ce défi qu'est la propagation des messages de haine et nous devons trouver une manière de parer à ce problème.

Notre séminaire est limité à Internet et les télévisions satellitaires. Mais, soyons honnêtes, ces problèmes vont bien plus loin et se retrouvent dans notre vie quotidienne. Ces messages nous arrivent grâce à des livres, publications, magazines, par la télévision également, et dans la rue. Je ne parle même pas des Mosquées.

De tous les défis qui se posent à nous, le terrorisme international est le plus grand. Les gens, les enfants et les hommes, ne sont que des instruments qui permettent de réussir à diffuser la haine et la crainte. Le terrorisme exploite cyniquement les ressources des media pour influencer et détruire la liberté de la presse et d'autres institutions démocratiques; *in fine*, pour détruire la démocratie dans son ensemble.

Les mass media, dont Internet et les télévisions satellitaires, peuvent être à la fois des instruments de pouvoir entre les mains des terroristes et un remède efficace pour lutter contre ce problème. Dans de telles circonstances, la liberté des media devient de plus en plus importante. La question de la coopération entre les media et les autorités pour combattre le terrorisme est également d'une importance critique. La communauté internationale doit dès lors faire face à une tâche très complexe qui est de préserver cet équilibre entre d'une part la liberté d'expression - base du développement démocratique - et d'autre part le besoin urgent de neutraliser les éléments d'information liés au terrorisme.

J'aimerais préciser que les réponses à ces questions doivent être trouvées à la fois dans la sphère morale et dans la sphère juridique et légale. Au niveau légal, une coopération internationale à l'encontre de l'utilisation de cet espace dans les media permettrait de lutter efficacement contre le terrorisme. Progressivement, la communauté internationale a essayé de trouver ce cadre juridique. Un certain nombre de décisions importantes ont été prises par le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Il existe une série de résolutions sur lesquelles se basent tous les acteurs concernés par ce problème. Ces résolutions sont les suivantes : 1267, 1373, 1566 et 1624. Mais travailler uniquement sur cette base légale ne suffit plus. Tous les Etats devraient s'en tenir aux décisions prises et appliquer ces décisions. Jusqu'à présent, nous n'avons pas réussi à faire face à ce défi.



Aujourd'hui, nous avons déjà pu observer un certain nombre d'expressions pernicieuses, de paroles de haine, de discours haineux, mais il y a beaucoup plus que cela. Ici, je parle de ce qui m'est très proche, ce qui atteint les gens dans mon pays. Chamil Bassaïev, le terroriste international, concerné par les sanctions des Nations Unies, a pu donner une interview à la chaîne ABC en juin dernier. Il a parlé de nouvelles attaques terroristes en Russie. Il est également un orateur régulier sur un site Internet appelé Kafka centre. Ce site a été créé en Lituanie. Ensuite, il est passé en Finlande, puis en Suède. En Suède, après notre demande, il y a quelques jours, le serveur a été confisqué mais deux jours plus tard, le site était de nouveau là avec de nouveaux instruments.

Alors qu'est-ce qui se passe ? Un manque de volonté ou une mauvaise volonté ? Je veux être franc et dire qu'il y a des différences entre les actions et les mots, et nous devons être honnêtes et dire que le fossé existe.

Après les attentats de Londres, le Président Poutine a parlé de l'importance d'être unis, de travailler ensemble. Les terroristes vont utiliser n'importe quelle faille dans notre position dans leur but diabolique. Ils ne cessent d'utiliser les divergences entre nos positions. Nous ne sommes pas encore suffisamment unis et mon message est celui-ci : nous devons donner au problème du terrorisme toute l'importance qu'il mérite et nous exprimer d'une seule voix.

Le philosophe et écrivain Alexander Soljenitsyne a dit qu'il existait un problème de xénophobie en Russie et que nous devons y faire face. La société des media est très impliquée.

Maintenant je vais parler d'un élément crucial qui est un élément moral. Les discours haineux et xénophobes sont courants dans les media russe, y compris à la télévision. Je ne vais pas donner de réponse rapide à ce phénomène mais je voudrais faire quelques observations à ce sujet.

Tout d'abord, nous devons considérer ce problème avec beaucoup de sérieux. A l'heure

actuelle, on parle beaucoup mais on ne fait pas grand-chose.

Deuxièmement, la lutte contre le nationalisme ne devrait pas se limiter à la recherche de personnes mal intentionnées, de skinheads. Il s'agit d'un problème sociétal.

Troisièmement, le problème de la xénophobie ne doit pas devenir un instrument de jeu politique, de pouvoir politique. Malheureusement, nous avons vu que c'était le cas pendant les élections au conseil de la ville de Moscou. Les canaux de télévision russes discutent des problèmes de nationalisme et de xénophobie mais le problème, c'est qu'il s'agit d'un jeu qui est avantageux pour tous les partis en cause. Le nationalisme reçoit un accès à la télévision, non directement mais, grâce à la couverture de leurs actions, en ce compris des meurtres.

Et la question est de savoir comment faire pour remédier à ce problème. Je pense que l'expérience de la Russie, cette société à plusieurs religions et à plusieurs ethnies, pourrait contribuer efficacement à cette réflexion internationale. Je suis relativement optimiste mais nous ne devons pas nier ce problème.

Très brièvement, je voudrais faire quelques observations supplémentaires à ce sujet.

Première observation : en Russie, nous comprenons que le terrorisme n'a ni nationalité, ni religion, ni morale, ni limite, ni frontière. Blâmer des confessions, des civilisations ne mènera à rien. Je ne suis pas d'accord avec la thèse du conflit des civilisations. Nous représentons une civilisation, la seule civilisation, celle de l'homo sapiens.

Deuxième observation : Nous voyons deux tendances très dangereuses dans le monde: d'une part, l'extrémisme et sa manifestation très sale qu'est le terrorisme, d'autre part, une autre forme d'extrémisme, celle d'imposer sa manière de vivre à n'importe quel prix, son style de



démocratie. Je vais prendre à titre d'exemple le projet de la modernisation du Moyen-Orient. La combinaison de ces deux formes d'extrémisme est de la dynamite qui peut faire exploser notre unique civilisation.

Troisième observation : C'est devenu une règle de blâmer la Russie sur toutes les scènes. C'est devenu un principe, la Russie est coupable de tout sauf si on prouve le contraire, coupable de xénophobie. Le Conseil de l'Europe a d'ailleurs exprimé son inquiétude quant à la situation en Russie par rapport à cette tendance.

Dernière observation : la haine se retrouve dans toutes les sociétés. Personne n'est immunisé face à ce problème. Dès lors, la seule manière de vaincre cette maladie, c'est de la prendre en considération de manière sérieuse et de coopérer. Il ne devrait pas y avoir « les professeurs d'un côté et les étudiants de l'autre ». Nous devons au contraire apprendre les uns des autres. Nous connaissons des problèmes semblables. Pour battre notre ennemi commun, la haine et l'extrémisme, nous devons coopérer. Personnellement, je pense que c'est tout à fait et essentiel.



Intervention de Mr. Jean-Pierre Chemaly, Doctorant à la Sorbonne (Paris)

Je vais présenter une série de sites Internet portant atteinte à la confiance entre les cultures, les religions et les civilisations. Au cours de cet exposé, je montrerai brièvement l'exploitation « offensive » de l'outil Internet, la mise en place d'une stratégie d'information et de « contre-information », et le media des « exclus » et des « marginaux » - ou l'information parallèle - surtout concernant les affaires terroristes.

Je prendrai l'exemple de trois cas de crises majeures sur Internet.

Premier cas : l'analyse de l'affaire des caricatures sur Internet

Le journal danois a publié les caricatures le 30 septembre 2005. Il est à relever une crise en gestation sur la toile dès le mois d'octobre 2005. Donc, avant que la presse ne s'en saisisse, le débat était déjà enclenché sur Internet.

Directement après, il y a eu sur Internet une mise en place de campagnes de boycott des produits danois. Et immédiatement, une série de directives ont été appliquées dans la rue, comme la campagne de boycott ou des manifestations. Veuillez noter la qualité du site, la densité des textes et la richesse des images.

Certains de ces sujets sont lus jusqu'à 9000 fois, ce qui montre la qualité et la structure de ceux-ci. Ces sites existent en plusieurs langues : en arabe (les plus nombreux), en anglais, en danois. L'arabe a été langue fédératrice du Monde arabo-musulman sur Internet. Aussi, la crise des caricatures du prophète fut plus qu'un problème de dessins, ce fut un élément fédérateur. Il y a bien eu un thème fédérateur pour l'ensemble du Monde arabo-musulman.

Comme cité plus haut, il y a eu une crise anticipée sur Internet. Dès octobre 2005, la photo

du caricaturiste du Jyllands Posten a circulé sur les forums islamistes avec des menaces de mort, avec son adresse mail, etc. Des emails envoyés aux internautes appelaient aux manifestations dans la rue, j'en ai reçu plusieurs. Les lynchages des ambassades (Lybie, Egypte, Liban, Syrie) ont été filmés, pris en photo et mis en circulation sur Internet pour inciter à d'autres passages à l'acte.

Quelques chiffres : 40 782 969 internautes ont visité le site « No4Denmark » à la date du 1^{er} mai 2006. Un article sur ce même site a été lu plus de 8358 fois.

Selon un sondage d'Islammemo, 76% des internautes ne sont pas favorables au dialogue.

En conclusion de cette première partie :

- La crise des caricatures est un exemple de la capacité d'exploitation de la toile lorsqu'il y a un problème de cette sorte qui se présente. On a vu avec quelle rapidité et quelle efficacité, la crise a été soumise sur Internet.
- Les internautes sont capables de fédérer sur Internet les différents courants. Cette fois-ci, Internet a été un élément fédérateur.
- La question se pose : un autre scandale va-t-il à l'avenir générer le même genre de problèmes ? Sommes-nous en attente d'une nouvelle crise ?

Deuxième cas : analyse de l'offensive évangéliste sur la toile dans les pays musulmans

Comment, d'un point de vue musulman, les internautes perçoivent-ils la campagne évangéliste sur Internet ? Du point de vue des internautes arabes musulmans, l'ingérence évangéliste est une vision réductionniste de l'Islam. Souvent on retrouve sur des sites évangélistes américains, en langue anglaise, un chemin réductionniste qui précise que l'Islam équivaut au terrorisme. Sur certains forums américains évangélistes, il y a des liens qui



redirigent les internautes vers des sites terroristes islamistes, histoire de prouver que l'Islam équivaut réellement au terrorisme. Et lorsqu'on clique sur Islam, apparaissent des photos de décapitation, d'attentats, etc.

Egalement sur ces sites, il y a de fausses rumeurs de conversion pour un avenir meilleur. Les internautes arabes précisent souvent sur leurs forums que pour se convertir au christianisme, les évangélistes proposent une aide financière ou un visa pour l'étranger, pour aller étudier en Europe ou aux Etats-Unis. Les internautes arabes considèrent ces évangélistes comme des missionnaires issus de la culture colonialiste. Ils voient donc en ce phénomène une nouvelle forme de colonisation.

Un exemple est celui du Maroc où il y a une maladroite et timide dénonciation. Des articles de presse sont repris sur Internet et des débats sont soulevés sur les forums de discussion. On hésite entre tolérance et inquiétude face à ce nouveau prosélytisme car souvent quand un pays arabe veut dénoncer la campagne évangéliste, il a peur d'être taxé d'intolérant, etc.

Les titres sont significatifs : « Des marocains sur le chemin de croix », « Le Maghreb sur le chemin de croix », c'est une sorte de passion, de souffrance.

La stratégie évangéliste, si elle réussit autant à infiltrer le Monde arabe, c'est parce qu'elle a une structure parfaite et qu'elle réalise une propagande anti-musulmane où le chemin réducteur est « islam = terrorisme ». On note une « instrumentalisation » des communautés chrétiennes arabes où, par exemple, les maronites du Liban sont souvent des cibles, surtout pour les étudiants, à propos de concerts, de camps et même d'allocations. Tout est donc très bien organisé.

Les doubles vitrines : On revient sur le Maroc, où je cite le site « Love Morocco ». Il s'agit d'un forum évangéliste qui appelle à la conversion au christianisme et qui donne l'exemple de Musulmans qui étaient perdus, qui souffraient, et

qui se sont convertis au christianisme. Souvent les internautes prennent le site pour un forum de rencontre entre jeunes hommes et jeunes filles et en se connectant, tombent sur un forum islamiste. Ces jeux de double vitrine se retrouvent surtout sur des sites qui sont présentés comme chrétiens mais qui proposent du contenu musulman, ou l'inverse. Ce problème se pose également en Egypte avec les sites coptes.

L'effort de conversion des musulmans sur le net passe par trois étapes clés :

- Investissement de la toile, et proclamation des événements culturels (camps, conférences, expositions), des sermons, des textes.
- Définition d'un groupe cible: des étudiants, des chômeurs, à chacun son groupe.
- Canalisation des informations entre sites et forums.

L'effort de conversion des musulmans réussit grâce à des acteurs organisés en réseaux, à l'élaboration d'un message évangélique adapté au message coranique (les textes rédigés en arabe sont souvent proches de la syntaxe coranique) et à un fort soutien médiatique (télévisions satellitaire, radios, Internet).

Troisième cas : les sites islamistes terroristes sur Internet : une quasi victoire sur les media occidentaux

Par la mise en place d'un réseau d'information, les islamistes font preuve d'une très grande capacité d'exploitation d'Internet.

Ils créent des sites Internet pour diffuser l'idéologie islamiste et terroriste et il leur suffit d'une ou deux semaines pour recréer un site cassé ou traduire des textes en arabe, en anglais, en français. Depuis peu, on commence à voir de l'allemand ainsi que de l'italien et de l'espagnol.

Ils créent des forums de discussion. Sur ces forums islamiques terroristes, les sujets sont postés par milliers et les conditions d'inscription



sont de plus en plus difficiles. Pour accéder à ces forums, il faut que les internautes montrent patte blanche - en d'autres termes, s'inscrire en arabe, répondre à des questions en arabe - afin de s'assurer qu'ils ne sont pas des personnes extérieures à la cause islamiste.

Exemple d'un site du GSPC, le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat : on remarque encore une fois la densité textuelle. A gauche, on a la photo d'un chef islamiste qui donne accès au téléchargement de vidéos d'interview de terroristes. En dessous, El-Misaq, c'est une revue aussi islamiste publiée sur Internet. A droite, sous le logo du GSPC, vous avez différentes rubriques qui donnent les communiqués, les attaques, les interviews, les revues, etc. Là encore, on peut s'attarder sur la densité de ces sites.

Exemple du forum Tajdid : A droite, vous avez les sujets postés, à gauche, le nombre d'internautes qui se connectent. Comme vous le voyez, il y a des sujets qui atteignent 2400 visiteurs. Là encore comme je l'ai cité précédemment, les journaux et les télévisions officielles sont abondamment pillés et piratés par les sites islamistes.

Le cas d'Al-Jazeera, un exemple sur tant d'autres, est surnommé, al Jamra, la cendre. Pour les islamistes, Al-Jazeera est réduite à diffuser les vidéos des chefs d'Al Qaeda et en exploiter les émissions comme par exemple « Waraka al Khabar » (Derrière l'information) où l'on peut télécharger des émissions d'Al-Jazeera qui traitent de la guerre en Irak, du cheminement des combattants, etc. Les dernières vidéos téléchargeables d'Al-Jazeera sur un forum islamiste portaient notamment sur les combattants allant en Irak et, sur le cas de la belge, Muriel Degauque, qui s'était convertie à l'Islam pour aller combattre et mourir en Irak. Cette vidéo a été détournée sur les sites islamistes.

Il n'y a pas que les media officiels, il y aussi les media officieux sur Internet tels que le Global Islamic Media Front. On y trouve les films des opérations sur le terrain de différents groupes (Majliss Choura Al Moujahideen, l'armée

islamique en Irak, les brigades Sayf Al Haqq), la création de revues islamistes qui ont une diffusion mensuelle et souvent des questions posées à des cheiks et leurs et réponses.

Un exemple de propagande islamiste traduite en français : vous constatez un sous-titrage en français de très grande qualité, à droite vous trouvez le discours d'Al Zarqaoui, également traduit en français et de très bonne qualité. En ce qui concerne la répercussion du champ virtuel en zone géographique sur Internet, on retrouve plusieurs groupes :

- l'Occident (les Etats-Unis et l'Europe pour les islamistes),
- la Tchétchénie et les Balkans,
- la Palestine, l'Irak, l'Afghanistan,
- l'Afrique du Nord.

L'arabe est la langue fédératrice.

Ainsi, on essaye de faire des regroupements pour concentrer les vidéos et les textes qui concernent ces hommes.

Les tentatives de contre-propagande

Il existe une tentative de contre-propagande mais elle est inefficace. On essaie de contrecarrer cette montée sur Internet. Les sites de dénonciation tels que le Hagana US et le Site Institute. Ces sites sont ciblés et connus des islamistes. Lorsque Donald Rumsfeld a annoncé une campagne contre les sites islamistes, le GIMF a publié une lettre ouverte, destinée à Donald Rumsfeld en personne, dans laquelle ils lui répondaient qu'ils allaient poursuivre leur expansion sur Internet. Les sites et liens cassés de ces forums islamistes sont recréés en quelques jours, voire quelques heures. Le site de contre-propagande, le Hagana, qui recense les forums islamistes, donne une fiche technique et un petit résumé pour chacun. Comme je viens de le dire, ce site est connu des islamistes. Le Site « Institute » qui donne les dernières nouvelles de toute l'activité terroriste sur Internet est également connu des islamistes.

En conclusion, Internet demeure le seul media à disposition des islamistes. Son exploitation permet la diffusion de textes, vidéos, revues,



entretien, articles et constitue le seul moyen d'analyser la stratégie islamiste terroriste. Dès lors, fermer ces sites ou les casser, serait une arme à double tranchant parce qu'il n'y a plus d'autre moyen de comprendre les groupes islamistes.

La diffusion d'une idéologie haineuse sur Internet a pour but d'être connue et se veut repérée et repérable. Les croyances selon lesquelles il existe des messages codés et il est impossible de trouver des vidéos d'islamistes ou des vidéos de décapitation sont fausses. Je vous remercie de votre attention.



**Remarks by Mister Mohammad Al Kurbi,
Information Security Center (ISC)
Manager, King Abdul-Aziz City for
Science and Technology (KACST), Saudi
Arabia.**

Introduction to Internet Service in Saudi Arabia

Your Excellencies,

My presentation will give an overview of Internet and filtering in Saudi Arabia.

First of all, I will give a quick historical introduction to the Internet. It was made officially available in 1997 and actually started in 1998. King Abdul-Aziz City for Science and Technology (KACST) has been chosen to be the main Internet gateway because of its function as a research institute. And actually, the exact department which is the Internet Service Unit is a department inside this organisation.

There is also a permanent Security Committee that was formed to oversee the filtering and the security of Internet which include taking care of cybercrimes as well. This Permanent Security Committee is headed by the Minister of Interior and representatives of many governmental organisations.

This is the current Internet network structure in Saudi Arabia. We have two sites that are connected to the Saudi telecom company, to the ATM network which is the main infrastructure. Also the Internet Service Providers (ISPs) who provide this service to the end user is also connected to the telecom company ATM network. And the end user is connected as well through the phone lines to this ATM network. So the telecom company is the main connection point.

KACST filtering mission

KACST customers are: 20 ISPs and 20 academic and research institutes. All of them are connected to KACST through the telecom company.

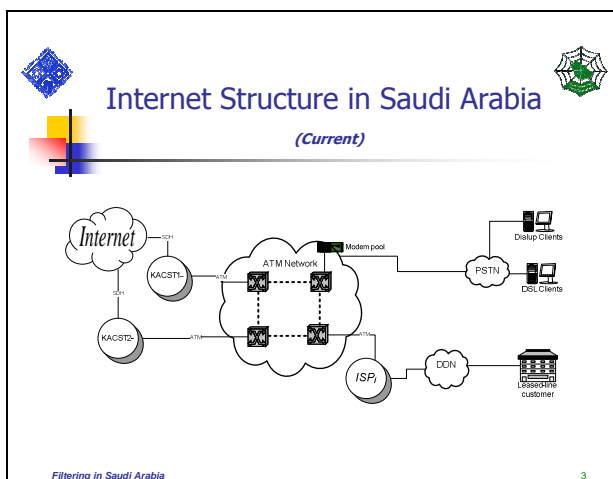
KACST as the main Internet gateway has put some rules or policies just to make sure that its job would be as perfect as possible. So, the quality of service was a key point. We have to implement any additional requirement without undermining the quality of service.

KACST's responsibility of filtering must be seen as an operational duty. So the permanent Security Committee that was formed and headed by the Minister of Interior is defining the policy and rules and we implement them.

The accuracy in content filtering decision has to be 100%. We try to tight the boundaries of filtering and not just let them open.

Also we are trying to minimize human interaction through the automation.

Mainly we filter the web-based traffic. There is an additional effort to filter other traffics. KACST implemented this way of filtering the web traffic by creating a country-level web proxy. This web proxy is the central point that all the users in the Kingdom have to use to browse the web content of Internet. Also, KACST implements some techniques that will prevent any way of avoiding this filtering.



KACST as well and from its background of research tries to improve the way of doing the job by using, for example, the artificial intelligence.

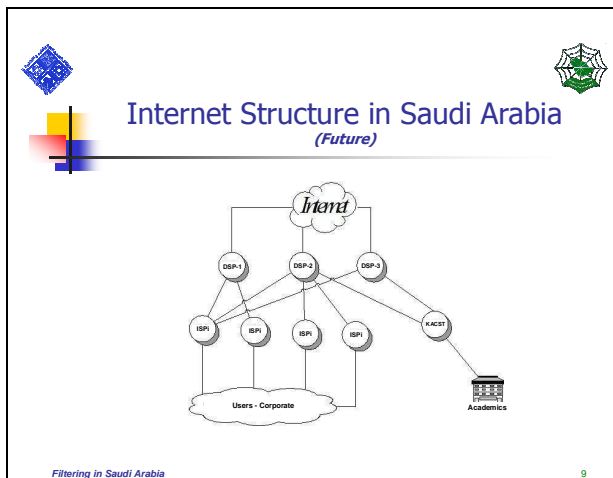
As I said, we are on the way to filter more services as chat and file sharing with a view to protect children from child abuse and child pornography.

Future Internet Structure

As the Internet is growing in Saudi Arabia, the bandwidth has been almost doubled in one year (since March 2005) and it will continue, because there is a continuous cost reduction.

Also, a new network will replace KACST in the near future as one main Internet gateway so that it will be replaced by many competitors or private companies. Those companies will provide this service to the other lower Internet Service Providers who will provide them later on to the end users.

Of course the availability of DSL and wireless server and any new communication tool on the market will affect the growing of Internet.



This is the new setup of the network. You will have the main Data Service Provider. Then the main Internet Service Providers and KACST will be just one of the Internet Service Providers.

And apart from this new setup, there is a new governmental organisation that will take care of the central management of filtering and of course of other communication matters. It is the Communications and Information Technology Commission (CITC).

CITC filtering mission

The CITC is building a single comprehensive system which is the Filtering Management System that will make sure to put one simple interface. The matter here is just to make the interface between this governmental organisation and different related official parties or end users as easy as possible. But since it is not yet finalised, CITC does not take the control yet and KACST is still responsible for filtering.

Web Filtering Policy

These are categories of things that we block from a web-based point of view: anonymizers, pornography, nudity, gambling, criminal skills.

There are also other categories that will be blocked if classified as extreme: hacking, copy right piracy, gruesome content, violence, hate speech. Also, there are other classes of websites that will be used through hackers' attempts to for example launch an attack to a remote website (a virus). So, just to protect the remote website we might block this service for this website until the virus problem has been solved.

There is also the phishing: someone will create a fake website and will send the link through an email and ask you to press on that link and access that website.

Web filtering resources

We have a team that will process all the requests that will come from the end users. Those are the requests for blocking websites for example or unblocking a website if it is blocked by mistake. We reply to the queries of these users and we finally update the database.



**European Institute for Research on
Mediterranean and Euro-Arab Cooperation**

**Institut Européen de Recherche sur la
Coopération Méditerranéenne et Euro-Arabe**

The requesters are: end users, private sectors or official agencies.

If you want a site to be blocked, you have to give the reasons and the team will analyse this request fully.



***Remarks by Rabbi Abraham Cooper,
Associate Dean, Simon Wiesenthal
center, Los Angeles.***

First, Mister Madani, I was very moved as a religious too by your opening prayer. But as a rabbi I can say that I have been able to inspire our chairman to pray that I will keep my allowed time of ten to twelve minutes.

On behalf of the Simon Wiesenthal Center, I want to thank the OSCE not only for this conference but for its leadership in combating research in antisemitism and specifically to the Government of France for choking of Jew hatred from its satellite airways.

In 1995, the Internet had one hate site. You already saw it this morning. It is still functioning out of Florida. In 2005, the Simon Wiesenthal Center's annual study concluded that there were over 5000 problematic hate sites on the net. In our new release, *digital terrorism and hate*, we noted a 20% increase to over 6000 problematic sites. Briefly, I just want to divide these into two sections and make a few specific recommendations.

As it has been mentioned, the Internet is an incitement to hate and violence. It is used to legitimise and mainstream all the new hatreds from antisemitism and Holocaust denial to islamophobia and the denigration of immigrant groups. As well as coordinating the opposition to the European Union membership and to fuelling riots in France.

The Internet has also provided the tool to help create a sensitive international community for Neo-Nazi skinheads and more recently for sports hooligan groups.

It is no secret that the United States' URLs are also hosts to many problematic sites in democracies that have specific anti-hate rules including Canada, Germany, Austria and others. That would be problematic enough but 2006 also

brings us to the crossing of a new read line in which the Internet has emerged as the virtual university of terrorism. There are tutorials available on line for bombs, suicide belts, urban warfare, technology, and has become the central component of terrorist recruitment efforts, especially among young people.

More, even as this important gathering will consider ways to block or eliminate particular websites, we are finding that many of these presentations, some of which Mr. Chalaby referred to before, do not populate the "WWW.world" at all. They rather start out in a yahoo club that is usually used by teenagers and go to a blog news group.

In fact, I am very concerned. The image that I see before us in terms of the security issues is with the emergence of magnificent cell phones in one hand and with portable GPS technology in the other. We are already looking at the possibility of control of terrorist activities from any point in the world to any other location on the planet. This is not to reduce the very important work that is being pursued here to marginalize or possibly remove hate speech from the Internet. But without any doubt, the Internet today has been chosen by terrorist groups who present to all of us existential threats. And I believe that we are only at the very beginning in civil society of grasping the enormity of that challenge.

One particular point is that we notice that Al Qaeda is seeking to reach the children of the elite in the Middle East and to obviously use the Internet as the bypass key to youngsters in Europe and North America.

A few specific proposals

One, it is important to throw those sites off the web. Even though we know that many of the organized hate groups will find other ways or other venues to get back online. It is important not just for governments but for private individuals and for companies to say no to hatred.



It is vital that OSCE and other important international agencies continue to work with the US Internet providers as well in a consortium approach in order to marginalize if not totally eliminate these hate sites.

Third, I want to specifically thank the presentations that we will be hearing today and the commitment of the Belgian government to develop proactive Internet resources targeting young people. We are late. The worst of human kind have already understood the magnificent power, the marketing power of the Internet, and we have not shown up yet to that part of the struggle.

What I would like to do now, very briefly, is to present this CD Rom study which covers over 500 sites.

(Presentation of websites comprising digital terrorism and hate)

See <http://www.wiesenthal.com>

Questions and Answers

Mohamed Barakat : Bonjour, mon nom est Mohamed Barakat. Je souhaite parler en tant que téléspectateur des chaînes arabes diffusées par satellites et aussi des chaînes européennes que je reçois par le câble. Je crois que c'est important pour cette assemblée de connaître l'opinion d'un citoyen arabe qui est téléspectateur de ces chaînes.

Tout d'abord, dans le titre de votre conférence, dans votre programme, on parle des mauvaises choses et des bonnes choses. Malheureusement, jusqu'à présent je n'ai pas entendu dire de bonnes choses sur le rôle des media arabes, par satellite surtout. Je tiens à vous signaler qu'en regardant les chaînes de télévision arabes, je constate depuis les 3 dernières années un progrès énorme, pas seulement des chaînes que vous connaissez bien ici comme Al-Jazeera ou Al-Arabya ou Al-Haalam qu'on vient de voir. Mais même les

chaînes de télévision gouvernementales et je souligne que sur les chaînes de télévision financées par des gouvernements on peut assister aujourd'hui à des débats en direct, à des confrontations d'opinions, à des programmes scientifiques, culturels, d'ordre social, où on pose les vrais problèmes de la société et où on ose aujourd'hui critiquer non seulement la politique intérieure mais également internationale. Cela se passe dans des commentaires, dans des pièces de théâtre ou dans des émissions.

Concernant les mauvaises choses, on vient de voir aujourd'hui deux exemples que Madame Clément-Cuzin nous a montrés. Pour le premier, j'ai transcrit la chanson chantée par le professeur. Je suis désolé Madame mais ce qu'il a dit « Jérusalem est arabe, Jérusalem est à nous », moi, en tant qu'arabe, je ne vois pas où est le mal dans cette chanson.

Vous avez critiqué aussi les images de l'Intifada. Moi, si je téléphone à mon cousin à Jérusalem pour lui dire qu'il ne faut pas montrer les images de l'Intifada, que va-t-il me répondre ? Qu'allons-nous montrer ? Des enfants qui jouent au golf, qui font de l'équitation, ou qui font du sport ? Malheureusement, la vie quotidienne des enfants palestiniens c'est l'Intifada, c'est l'oppression. Comme beaucoup de responsables européens l'ont dit : Gaza est une prison à ciel ouvert. Essayons alors, quand on parle de tout cela, d'avoir un certain sens de la proportion.

D'un autre côté, vous avez montré des images de négationnistes. Je suis désolé, je vis en Europe depuis 30 ans, j'ai étudié ici. Cela m'est arrivé souvent de voir, y compris sur TF1 et Antenne 2, des messages de négationnistes. Après il y a eu des excuses, mais a-t-on pour autant fermé ces chaînes-là ? TF1 et Antenne 2 ont donné la parole aux plus grands négationnistes en Europe, dont Monsieur Le Pen. Et celui-ci a failli devenir votre Président de la République ! On a tous eu peur ce jour-là !



Les images de haine sont également véhiculées par la poste, ici en Belgique. Voici ici, the Flamish Republic, que j'ai reçu par la poste, des messages de haine, qui ont abouti à l'assassinat de jeunes parce qu'ils sont immigrés. Donc, il faut faire attention à tout cela et il faut vraiment se rappeler le rôle positif de ces media.

Vous nous avez réclamé pendant des années d'installer la démocratie dans les pays arabes, et d'avoir la liberté de la presse. Nous avons essayé de faire de la démocratie. En Algérie, cela a failli mal tourner, et l'UE et certains pays ont tout fait pour y annuler les élections. En Palestine, on vient de voir ce qui s'est passé avec le Hamas, malgré le fait que c'est la communauté internationale qui a demandé et organisé le vote. Une fois que le peuple a choisi, on arrête l'aide à ce pays ?

Rudolf El-Kareh : Permettez-moi tout d'abord de dire à partir de quel point de vue et de quel promontoire je parle. Mis à part le fait que je suis universitaire, sociologue, ancien professeur à l'IEP d'Aix-en-Provence et actuellement professeur associé à l'ULB, c'est à partir d'un autre promontoire que je parle. Je suis l'un des 100 intellectuels arabes qui ont signé l'appel intitulé: « Ne nous trompons pas de combat ». Je suis également fier d'avoir été à l'origine de l'interdiction d'un colloque négationniste à Beyrouth en 2001. Et je crois que de ce point de vue, il est important de relever plusieurs choses.

Ce qui m'a frappé et m'a laissé un goût de malaise, c'est l'approche méthodologique globale. En effet, des éléments isolés de leur contexte représentent une réalité globale qui s'appliquerait à un ensemble d'Etat, de société et de culture. Je rejoins ici ce que disait Monsieur Ivanov sur la question des civilisations : « Il n'y a qu'une seule civilisation humaine » et je rappelle à ceux qui se trompent d'analyse que lorsque Péricles vivait ce que nous appelons la civilisation grecque, il ne l'appelait pas civilisation, il était en plein dans le vécu.

J'ai entendu des amalgames entre l'Islam, la langue arabe, Jérusalem, le Moyen Orient, le monde arabe, et l'antisémitisme qui effectivement connaît des résurgences et qu'il faut combattre mais dans son lit originel c'est-à-dire dans les pays de l'Est. On a souvent tendance à oublier que l'antisémitisme est né là et que ceux qui prétendent utiliser ces thèses négationnistes sont totalement récusables.

Mais ce qui est également récusable, c'est l'amalgame qui est fait entre la chanson « Jérusalem est à nous » (alors qu'elle devrait appartenir culturellement aux trois religions) et le procès d'Al-Manar. Je pense qu'utiliser cette chanson pour faire un procès contre Al-Manar est un petit peu réducteur.

Dernier point concernant Al-Manar. Je suis profondément laïc, je suis un de ceux qui ont créé le mouvement laïc au Liban. Ce mouvement continue, il persévère. Je n'accepte pas l'idée de diaboliser quiconque, et de diaboliser notamment un media était est en train de changer. Vous nous avez littéralement coupé l'herbe sous le pied parce qu'Al-Manar était en train de s'ouvrir à tous les courants au niveau des débats. Cela a été totalement contre-productif.

Je terminerai sur ce point : je crois qu'il est essentiel de reconnaître que les media arabes, dans leur complexité et dans leur diversité, d'une part ne se réduisent pas à ce que vous avez vu, et d'autre part sont des lieux où bouillonne aujourd'hui la culture démocratique, où les gens se parlent, où les gens débattent, où ils sont en contradiction. Résoudre le problème sous l'angle de la censure, c'est aller à contre-sens et je crois qu'il est fondamental de ce point de vue, d'écouter ces media, de ne pas les censurer, de se battre sur le plan des idées et, d'autre part, commencer par définir les points dont on parle. Je n'ai entendu personne définir la notion de haine, de terrorisme et je pense que Monsieur Ivanov, héritier de la Russie aujourd'hui, pourrait nous en donner des leçons en parlant des terroristes de la fin du 19^e siècle sans compter le terrorisme d'Etat. Je vous



remercie Monsieur de Donnea de m'avoir donné la parole.

Sylvie Clément-Cuzin : J'ai souhaité montrer la chanson « Jérusalem est à nous » parce que c'est un ensemble. Ce n'est pas seulement la question des paroles mais bien la question de l'embrigadement qui a choqué le CSA. C'est notre perception, peut-être vous ne la comprenez pas. Concernant cette chanson-là, ce ne sont pas tant les paroles qui sont choquantes mais bien le mélange de celles-ci avec les images d'Intifada, et le fait que ce soit diffusé dans des émissions pour enfants. Et puis, il y avait quand même le drapeau israélien enterré. Il y avait tout de même une idée guerrière assez forte qui nous a choquée dans des émissions pour enfants.

Jean-Pierre Chemaly: Concernant les media arabes, étant moi-même arabe, je ne renie pas mes origines, bien au contraire, mais j'ai bien précisé dans ma présentation que j'allais m'attarder uniquement sur des cas qui malheureusement diffusent de la haine, la désinformation sur Internet.

Concernant les media comme Al-Jazeera, j'ai voulu montrer que des émissions qui partent d'un point de vue neutre ou objectif sont souvent détournées ou mal interprétées dans certains contextes. Par exemple, lorsqu'ils sont placés dans un forum islamiste jihadiste ou lorsqu'une émission arabe veut présenter un documentaire objectif et se voit suivi de commentaires d'internautes négatifs. Loin de moi l'idée de décrédibiliser les media arabes, de ne pas reconnaître leur valeur. J'ai juste voulu mettre l'accent sur le fait que souvent malheureusement, ces émissions sont mal interprétées, sont détournées à d'autres fins.



Second Session: Analysis of legislative and deontological tools existing in the OSCE and in the Mediterranean and Middle Eastern areas to curb and to sanction hate speeches, while guaranteeing freedom of expression.

***Intervention de M. Guy De Vel,
Directeur Général des affaires juridiques
du Conseil de l'Europe***

Mesdames,
Messieurs,

Je voudrais tout d'abord remercier l'Institut MEDEA et tout particulièrement son président, Mr. Francois-Xavier de Donnea, de me donner l'occasion d'intervenir à ce colloque.

L'actualité récente nous prouve la nécessité absolue de lutter, dans le cadre du respect de la démocratie, de l'Etat de droit et des droits de l'Homme, qui sont les valeurs fondamentales sur lesquelles a été fondé le Conseil de l'Europe, contre toute forme de xénophobie ou de racisme, y compris l'incitation à ces délits au moyen des nouvelles technologies dont Internet.

Le racisme et la xénophobie ne doivent pas passer. La lutte contre ces fléaux fait partie des priorités établies par les Chefs d'Etat et de Gouvernement du Conseil de l'Europe lors du Sommet qu'ils ont tenu à Varsovie en mai 2005.

Depuis plus de cinquante ans, le Conseil de l'Europe, avec ses 46 Etats membres, veille sans relâche à la sauvegarde des droits de l'Homme et à la promotion de la coopération juridique sur le continent européen. Les actes de nature raciste et xénophobe constituent de toute évidence une violation des droits de l'Homme et une menace pour l'Etat de droit. Il n'est donc guère surprenant de constater que, depuis de nombreuses années, notre Organisation œuvre avec énergie dans le domaine de la lutte contre

toutes les formes de propagande xénophobe, raciste et antisémite. En agissant de la sorte, le Conseil de l'Europe se situe bel et bien au cœur de sa mission.

L'Internet et les télévisions satellitaires sont des réseaux de communication globale qui, comme tels, offrent des perspectives d'échange et de développement fabuleuses. Malheureusement, ces réseaux offrent aussi à certaines personnes la possibilité de bénéficier de moyens modernes et puissants pour soutenir le racisme et la xénophobie et pour diffuser facilement et largement des contenus exprimant ces idées. Formidables instruments de diffusion du savoir et de communication entre les hommes, les nouvelles technologies, qui sont au centre de nos discussions d'aujourd'hui, ont également séduit les réseaux de la haine et de l'intolérance.

Comment agir au niveau international pour que l'évolution technologique, censée rapprocher les hommes, ne devienne un vecteur de haine, de discrimination raciale et d'intolérance ? Plusieurs possibilités d'action existent. Dans le cadre de ce deuxième panel, j'ai le plaisir d'avoir été invité à vous présenter les outils législatifs élaborés au sein de notre Organisation pour agir contre la propagande de nature raciste et xénophobe.

Dans un premier temps, je voudrais souligner l'importance particulière de deux instruments : **la Convention sur la cybercriminalité**, d'une part, et son **Protocole additionnel relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques**, d'autre part.

Réunis à Varsovie les 16 et 17 mai 2005, les Chefs d'Etats et de gouvernement des Etats membres du Conseil de l'Europe ont appelé tous les Etats membres du Conseil de l'Europe à signer et à ratifier la Convention sur la cybercriminalité et à considérer la signature de son Protocole additionnel.

Dès sa création, la Convention sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe a



rencontré un très vif succès non seulement en Europe mais aussi au-delà du continent. A ce jour, elle a été signée par 42 Etats, y compris les Etats-Unis, le Canada, le Japon et l’Afrique du Sud. Elle est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2004 et a véritablement une vocation universelle. Plusieurs instances internationales (l’Organisation des Etats américains (OEA), les Economies membres de la Coopération Economique de l’Asie et du Pacifique (APEC), Interpol, etc..) et des organismes privés ont d’ailleurs recommandé une adhésion globale à la Convention sur la cybercriminalité du Conseil de l’Europe.

De son côté, l’Union européenne considère la Convention sur la cybercriminalité comme un instrument adéquat de lutte contre la cybercriminalité. Elle a toujours soutenu l’élaboration, la signature et la ratification de cette Convention qui fait dorénavant partie de l’acquis communautaire.

Cette Convention est le premier et l’unique traité qui mette en place des dispositions contraignantes concernant les infractions pénales commises sur, par le biais ou contre les systèmes informatiques. Elle identifie de façon précise différents types d’infractions spécifiques au réseau Internet et règle leur prévention et leur répression. Elle permet aussi, et c’est un apport très important, de compléter l’arsenal juridique des Etats en matière procédurale, afin d’améliorer la capacité des services de police à mener en temps réel leurs investigations et à rassembler des preuves sur le territoire national avant qu’elles ne disparaissent.

L’autre objectif poursuivi par la Convention est la mise en place d’un régime rapide et efficace de coopération internationale. Ainsi la Convention prévoit-elle, pour permettre aux Etats de faire connaître leurs demandes et afin d’y répondre avec célérité, un réseau de points de contact disponibles 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Toutefois, la Convention en tant que telle ne traite pas des messages racistes et xénophobes sur Internet.

Il a été donc décidé de traiter de cette question dans un Protocole additionnel à la Convention. Ce Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, adopté le 7 novembre 2002 par le Comité des Ministres du Conseil de l’Europe, est entré en vigueur le 1 mars de cette année. Il a été signé par 23 Etats (et ratifié par 7).

Ce texte constitue à ce jour le seul traité international dans ce domaine. Il poursuit deux objectifs : tout d’abord, harmoniser le droit pénal matériel dans la lutte contre le racisme et la xénophobie sur l’Internet, ensuite, améliorer la coopération internationale dans ce domaine.

Le Protocole prévoit l’incrimination des comportements suivants :

- a. **la diffusion de matériel raciste et xénophobe dans les systèmes informatiques**: échanger du matériel raciste et xénophobe dans un *chat room*, le distribuer dans des newsgroups ou des forums de discussion, sont des exemples de mise à disposition du public d’un tel matériel.
- b. **la menace avec une motivation raciste et xénophobe**, c’est-à-dire une intimidation qui provoque la crainte chez la personne vers laquelle la menace est dirigée, d’être victime d’une infraction pénale grave;
- c. **l’insulte avec une motivation raciste et xénophobe**, c’est-à-dire toute expression outrageante, terme de mépris ou invective qui porte atteinte à l’honneur ou à la dignité de la personne. La conduite doit aussi avoir pour effet d’exposer, non seulement en théorie, mais aussi en pratique, la personne ou le groupe de personnes en question à la haine, au mépris ou au ridicule.
- d. **la diffusion par un système informatique de matériel qui nie, minimise de manière grossière, approuve ou justifie des actes constitutifs de génocide ou de crimes contre l’humanité** : il s’agit là d’une disposition particulièrement importante



qui établit clairement le principe que des faits, dont la vérité historique a été judiciairement établie, ne peuvent être niés, minimisés de manière grossière, approuvés ou justifiés pour soutenir des théories dites « révisionnistes ».

Le Protocole vise à lutter contre la diffusion de messages racistes et xénophobes sur Internet tout en tenant dûment compte de la nécessité de respecter les droits de l'homme. Sur ce point, il est important de rappeler que l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'Homme, qui garantit le droit à la liberté d'expression, fixe également les limites de l'exercice de ce droit. Dans une abondante jurisprudence en la matière, la Cour européenne des droits de l'Homme a ainsi clairement établi que les actions des Etats visant à restreindre le droit à la liberté d'expression étaient justifiées au regard du paragraphe 2 de l'article 10 de la CEDH, notamment lorsque ces idées et ces expressions portent atteinte aux droits des tiers.

La Convention sur la cybercriminalité et son Protocole additionnel contiennent un ensemble juridique cohérent, contraignant et global qui ouvre la voie à une véritable harmonisation internationale pour lutter contre la cybercriminalité en général et contre la propagande de nature raciste et xénophobe diffusée par Internet en particulier. Dès lors que ces conventions sont ouvertes à tous les Etats, ceux-ci devraient donc saisir l'occasion et y adhérer aussi rapidement que possible.

A ce stade de mon exposé, je voudrais également faire état de la **Convention européenne sur la Télévision Transfrontière**. Cette convention, ratifiée par 31 Etats, est entrée en vigueur le 1er mai 1993. Elle a été amendée une première fois en 1998 et pourrait prochainement être l'objet d'un deuxième Protocole d'amendement.

La Convention européenne sur la Télévision Transfrontière vise à assurer le développement harmonieux des services de télévision transfrontières en garantissant la liberté de réception et en établissant le principe de

retransmission sans restriction des services qui sont conformes à un certain nombre de règles communes. Ces règles visent à assurer que la libre circulation transfrontière des services de programmes de télévision favorise les valeurs fondamentales qui sont communes aux Etats membres.

A cet égard, l'article 7 de la Convention – relatif aux responsabilités du radiodiffuseur – dispose que : « 1. Tous les éléments des services de programmes, par leur présentation et leur contenu, doivent respecter la dignité de la personne humaine et les droits fondamentaux d'autrui. En particulier, ils ne doivent pas : ... être susceptibles d'inciter à la haine raciale. »

L'application de la Convention repose, dans une large mesure, sur l'assistance mutuelle et la coopération entre les Parties. Cependant, le « Comité permanent sur la télévision transfrontière », composé de représentants des Parties, est chargé de suivre l'application de l'instrument et peut intervenir dans le processus de règlement amiable de toute difficulté liée à la mise en oeuvre de la Convention.

J'attire votre attention sur le fait que, tout comme la Convention sur la cybercriminalité, la Convention européenne sur la Télévision Transfrontière est ouverte aux Etats non-membres du Conseil de l'Europe sous réserve cependant de l'accord du Comité des Ministres.

Pour terminer, je voudrais également mentionner le rôle important de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance du Conseil de l'Europe – l'ECRI – qui a élaboré une recommandation spécifique pour lutter contre la diffusion de matériels racistes et antisémites par Internet. L'ECRI insiste tout particulièrement sur la nécessité de sensibiliser les enfants à ces questions.

Mesdames, Messieurs,

Ce rapide tour d'horizon des instruments développés au sein du Conseil de l'Europe pour lutter contre la propagande de nature raciste et



xénophobe par le biais d'Internet et des télévisions satellitaires aura permis, je l'espère, de prendre conscience qu'il existe aujourd'hui en Europe des outils législatifs adéquats pour faire face à ce phénomène. Leur efficacité dépend de la volonté politique d'y accéder, de les mettre en œuvre ou, éventuellement, de les renforcer.

Sur ce point, je me dois de conclure cette intervention en **invitant** les Etats qui ne l'ont pas encore fait – y compris l'Etat hôte de ce colloque – à non seulement signer mais aussi ratifier ces outils législatifs existants.

Il est indispensable de doter nos systèmes juridiques de moyens de réagir ensemble contre cette forme de criminalité pour éviter un certain sentiment d'impunité qui semblait régner jusqu'à présent dans ce domaine.

Ce n'est que si elle respecte les valeurs de l'Etat de droit, de la démocratie pluraliste et des Droits de l'Homme, que la mondialisation, et spécialement celle des technologies, aura toute sa légitimité et sera acceptée par l'ensemble des peuples. L'extraordinaire potentiel des nouvelles technologies ne peut se développer à l'écart de ces principes et dans une zone de non droit. Avant tout, les 800 millions d'Européens des Etats membres du Conseil de l'Europe comptent sur nous pour préserver et promouvoir nos valeurs qui sont, je le répète, la démocratie, l'Etat de droit et les Droits de l'Homme.



***Remarks by Mr. Miklos Haraszti, OSCE
Representative on Freedom of the Media***

Congratulation for this very important conference which I hope will end up in some concrete recommendations. We will try to contribute to this very informative debate.

I am representing the only intergovernmental independent media freedom institution. The OSCE is the only one among intergovernmental organisations having such an independent institution dedicated to protect freedom of speech and freedom of the media. Of course these media include television, satellite television, the Internet and the various media types that the Internet hosts. Their freedom is only a modern form of a longer existing basic form of freedom of expression.

The OSCE area is so wide that on the other hand of the Atlantic you have the US which does not have any tax payers' money in public broadcasting.

Their public broadcasting is not defined by law and paid by the citizens. And at the other end of this vast northern hemisphere, among the 55 democracies, you have countries where there is still no private media at all.

My office is mandated to basically fight intolerance towards the media. But there is a chapter in my mandate that mandates me to fight hate speech especially if it is committed in the media with the help of the State, if the State utilises the media to promote hate speech.

But since the 11th of September, since modern terrorism, since global networks, it has become almost impossible for my office not to deal with hate speech and specifically with hate speech on the Internet in a more detailed way, creatively extending this mandate into real life problems.

Now, having heard about hate speech, I have to stress that of course laws exist to limit speech offences. The range of secrecy is very well defined in all states, and hate speech is a legitimate limit of free speech. So is offence on

private individual dignity which is defamation or libel.

But all these speeches offences and all these limits can be used in a way that harms freedom of expression. To show you the differences and the pain, and the misery sometimes, of the human rights defender on an intergovernmental scale, I have to tell you an old joke which existed in my youth time. It said that in the US, everything not explicitly forbidden is permitted and it said that in Russia (at the time of the Soviet Union) everything not explicitly permitted is forbidden, while in France everything is allowed even if it is forbidden.

Now, you think that these differences have disappeared but there is a wide trend in many countries of the OSCE region - especially since modern terrorism and modern state security problems - to switch from classic limits of free speech - especially regarding hate speech - to a modern handmade content-based limitation of free speech. The classic formula used to be 'danger-based'. It was situation-based and you all know the classic example that crying fire is allowed on the stage but it is not allowed in front of the theatre curtain in the audience.

Same sentence, if it is dangerous, it is forbidden - speech is limited. If it is not creating immediate danger, then it is allowed. That was the classic standard and we are drifting along a river in Europe, and even in the US. The standards start to change. And especially in the Islamic countries and in the Mediterranean partners of the OSCE, the trend is to switch from danger- or situation-based limitation of hate speech to a limitation based on concrete protected speech *content*. Regulation was explicitly content free. Regulation was only used to ban and to curtail specific content in case of clear and imminent danger - like shouting 'fire' in a crowded theatre..

In what position is that putting the defender of human rights? Are we looking into a future where my only job, or the job of any human rights defender, will be to check if your country



had a law against the speech you had, and then stamp it illegal? If in another place you did not have that type of specific content-based hate speech limitation, then you are lucky. I believe that there is a great need to come to a somewhat unified standard. So please do not see the devil's advocate in me but certainly a balancing role of myself in this conference.

I would like to speak about the Internet and about hate speech on the Internet. I have to tell you that the OSCE, and my institution specifically, has dealt very much in depth with this problem. We had a series of conferences in Amsterdam and, in Paris, the OSCE had a meeting on racism, xenophobia and anti-Semitism on the Internet. My Office has published quite a few manuals, among them an "Internet Media Freedom Cookbook". (www.osce.org/fom)

Here is the message that we tried to convey. Users, governments and other Internet actors, by fighting hate speech, will hopefully come to the conclusion that the Internet is not the evil black hole full of hate speech. On the contrary, Internet has a potential to build tolerance and foster mutual understanding, and this potential is unused and has yet to be fully exploited.

One of the false wisdoms of our age is the common belief that the Internet is not only qualitatively freer than all other media forms but also that its freedom is invincible due to the unique technology and the global character of the web. The Internet *can* be controlled, conditioned and curtailed just like other media types can. More than that it *can* be censored and it *can* be suppressed. The OSCE democracies when addressing what their governments and communities see as bad content on the Internet must be aware that they *can* go too far. The Internet can be even fully subjugated to the political needs of the government.

Bad content does exist nevertheless but we have to bear in mind that bad contents are very different in nature, in impact, or in legal and cultural recognition. Therefore all these different bad contents have to be treated differently. Of

course, it is beyond doubt that terrorism is real, hate speech is real, child pornography is real - to mention only three of the most cited types of bad content. But on the other hand, there are dangers. All media types and freedom of debate in society can get lost in the hands of uninformed or uncaring legislators.

The intentions of uninformed or uncaring legislators can result in loss of freedom rather than helping to fight the bad content. And again there are myriads of non regulatory ways of fighting bad content; methods that use the potential of the Internet - combined with methods offered by democracy of course.

And the communities create those possibilities everyday on the Internet. Let me finish by recalling some of our recommendations that we usually offer to those that have the noble task of fighting hate speech. The source of all legislations regarding the Internet should be the basic constitutional values such as the freedom of expression. And these are the values that should form the foundation of all tailor-made and preferably non restrictive regulation.

New legislation, instead of the existing limits of speech, should be limited to instances where it is absolutely unavoidable and only in the least restrictive way with an eye on freedom of expression and an eye on users' rights. Why? Because freedom of expression is the basis of democracy, of pluralism, and free public opinion based on free debate is the essence of a democratic future. Freedom of expression has to be always defended because of the even more basic values of our society.

There is a very promising way of condemning hate speech on the Internet which is self-regulation. But even here, there loom some dangers, so we have to specify very clearly the field for which we ask society to apply self-regulation. The big providers, the big multinational oligopolies who provide the Internet software services to many states, have a self-regulation that has an ambivalent and tense relationship with freedom of expression. It



actually should be avoided because it tends to be non-transparent, non-controllable and can utilise hidden business purposes as well as it can serve hidden governmental purposes.

Private bodies should not be able to decide - Internet providers in particular should not be allowed to decide - on legality or illegality of content. It is only courts with their transparent mechanisms, of appeal and accountability that should be the ones that do that. The decision on legality or illegality has to belong to the judicial and not to private industry. When it comes to self-regulation, the self should mean individuals rather than the Internet industry.

Those who are growingly aware of the dangers of controlling the Internet, know that filtering, labelling and blocking are also things that have to be used with some caution, if freedom of expression is also dear to the legislators. In a modern and democratic society, citizens should be allowed to decide for themselves what they want to access on the Internet. The right to disseminate and to receive information can be served if they do not insist on State enforced mechanisms of filtering, labelling or blocking content. Rating and filtering systems with blocking capabilities namely enable preliminary censorship, they could allow repressive regimes to block any Internet content. And these regimes could end up making these tools mandatory. Filtering and blocking can be misused if they are enforced by the State.

Here is the positive possibility: personal and parental responsibility is the key to a future Internet that is free and counters the poison of hate speech as well. Parents and other adults always have a role to play regarding children and youth access to the Internet. Today we live in a borderless media world with DVDs, with satellite TV, etcetera.

Children have increasing access to media products from everywhere around the globe. Therefore, digital media as such is pushing the boundaries of media use down to the family level and to the child level. So the individuals

responsible should be empowered - both for educational purposes and for the sake of freedom of expression - to do the job of countering hate speech. Media literacy is a powerful tool. Here is the great role of governments often misread, often neglected. Media literacy is a necessary complement to traditional literacy which is not part of the curricula in many school systems.

Let me finish by asking you to understand this very important and necessary balance between caring about media freedom and fighting Internet-based hate speech. I believe that turning attention to the positive possibilities of the Internet should be as much in focus as the controlling, the regulating and the legislating aspects. I know that satellite television is everywhere but satellite television at the same time still is a very one-directional type of media compared to the Internet.

If this noble gathering could come to a recommendation about self-regulation of the terrorists' clips in the satellite television for example, that would be a great advancement, but that should be also based strictly on media self-regulation principles.



***Remarks made by Mr. Geert Somers,
Lawyer, Lawfort – ICT & e-business law,
Internet Service Providers Association
(ISPA)***

Mister Haraszti, I am very glad to be able to speak after you because I think that your speech showed a very clear understanding of how the Internet works and the role of all parties involved going from the user to the governments and the Internet Service Providers.

I will be speaking on behalf of the Internet Service Providers Association (ISPA), the Belgian one. There are similar associations in several European countries that do defend the interests of ISP who only play a passive technical role in the Internet happening. So, the big difference, I guess, is that ISPs do not make available information. They are not the medium, they only give access to communication network and transmit information comparable to other cable operator does for TV content. We know that more and more TV content is more and more transmitted over the Internet. So, that is one limitation. Of course, we are talking about intermediaries here, in the Internet happening. There are several legislative tools that would be applicable and are applicable to ISPs, going from criminal law provisions – and Mr. De Witte said this morning that in Belgium we have special legislations against racism, against discrimination and hatred, so the tools are there – to general ability rules, European legislation – which I will be mainly speaking about – and then there are of course the international cooperation treaties.

Concerns

The main concerns have been highlighted before: first of all, there is the impact of illegal content which can be very harmful and damage interests of individuals or groups of people (both personal interests and economic interests) and on the other hand there is the challenge of the Internet in which it is very difficult to identify who is the originator of content.

I think that we can say that in the Internet happening, every person can be a medium, compared to when Internet did not exist yet, it was only of course TV channels which transmitted content.

And then on the other hand we have the functioning of the Internet which is very important and Mr. Haraszti stressed the importance of the positive role of the Internet which can contribute to a good understanding and guarantee the free flow of information in our society.

Briefly, what I want to talk about is the responsibility of intermediary service providers, and in the European Union there is a directive dating back to the year 2001, if I am not mistaking, which is called the e-commerce directive. So, what I am saying is only applicable to European ISPs and not to ISPs established abroad.

Responsibility of intermediary service providers

The directive establishes a regime for only limited services provided by SP.

That is:

- mere conduit (access to the Internet, transmission only);
- caching (automatic temporary storage of information on relay server to allow a quicker access);
- hosting (storage).

The important thing to stress is that the directive applies to all types of information. It is not limited to discrimination or child pornography but applies to all kinds of illegal information.

The directive establishes some general principles. First of all, there are no general monitoring obligations for ISPs. So, for instance, there is no obligation to carry out random checks, to do filtering or the like. What is possible is that the State imposes monitoring obligations in a specific case, but no general monitoring obligations. And secondly, in line with that, there is no liability for and ISP if he has no knowledge.



On the other hand, the directive establishes some specific principles. By laying down liability modalities for ISPs, to avoid that ISPs are held liable just for lack of carefulness towards illegal information transmitted.

Mere conduit

In case of mere conduit (just the transmission of information), the directive says that there is no liability if the ISP does not

- initiate the transmission
- select the recipients
- select or modify the information which is transmitted

State can for instance impose an ISP to at least warn the users that there are filtering possibilities, for instance parents that can filter for their children, or even to offer filtering software, because technical possibilities exist.

Caching

As for caching, I will not go into detail on that, just to make sure that we limit time. Again, there is no liability if the ISP:

- does not modify the information
- complies with the conditions of access to such information
- complies with the standard current industry practice for the access and the updating of the information
- withdraws the access to the caching copies promptly when notified that the original information has been withdrawn

Hosting

The ISP stores possible illegal content on his server. There, the directive says that the ISP is not liable if:

- he has no actual knowledge of the illegal activity or information
- he promptly removes or disables access to the information upon notice

The big problem with this is: what is “actual knowledge” of the illegal information? How quickly is prompt removal? One can argue that at least by dealing with this you have to take into

account the nature of the information and the expected damage but, I fully agree with Mr. Haraszti, this should not be a role for ISPs. ISPs are not judges. In our societies, the decision on this should lay with governmental authorities because otherwise we risk sliding into regime of private censorship.

Practical implementation

What is the practical implementation of this European legal framework?

First of all, I think that we can say that the European directive still leaves some unclarity, as I just said, with respect to hosting especially. The European Commission is going to review the directive. It invited several parties to apply to carry out the study on the revision of the directive. This revision of the directive will provide an overview of all core decisions in Europe dealing with ISP liability, and notice and take down procedures, and also an inventory of all self-regulatory measures existing in Europe.

The self-regulatory measures will be dealt with this afternoon by Mr. Dumortier. By Self-regulation, I am talking about codes of conduct, cooperation protocol between the ISP industry and private or governmental parties, or also voluntary monitoring.

To conclude, tomorrow, we will be sitting down with the ministries of Justice and Economics to discuss the current cooperation protocol between ISPA and the ministries, to see how ISPs can fulfil a positive role in combating illegal content without engaging their liability. Thank you very much.



***Remarks by Mr. Valentin Sobolev,
Deputy Secretary of the Security Council
of the Federation of Russia.***

Bonjour Mesdames et Messieurs,

Le problème examiné lors de cette réunion d'experts ne peut être résolu que si on fait preuve de compréhension réciproque. Monsieur Ivanov a pris la parole tout à l'heure et a parlé avant tout de tolérance et de patience. En Russie, nous sommes sur les mêmes lignes. L'histoire a montré que l'extrémisme démarre au niveau des idées. Si on n'y met pas un frein, on se trouve devant des forces extraordinaires qui peuvent mener à une politique d'armement, une politique qui devient criminelle.

Au cours des 10 dernières années du 20^e siècle, la Russie a ressenti très lourdement les conséquences du nationalisme à la fois en Russie et en Ukraine. La création de groupes terroristes en Tchétchénie a entraîné la création d'une enclave explosive. Ceci a mené à la formation d'une famille de huit Etats de l'ancienne URSS qui ont décidé de lutter contre le terrorisme dans la région. Même aujourd'hui, alors qu'il y a une coalition antiterroriste internationale, on voit que le terrorisme subsiste dans certaines régions de la Russie comme étant une activité enracinée. On a même assisté à une internationalisation du terrorisme. Il est nécessaire de prendre des mesures à cet effet.

En 2005, selon les statistiques américaines, on considérait qu'il y avait plus de 11.000 associations terroristes qui regroupaient un nombre incroyable d'adhérents; une concentration très importante d'individus de la même culture mais traversant des frontières culturelles et géographiques. Il est évident que les associations terroristes ont obtenu l'accès à des moyens de communication de masse, à Internet, et que cela a changé la donne. Nous avons donc pris une série de mesures dans le but d'améliorer la situation. Nous avons adopté une loi de base sur la lutte contre le terrorisme qui a été acceptée

par toutes les tendances et tous les partis politiques ainsi que par les organisations confessionnelles, les organisations gouvernementales et autres, de façon à pouvoir adopter une démarche conjointe.

Grâce à ces instruments juridiques qui ont pour but de mettre un terme aux propos haineux et autres, nous avons contribué à la protection des droits de l'Homme et renforcé le sens d'appartenance à notre communauté. Nous avons donc pris des mesures afin de lutter contre la xénophobie et l'extrémisme et nous pensons qu'une de nos tâches importantes est de renforcer au maximum les mesures qui feront barrière à ce terrorisme avec l'appui des ONGs, des pouvoirs publics et des moyens de communication de masse.

Margaret Thatcher avait observé que la haine est l'acide même du terrorisme. Nous sommes d'accord avec cette vision. Nous sommes également d'accord avec les dires du Ministre Iyad Ben Amin Madani, selon lesquels les moyens de communication de masse ne peuvent pas tomber sous la coupe du terrorisme.

Donc, je pense qu'il est nécessaire de mettre en place un système de lutte composé de différents moyens consistant à lutter contre tous les aspects de la propagande terroriste. Nous avons vu que dans les périodes de crise, les pouvoirs publics perdaient le contrôle sur les moyens de communication de masse. Il est nécessaire de prendre des mesures pour renforcer la tolérance. Une enquête a montré que les journalistes sont les personnages qui peuvent jouer un rôle clé dans la promotion de la tolérance et créer des conditions favorables à la prévention des conflits et des attitudes de violence.

Les moyens d'information de masse sont de bons moyens pour lutter contre le terrorisme. Il y a certaines mesures qui ont déjà été mises en place. Néanmoins, nous savons que Mr. Zakayev a pu présenter ses idées grâce à des moyens de communication de masse et qu'il est donc capable d'y avoir accès dans un costume



élégant et non plus avec une mitraillette à la main.

Maintenant que je vous ai donné un aperçu des mesures que nous avons prises, vous devriez comprendre, que nous aussi, dans notre partie du monde, nous luttons contre ce fléau. En Europe, nous avons un principe selon lequel il faut préconiser la liberté d'expression, donc nous pensons que la presse ne devrait pas seulement être un moyen de retransmission de l'information. Il existe des lois concernant le professionnalisme et la responsabilité des journalistes et ceux-ci doivent répondre et obéir à des critères très stricts, qui ont pour visée la lutte contre l'extrémisme.

Le Dr Haraszi a parlé d'un système d'autorégulation des moyens de communication de masse. Cela est très important mais cette autoréglementation n'existe pas encore en Russie. En Russie, les moyens de communication de masse ont fait l'objet d'enquêtes afin de voir s'ils étaient conformes à la législation. Je pense qu'il est également nécessaire de prendre en compte les principes moraux.

Nous nous trouvons face à un dilemme: il faut respecter les principes de la liberté d'expression d'une société démocratique mais il faut également neutraliser les informations dès lors qu'elles sont données par les extrémistes.

Je rejoins mon collègue Ivanov qui dit que les terroristes n'ont pas de nationalité, ni de religion. Quoiqu'en disent les terroristes, il est évident que les questions de culture et de croyance ne doivent pas être confondues. La Russie comme l'Occident est déterminée à jouer son rôle dans ce processus.

Interventions du public

Mr. Aboukar, Palestinian journalist: Based on what I heard this morning and in this session, I still believe that freedom of expression is in danger. I think that it is very important to draw a line between hate crime and freedom of

expression. As a journalist, I believe very much in freedom of expression, I believe that we should emphasize that and not think of anything related to self-censorship or censorship in general. I think that this is the most important message for us, as journalists, that we should fight for freedom of expression and we paid the price in many places in order to emphasize that. And what I hear today from officials and from representatives of organisations, that you are raising the point that censorship in different forms should exist in order to fight such kind of crimes, I think that we are in danger. This is not a political statement, this is a professional statement. Thank you

Miss Narousova : Il y a eu des progrès considérables au niveau nucléaire au 20^e siècle. Une centrale nucléaire peut être utilisée pour de l'énergie et de la même façon, nous pouvons utiliser l'énergie nucléaire pour jeter une bombe sur Hiroshima. Il est important de considérer le contexte. Je pense que la signification de la liberté d'expression est très importante et en ce qui concerne le processus d'Internet, je vois le même danger que dans l'énergie nucléaire. On peut l'utiliser à des fins de progrès et à des fins civiles, et pour obtenir des informations ou bien on peut l'utiliser comme instrument effroyable de destruction humaine. C'est la raison pour laquelle le problème qui nous occupe aujourd'hui est particulièrement important.

Lorsque nous parlons de la nécessité de faire des efforts en commun afin de normaliser nos législations nationales de façon à pouvoir prévenir la diffusion sur Internet de propos haineux - des propos qui peuvent être aussi dangereux que la prolifération nucléaire - nous devons tenir compte de la situation, et seule une auto-réglementation de la part des journalistes pourrait nous permettre d'arriver à un résultat.

Il est nécessaire de faire passer le feu rouge au vert, il est nécessaire que des initiatives soient prises, il faut s'opposer à ceux qui préconisent des idées dangereuses du point de vue du nationalisme, des croyances religieuses. Nous devons entamer au plus vite ce travail d'étude,



non sous forme de censure mais sous forme de mesures fondamentales prises pour assurer la liberté de l'individu, les droits de l'Homme et la liberté d'expression. Cela fait partie de nos responsabilités en matière d'information; informations qui ne seront plus des caricatures mais qui seront des éléments concrets. C'est la raison pour laquelle nous sommes en faveur de toutes les mesures qui sont préconisées pour la signature d'une convention internationale qui préviendrait la diffusion d'informations discriminatoire, intolérante et qui permettrait de matérialiser nos intentions.

Mr. White, General Secretary, International Federation of Journalists: I will speak this afternoon but I really feel that I cannot let this morning proceeding pass without having at least a voice of some journalism in this debate. I hope that we will address this afternoon - I hope in a much more positive and realistic way - the reality in which journalists and media operate. But I have a question to put to politicians, when they are dealing with this issue, and I do not want an answer now because it is not possible, we need another seminar on it. I want to know to what extent it is the responsibility of States and political system, who themselves are guilty for setting the tone of intolerance that which they are criticizing in media today. We have witnessed and we witness a rise of serious extremisms and anxieties within societies at large, whether it is over terrorism, asylum seeking or migration. This anxiety is being exploited by unscrupulous politicians and political extremists and it is generating fresh concern and it seems to me that this fresh concern is leading to the compromising of fundamental values, of which one is freedom of expression and opinion. What I would like to know, because we will answer for ourselves this afternoon, is when our governments and political systems are going to take their responsibility for the contribution that they make to create the reality in which people are leaving both in Europe and around the Mediterranean and the Middle East.



Third Session: Codes of Conduct and Deontology of the Global Media

Remarks by Aidan White, General Secretary, International Federation of Journalists

I will make a brief word of introduction, a comment on what I have heard so far. I want to talk about professionalism and see how we see that in journalism and, then I will maybe raise some practical questions.

The International Federation of Journalists is a confederation of journalist organisations with the largest group of journalist organisations, we represent the majority of working journalists in this part of the world and around the globe, including in the Arab world. I am very grateful for the opportunity to say a few words on behalf of my colleagues about these issues.

Sometimes I do feel a degree of frustration; I perceive a general tendency in politics to take big problems that exist and very often to seek out people to blame for them. And I think that very often media come easily figure in that sort of thing. And I felt that this morning discussions did not actually talk enough about the positive aspects of information and communications policies. It was a focus on prescriptive attitudes, about methods of control, about seeking to restrain, not about enjoying the benefits. You know, the most influential and greatest period in human history in terms of our capacity as people to communicate with one another, to share ideas. And I found that really disappointing. For someone who is working within the media, who sees the great advantages and potential for media to contribute to the improvement of what was said “human civilization”, we should be talking about expanding our horizons and not narrowing. That is a general point that I wanted to make.

Secondly, I think that that raises really a political challenge. I want to say a word about how journalists and others are responding to the

difficulties that have been highlighted. First of all, I do not want anything that I say to be interpreted in any way a justification for or an attempt to validate a bad journalism often which verges on a form of propaganda.

Within the industry, there is a deep concern when we see people who do not maintain standards, who break professional rules. And that concern within the industry, within the profession, is recognised and we seek to do something about it. Look at the issues that we are talking about here specifically today, the questions of racism, intolerance, the response for example to the cultural conflict that we saw reflected around the cartoons. I think that it is important to consider the way the media industry did respond to that. We met broadcasters, journalist groups, newspapers, editors and publishers to talk about what were the consequences and what it meant to us. That was a very useful and valuable discussion and arising from that came up a number of conclusions from the meeting about the need to work together and have dialogue.

A few days ago, I was in Beyrouth where we had a meeting with our colleagues and organisations from around the Mediterranean and the Middle East, and again there was a sort of real willingness to engage and try to address some of these tricky issues. So, within the industry there is recognition of the problems that exist, and there is a willingness to engage in dialogue, and there is a willingness to address problems.

What there is not though, is the willingness to actually accept the taking back of fundamental liberties and rights that we enjoy and there is a great deal of concern that we leave in an age of more intrusive government, in which there is a mentality of censorship and control which actually is reducing fundamental liberties and fundamental freedoms.

A question we will be looking at now is codes of conduct. Do we have codes of conduct? Do we need new codes of conduct? Here is the



question: Do we need a new international set of rules or code of conduct to deal with these questions? My answer absolutely emphatically is no. We have codes of conduct, we have guidelines, we have standards that have been set and they have been in operation – sometimes not as effectively as we would like – for years. My own organisation has a 237 word code of conduct which has been in operation since the early 1950's and that covers this issue that we are talking about today. We do not need to write a new rule book about fundamental principles of journalism, which are already there. What we need to do is to think about: how do we make it the more effective? How do we encourage within journalism a dialogue which will begin to sort out some of these problems? That is my first contribution but I do not think that we need new rules.

Secondly, I think that what we do need to do is to look at the conditions in which journalists and media operate. And we have to create the conditions in which they can operate in a more professional manner. When we were in Beyrouth our colleagues around the Middle East made it very clear, that before we can make any progress in creating in a culture of independent journalism in the region, we need to remove the obstacles to freedom of expression and freedom of journalism that exist within that region at the moment. We have to repeal the laws which criminalise journalism, put journalism in jail just for doing their normal work. We have to end censorship. We have to create a political culture that believes that there is nothing wrong with pluralism in media. What I would suggest are four things in terms of how I would hope that this meeting will consider the conclusions.

First of all, I hope that this meeting will come out with a clear and explicit declaration in favour of freedom of expression and opinion. Not one which is “we agree with it but actually we are not sure about this part of it”. Freedom of expression varies from country to country, and from culture to culture. It is not an absolute idea. There are some people who believe in fundamentalist ideas of freedom of expression and opinion. And for

them there is no such thing as a taboo, nothing that should not be talked about. But they do not represent the majority of thinking within the culture of journalism worldwide. Within journalism worldwide, there is recognition that freedom of expression is moderated by national, cultural traditions everywhere. And that is by an acceptance of a national consensus that exists about what you can talk about and what you cannot talk about. That means that even within Europe, this notion that there is a clear and single idea of freedom of expression and opinion, is wrong. If you go to Norway, what happens in terms of interpretation of freedom of expression and opinion is quite different from what you might see if you go to Spain or Portugal.

Fundamental notion is that people should have the right to express themselves freely and unfortunately occasionally they might cause offence but that should not be seen as a right to restrict that freedom.

Freedom of expression and opinion is the right to publish and to say what you want but freedom is also the right not to say it. I would like to point out one salient fact about the whole cartoons issue. I would say less than one percent of media within Europe actually published the cartoons. Yet in almost every single media that could publish them there was a robust discussion internally on whether to publish them or not. 99 percent of media decided not to publish. That seems to me a pretty good indicator of the strength of commitment to make editorial judgment freely. So the first thing that I would like to see is a clear call for respect for freedom of expression.

Secondly, I hope that the meeting will also agree that member states of the OSCE should re-examine their own status-books and do what they can to remove obstacles to freedom of expression and opinion and to remove obstacles to free journalism. You have the situation in which journalists are free to move from country to country, they can be put in jail, as I said, for things for which in other parts of the world would be regarded as normal journalism.



So, let just have an audit of laws and a removal of those laws which are inhibition to free expression and free journalism.

Thirdly, I hope that the meeting will make a declaration of the need to create good enabling conditions for ethical, informed and professional media. And I think that what that means is not only that you create a good legal environment but you also create an environment where journalists themselves are free to operate, where they have freedom of association, where they have editorial independence and editorial judgment, where they are able to resolve their ethical dilemmas without interference. It seems to me that this is really a big question: creating the enabling conditions for ethical, informed, and professional media.

Concerning Internet, can I say one thing that I do not think that it has been fully appreciated? There are great problems with the Internet. If we have to protect our children from the evil of the sexual exploitation, let's do it. If we have to protect ourselves from incitement to violence, let's do it. But let's recognise also that the Internet is a self-correcting mechanism. For all of the bad sites there are hundreds of thousands of good sites in which people are expressing themselves, are answering and countering hate speech and are doing so in a free and open way. That self-correcting process is a very important one to consider. So while we are thinking of a strengthened control around how we use the Internet, let's look as well at how it operates as a liberating mechanism for freedom of thought.

The final point, I think, is this question of dialogue, the need for dialogue: a dialogue within the industry, publishers, broadcasters, journalists groups, creators who need to talk to each other. They need to talk honestly to identify their problems. I would be the first to say, because I represent journalists, that the publishers are very often not the best friends of press freedom. Sometimes they are the best friends only of the advertisers and the sponsors. And they need to make money within the industry. Well, that is one object. But sometimes they forget the mission of

journalism, which is actually beyond the corporate responsibility to make profit and so on.

So let's promote dialogue within the industry. Let's also promote more dialogue as you have organised today between political institutions and media representatives. That can only be fruitful but I think it has got to be organised in a way in which we have absolutely respect for the different roles that we play in the society. Politicians and powerful institutions have difficult, hard jobs to do in trying to maintain democratic traditions, particularly in difficult times. Media have an equally difficult job to do to try to balance the needs of pluralism, different opinions, etc.

I think that the more the dialogue can be created, the better it will be. I have to say that I do feel that there are not enough people from our industry around the table. I would like to see more. I know there are many behind the table, but I would like to see much more dialogue.

It was said this morning that we should have less talk and more action. Actually, I think that we should have more talk, because very often the actions that we take are the wrong actions to take because through talk and dialogue we can actually better understand the scope of the problems. That is often difficult for politicians to say that maybe we should delay this and have further discussion. But that is just something I put on to the agenda perhaps for you to consider. Thank you.



**Remarks by Amin Bassyouni, CEO,
Egyptian Satellite Company (NILESAT)**

I would like to speak on behalf of the Egyptian media and I would certainly like to give you my ideas and also note certain observations with regard to the contents of this morning's meeting. I would like to do this in a spirit of cooperation, exchange and tolerance, and I am delighted to have heard some interventions that were constructive. Finally, I have the feeling that there are certain contradictions here.

I do not think that we have been very objective. I do not think that we should condemn the Internet nor satellite television and say that in general it is a phenomenon that it is counterproductive and can be harmful. I think that there is a great deal of interaction among ourselves that is very useful thanks to this new media. And in the context, I would like to ask you whether we are so different. Do we really need to have these attacks? Are we so different from each other? These are the questions that come to my mind. This morning I heard that people said that we needed a dialogue and that we needed to have more caring, more mutual understanding in order to be able to evacuate all types of ambiguities.

At this point, we recognise that there is diversity, but diversity should be based on respect. I think that the way should be open for more dialogue, for communication, more channels for communication. When we talk about the clash of civilisations, we say that there are several civilisations and therefore there is a confrontation. That is not so. With regard to geographical aspects of the Mediterranean basin, we notice that there are several civilisations that co-existed and together, there was a mutual wealth that was created. There was a great deal of tolerance also. And that in the Middle Age, but we see that the Arabic civilisation has fused with Greek civilisation. And because of science, philosophy, they have been other civilisations that have followed.

Today, of course, we have the positive effects of all of this. And this is a humanitarian civilisation

where man is at the centre. It is like a river with rivulets that help us to feed the river. So it is not one party with regard to the others that are wrights. We need to highlight these aspects. And there is something else that is fundamental, there is Allah, there is God who created us to leave together and this should be a thought that is shared by all of us. If we examine the question much more closely, we will note that the differences are not that many. We have the same history, the same civilisation, there is so much in common! And the torch is been passed from one generation to another, so there is continuity.

When we talk about information, the Arab media, apart from my responsibilities with regard to Nilesat, I have other responsibilities also with regard to the satellite television in Arabic. Taking into account all these levels of responsibility, I would like to tell you that we have the same situation in Egypt and other countries. So we have this communication channel that is very rich. We are very open in fact. We accord a great deal of importance to different types of opinion. We do this with respect for the others, and we hope that others will respect us also.

Some people say that the 11th of September revealed the truth about Arabs, but finally that is not so. They say also that sometimes, we should recognise the fact that terrorism is one of our worst enemies, after Anwar El Sadat was assassinated in Egypt. He, himself, symbolised tolerance and he was assassinated. So, the first victim of terrorism was Mister Sadat. In the 90's we worked with so many experts with regard to security because we wanted to find a solution to these problems. In 1994, if you remember, there were campaigns that we launched, we organised conferences in order to bring an end to these scourges, to make people aware that we have in common. The Arab countries have signed a security pact with the countries, with Home Ministers, who have made it so that all Arab countries must be engage in the fight against terrorism - it was much before the 11th of September. So, this is a situation that is



extremely interesting for us. We are not those who promote terrorism. We are its victims and all together, we should move ahead against terrorism and finally give it a fatal blow.

Independently of our origins, here is a question: if we examine carefully the state of things, we are all together in this world. We are all moving around in one boat. We all want peace and stability, we want a peaceful life. I think that many people would share my opinion.

We need love, and we need much more than that because love by itself opens a door to mutual respect, tolerance and brings us to cooperate with each other.

Ladies and Gentlemen, we should never lose sight of this fact. Regardless of the differences of our religions, we are the same society. Thank you for your attention.



***Intervention de Mr. Yves Blanc,
Directeur de la Stratégie, du Plan et des
Relations Institutionnelles, EUTELSAT***

Je voudrais d'abord vous donner quelques chiffres à propos des satellites en Europe. Vous comprendrez que le problème un bien plus important que s'il s'agissait d'un seul satellite.

Je voudrais également rebondir sur les propos qui ont été tenus ce matin par Mme Clément-Cuzin. Je voudrais montrer que les affaires Al-Manar et Sahar qui ont déclenché en Europe une certaine prise de conscience des messages que pouvaient transporter les chaînes satellitaires, n'ont pas purgé les problèmes sur le fond et qu'il y a d'autres améliorations encore à proposer notamment à l'occasion de la révision de la directive Télévision sans frontière en Europe.

Ensuite, comme troisième point, je voudrais dresser une perspective de ce qu'on pourrait faire à un niveau beaucoup plus global donc en sortant du cadre de l'Europe; comment on pourrait appeler à la mise en place de principes de reconnaissance mutuelle directement à l'échelle interrégionale mondiale.

Tout d'abord, sur le rôle du satellite, je crois que je suis le seul représentant de ce qu'on appelle le monde des tuyaux techniques. Nous ne sommes pas producteurs de contenu, nous ne sommes pas en charge de l'élaboration de la politique, ni de la régulation. Nous sommes entre les deux, un peu entre deux chaises. D'un côté au service de nos clients qui sont les chaînes de télévision et qui apprécient nos services car nous permettons de toucher des audiences extrêmement larges pour des coûts techniques modérés. Et en même temps, nous sommes soumis aux règlements non seulement de l'Europe mais également des différents Etats européens dans lesquels nous opérons. C'est dire à quel point nous sommes attachés à la mise en place de cadres de régulation totalement harmonisés, parce que les satellites, par construction même, sont paneuropéens, ou en tous cas sont continentaux.

Quel que soit la région du monde dans laquelle ils opèrent, les satellites touchent des dizaines de pays simultanément et des dizaines de millions de spectateurs. Ils ne peuvent donc s'accommoder que de cadres de régulation harmonisés. Les satellites seraient tout simplement impossibles si chacun des Etats en dessous de la couverture du satellite devait imposer un régime différent.

Eutelsat est le principal opérateur européen. Nous exploitons 23 satellites au total, nous diffusons 1.800 chaînes de télévision essentiellement sur l'Europe et nous permettons à 120.000.000 de foyers en Europe de recevoir la télévision. 40 millions de ces foyers parce qu'ils ont une parabole de réception directe, 80 millions de foyers parce qu'ils sont connectés à un réseau câblé qui lui même est alimenté par un des satellite d'Eutelsat. C'est dire à quel point le phénomène satellitaire est là et ne peut être appelé qu'à grandir. Ce sont des milliers de chaînes de télévision, et plus d'une centaine de millions de foyers qui reçoivent la télévision. Donc, contrôler le media satellitaire est important à la fois à cause du nombre de chaînes qui sont présentes et parce que, on le voit bien, le satellite est au service de la fameuse liberté d'expression, de la liberté de s'informer dont nous avons parlé ce matin.

En guise de transition, je voudrais dire que le satellite ne peut pas être son propre censeur. Un opérateur satellite est un opérateur privé, il exécute une mission technique au service de ses clients, il ne peut en aucun cas se substituer, malgré les pressions dont nous avons pu être l'objet lors de l'affaire Al-Manar, au régulateur - pour ne pas appeler le censeur, ce n'est pas un mot que je souhaite utiliser. Il y a des lois qui instituent des principes déontologiques, il y a des organismes qui ont été créés en France et dans tous les pays européens pour contrôler la conformité des contenus. Avec ces principes, l'opérateur satellitaire est soumis aux lois et aux réglementations mais ne peut être lui-même son propre régulateur, je pense que c'est clair.



Ce que les affaires Al-Manar et Sahar ont montré, premièrement, c'est qu'il y avait une prise de conscience croissante des conséquences importantes que pouvaient avoir la diffusion de chaînes de télévision satellitaires. Malgré le très grand nombre de chaînes que nous diffusons, il est frappant de constater que c'est seulement quinze ans après l'invention de la télévision par satellite qu'une première affaire touchant le contenu s'est produite. Alors, soit nous avons été inconscient pendant des années, soit c'est seulement cette fin de la première moitié du 20^e siècle, qu'on réalise l'impact que peuvent avoir les media satellitaires. Ces deux affaires ont néanmoins montré que beaucoup d'acteurs se sont mobilisés, pour ou contre, mais en tout cas, ont pris parti.

La deuxième chose, c'est que la décision de la justice française dans un cas, ou du régulateur du CSA dans l'autre cas, ont été suivies d'effets. En l'occurrence, le signal des deux chaînes dont il était question a effectivement été interrompu. Au premier degré c'est une satisfaction de voir que la régulation a fait son œuvre mais la vérité consiste à dire que rien n'aurait été possible sans la bonne volonté des chaînes elles-mêmes. En d'autres termes, une décision de justice ou une décision d'un régulateur est une chose mais il faut savoir que en pratique, cette décision ne pouvait pas être appliquée si les chaînes elles-mêmes n'avaient pas compris que leur intérêt était de cesser leur diffusion sur l'Europe.

Et c'est là qu'on rentre dans une subtilité qui touche au fait que nous sommes en train de changer de monde, nous sommes en train de quitter le monde de la télévision analogique et de rentrer dans le monde de la télévision numérique. Il y a des choses qui étaient possibles dans l'ancien monde, qu'il était possible de demander à un opérateur satellitaire, choses qui ne sont plus possibles de réaliser dans un monde numérique.

Du temps de la télévision analogique il était indifférent de contrôler une chaîne entre l'édition du contenu, le point d'émission vers le satellite ou le satellite lui-même. Dans tous les cas, il

suffisait d'interrompre un canal satellitaire pour interrompre la diffusion d'une chaîne.

Nous sommes maintenant dans un monde numérique et vous savez que les chaînes sont groupées dans ce qu'on appelle des multiplexes qui comptent en ce moment, avec l'état actuel de la norme de compression numérique, une dizaine de chaînes et qui compteront bientôt, avec les nouvelles normes de compression, une vingtaine de chaînes.

Ce qu'il est difficile de concevoir, c'est comment le décodeur satellitaire d'un abonné chez lui est capable de démêler une chaîne parmi les 10 et bientôt une chaîne parmi les 20. Cette opération extrêmement simple qui se fait avec un décodeur et qui vaut 100 euros et qui s'achète dans le commerce ? Le satellite, lui, ne sait pas le réaliser.

Le satellite voit arriver vers lui un multiplexe complet de dix ou de vingt chaînes et est dans l'incapacité technique de démêler l'une quelconque de ces chaînes. Donc, tout le principe de la régulation actuelle, qui date de la directive télévision sans frontière de 1989 est basé sur le fait que le satellite est le maillon sur lequel doit s'exercer la régulation parce que c'est le robinet qui permettrait d'interrompre une chaîne de télévision défectueuse.

Là où je disais que nous avons eu beaucoup de chance sur les affaires Al-Manar et Sahar, c'est que les chaînes se sont retirées elles-mêmes sans obliger Eutelsat à exécuter la décision de justice qui aurait conduit à interrompre l'intégralité du multiplexe comprenant neuf autres chaînes dont la télévision nationale saoudienne, une chaîne de télévision égyptienne, une chaîne des Emirats, etc. Rien ne dit sur le plan légal, ni sur le plan contractuel ce qui ce serait passé si neuf autres chaînes qui étaient parfaitement en règles par ailleurs s'étaient retrouvées prises dans l'exécution d'une décision de justice qui ne touchaient qu'une seule chaîne.

Voilà ce que l'affaire Sahar a montré et sans rentrer plus avant dans le détail, je tiens à dire que nous avons bénéficié d'une très grande



compréhension des services de la Commission européenne ainsi que des différents gouvernements actifs sur le dossier, pour que la nouvelle version de la directive Télévision sans frontière qui est en cours de négociation prenne en compte ce phénomène.

Ainsi, au lieu que la régulation soit du seul ressort de l'Etat dans lequel opère le satellite - en l'occurrence la France pour le cas d'Eutelsat - cette charge sera mieux répartie entre les différents Etats européens dans lesquels se trouvent des stations d'émission vers les satellites. Ceci aura pour effet de mieux répartir la charge de travail de régulation, mais également de faire en sorte que le régulateur ait un vrai pouvoir sur un maillon qui, lui, a effectivement la possibilité de retirer une chaîne parmi les dix.

J'en viens à mon troisième point qui est de réfléchir à ce qu'on pourrait faire à un niveau plus global. Il faut se baser sur ce que l'Europe a réalisé au sein des quinze puis des vingt-cinq pays avec la directive télévision sans frontières. Je voudrais vous rappeler que le principe même de cette directive est ce qu'on appelle la reconnaissance mutuelle. Ce qui veut dire que des standards de déontologie, d'éthique ont été mis en place entre les 12, 15 et 25 Etats, que les opérateurs audiovisuels doivent respecter. Ils n'interdisent aucunement à l'un de ces 25 Etats d'appliquer sur son territoire des critères plus strictes, mais en tout cas, les 25 Etats ont convenu que tout opérateur audiovisuel qui respectait ce niveau minimum de standard était autorisé à être diffusé sur l'intégralité du territoire de l'Union.

Au niveau mondial, nous n'avons rien de tel. C'est à dire que, avant les derniers changements législatifs intervenus en France qu'à rappelé Madame Clément-Cuzin, jusqu'à il y a encore quelques mois, chaque chaîne extracommunautaire devait négocier au cas par cas une convention avec le CSA qui lui permettait ensuite d'être diffusée en Europe. C'est donc un système - je crois que le CSA l'admet - qui était devenu extrêmement lourd puisque le nombre de chaînes extracommunautaires croît grandement - nous

sommes actuellement à plus de 200 ou de 250 chaînes non européennes sur les satellites d'Eutelsat - et je dirais qu'il y en a quasiment tous les jours de nouvelles. De plus en plus, nous avons des chaînes chinoises, nous avons des chaînes latino-américaines sans parler des chaînes du Monde arabe qui veulent toucher des audiences en Europe et qui passent par les satellites d'Eutelsat.

Contrôler et conventionner ces chaînes une par une, est devenu extrêmement lourd. Dès lors, le système que nous appelons de nos vœux, est un système dans lequel la régulation aurait lieu dans la région géographique d'origine des chaînes. Je pense que c'est le meilleur intérêt de tous les diffuseurs d'être réunis dans des unions de diffuseurs comme il en existe, en Europe (qui bénéficie de l'Union européenne de radiodiffusion). Les diffuseurs arabes ont « l'Arab States Broadcasting Unit » ou ASBU même chose pour les diffuseurs asiatiques et donc je me demande si l'évolution du rôle de ces associations régionales de diffuseurs ne devrait pas être également d'imposer à leurs membres un niveau minimum de standards éthiques qui garantirait ensuite la libre diffusion de ces chaînes dans d'autres régions du monde que celle dont elles sont originaires.

Au premier degré, j'imagine que c'est une mission que les associations de diffuseurs ne souhaitent pas forcément exercer parce que ce n'est pas leur mission originale. Pour autant, il faut comprendre que l'alternative à cela, c'est de voir chacune des chaînes, une par une, devoir négocier avec les régulateurs de tel ou tel pays, de telle ou telle zone, un statut particulier. Et je ne pense pas que ce soit dans l'intérêt des diffuseurs au niveau individuel. Aussi, nous appelons de nos vœux un système plus communautaire dans lequel les diffuseurs de chaque région instaureraient eux-mêmes ce niveau minimum de standard et grâce ensuite à des accords de reconnaissance mutuelle entre l'Europe, le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Asie ou l'Amérique latine, ces chaînes pourraient ensuite être diffusées en Europe sans avoir à se soumettre à une régulation plus stricte.



Voilà en quelques mots ce que je voulais dire. Ma conclusion tient en une phrase : Nous évoluons vers un village global dans lequel des milliers de chaînes que nous avons à bord de notre satellite vont croître continûment (sur les satellites d'Eutelsat, nous avons deux cents nouvelles chaînes tous les ans en plus, toutes ne sont pas extracommunautaires mais une bonne partie d'entre elles le sont) plutôt que de réguler ces affaires au cas par cas, essayons de mettre en place un système harmonisé au niveau mondial dans lequel chaque région, chaque entité linguistique, ethnique ou géographique, prendrait en charge dès l'origine le contrôle, sur un plan minimal, éthique, du contenu et ensuite s'assurerait leur libre circulation au niveau mondial. Merci Monsieur le Président.



***Remark by Cheryl Halpern, Board
Chairman, Corporation for Public
Broadcasting, USA***

I want to especially thank our hosts for focusing attention on a subject of utmost importance. The term “global media” is a relatively new one. Without certain new forms of technology, satellite television, the Internet, wireless communications, global media as we know it would simply not exist. But the challenge is inherent in global media and comes from all forms of media. Propaganda, incitement, rumour, these have been tools for centuries.

In fact we have great reasons to be concerned with the content of some of today’s propaganda. We can say that we have seen that before, whether was in Nazi Germany, in Soviet Russia and in countless regimes where misinformation was used as a weapon. In the years leading up to the Balkan war, journalists acting in the interest of Serbian nationalists to justify the murder, rape and pillaging of vast numbers of ethnic minorities throughout the Balkan region. The conclusion of UN envoy was that the conflict would not have been as long or as intense if not for the active efforts of so-called journalists to fertilize a field of hatred against Croats, Muslims, Ethnic Albanians, and others. Similarly, outside observers to the ethnic cleansing in Rwanda concluded that journalists in that region had failed to report impartially, events leading up to the murders of ten of thousands. In fact just last week, Jacqueline M., a survivor of the 100 day genocide, spoke in New Jersey, my home State, and remembered the radio broadcast that called her tribe’s people, the Tutsis, “snakes that needed to be killed”, words that incited the Hutus to attack them with machetes.

In multiple cases, we have seen journalism described as a power without responsibility. Journalists must focus on their core responsibility: the discovery of truth and the dissemination of facts. Otherwise they will fail in their first purpose which is to serve the public.

The challenge that we face today is therefore not rooted in technology, although technology supercharges the dissemination of hatred across borders and oceans. The challenge is ideological. How do we fight hatred that others deliberately spread? How do we fight for the basic standards of journalism and a free press, so vital to democracy and freedom? I would like to suggest an answer to these challenges by drawing on two distinct examples, one positive and one negative. Let me explain a bit about my background. I am the Chairman of the Cooperation for Public Broadcasting of the United States. We are a publicly funded non profit cooperation and we support public broadcasting at both the national and local levels throughout the US.

Our work support stations, both television and radio, as well as a new digital media that do not air advertisements. As such the CPB is the primary funder of programming that is free of commercial messaging. Every journalist associated with public broadcasting, with either of our major partners PBS or National Public Radio, is committed to a code of journalistic ethics that prioritizes balance, objectivity and accuracy. These journalists had a time of extreme emotional trauma, when responding to the horrific tragedy of the 11th of September, respected and maintained the code of journalistic ethics to which they were pledged. The news was reported accurately without emotional editorialising. Today, on America’s Memorial Day, I am proud to acknowledge this men and women who were honoured for their outstanding work.

National Public Radio received the following testimonial when it was awarded the prestigious DuPont prize, and I quote: “From the moment the World Trade Centre was first hit, NPR maintained its calm intelligent perspective with reports that combine fine writing, keen observations, natural sound that is gripping and silences that are equally so. NPR has created a new benchmark for international reporting on American radio. Its core and foreign



correspondents has met the challenge of reporting fast-moving developments amid real physical dangers. NPR performs an exceedingly important journalistic role in America. ”

I focus on this aspect of America’s media landscape because it defines what journalism must always be: independent of a specific cause, other than finding out and reporting with integrity what has happened. In America, public broadcasting journalists pursue their craft with taxpayer’s support, while they are bound by the standards of accuracy and balance. The conduct of these journalists is dictated by the professional standards and norms of all journalists operating in a free society. They are pursuing no agenda other than the truth.

Do not get me wrong, there was a reason to be sceptical of every journalist. A handful of people sitting in a news room can determine the content, angle and scope of the story, and therefore the reputation of ordinary citizens and public servants.

As someone who in fact has been the subject of some misleading or incorrect stories, I can assure you that I find a great deal of humour in the saying of American author Marc Twain. He used to say: “If you do not read the newspaper, you are uninformed. If you do read the newspaper, you are misinformed.” That is it. Anyone who participates in American public life understands a journalist’s function best when they have the freedom to pursue their craft. At the same time, we must insist a journalist act responsibly. Most do but not all do.

And that is what brings me to the other end of the spectrum.

Today, I want to focus, as did my colleague at the beginning, in particular on the media outlet called “Al-Manar”. Al-Manar is owned and operated by Hezbollah, a deadly terrorist organisation that had killed more Americans and Europeans before 9/11 than any other terrorist organisation. The US government places Al-Manar on its terrorism exclusion list in December 2004 and recently has as named it as especially designated global

terrorist entity. A US Government Official in an announcing this news in March of 2006 put it this way: Any entity maintained by a terrorist group, whether masquerading as a charity, a business or a media outlet, is as culpable as a terrorist group itself. I want to make a clear distinction here between Al-Manar and the other media outlets emanating from the Middle East. Such media outlets reports news in a way that I personally find biased. But I applaud diversity, it is essential. And in nearly all of the cases, these other outlets operate to disseminate news, facts and perspective, and serve no purpose other than the goal of stimulating debate over some of the most important issues of our time.

Al-Manar is different. Al-Manar openly identifies itself as Hezbollah’s propaganda arm to be used as an operational weapon to incite hatred and violence, recruit suicide bombers and communicate with the soldiers in the field. According to an Al-Manar Official, its programming is meant to, and again I quote: “help people on the way to committing what you call in the West a suicide mission.” The programme does not merely elucidate the rational behind terrorism. It actively supports terrorism and recruits more terrorists. Al-Manar regularly incites violence and glorifies terrorism. It openly calls for “death to America”. Al-Manar regularly demonizes Jews and calls for Israel’s complete destruction. Al-Manar ears programmes that propagate the « blood liable » that accuses Jews of using the blood of non Jewish children to make matzos, and for the spread of the AIDS virus into the Arab world. Al-Manar ears such programmes in the midst of regular news and entertainment that would hardly give offence. Whatever legitimate information they import to viewers comes with a dose of hatred that leaves a strong and lasting impression.

It is no wonder that Al-Manar has been taken off eight out of ten satellite companies: European, South American, Asian, Australian and North American. The real wonder is: what is keeping all satellite companies from removing Al-Manar? The two satellite providers that have



not removed Al-Manar are Nilesat whose larger shareholder is the Egyptian Government, and Arabsat whose larger shareholder is Saudi Government. As a result, Al-Manar continues to broadcast into homes in Europe, the Middle East and North Africa, reaching an estimated ten to fifteen million viewers daily.

Article 22 of the Television without Frontiers directive states: “Members States shall ensure that broadcasts do not contain any incitement to hatred on grounds of race, sex, religion or nationality.” European Commissioner Viviane Reding said that something had to be done when she found that Al-Manar was in violation of article 22. I ask Dr. Bassyouni, as chairman of Nilesat, to consider the consequences of the continued broadcasting of Al-Manar to the Middle East and Europe. As a nation that has repeatedly suffered directly at the hands of terrorists, Egypt above all should support the efforts to deny Al-Manar and its terrorist supporters.

Members of the broadcasting community have an extraordinary opportunity because of satellite technology. We can reach across borders to eliminate the secrecy and tyranny that keep information from reaching those not yet leaving in free societies. We can also promote the responsible forms of journalism, consisting with a free press operating in a democracy. We have decades of experience to draw from, and the work and talents of thousands of talented reporters, producers and editors. We need to use those skills and accumulated wisdom to define the standards for all forms of media, whether we are talking about local newspaper or a multinational satellite media operation. And because the technology available to us allows journalists to magnify their message well beyond the reach of an ordinary television broadcast, newspaper story or even website, it is vital that we reject the kind of propaganda that actively incites violence and glorifies murder. If we permit such media to propagate itself, and to define itself in the context of legitimate journalism, we will lose hold of one of the basic foundations of a free press and a free society. Media must be morally obligated; it is a

goal towards which all of us must be dedicated.
Thank you



***Intervention de Dominique Baudis,
Président du Conseil Supérieur de
l'Audiovisuel (France)***

Mesdames et Messieurs, je tiens tout d'abord à féliciter Mr. De Donnea pour l'organisation de cette conférence, qui nous permet d'échanger nos opinions, d'écouter des positions différentes, éventuellement, au fil de la discussion, de se forger une meilleure compréhension et voir, à la faveur peut-être d'autres rencontres, d'aller vers une sorte de convergence de nos analyses.

Nous parlons aujourd'hui de déontologie, de régulation des media, j'ai la conviction et je pense qu'elle est partagée par bon nombre d'entre nous, que la déontologie des media en particulier des media de masse – radio, télévisions, Internet – doit reposer sur deux piliers. Premier pilier : la liberté de communication sur laquelle beaucoup des intervenants ont insisté à juste titre, deuxième pilier : responsabilité. Deux piliers où deux plateaux de la balance qu'il faut tenter de maintenir équilibrés. La liberté doit avoir pour contrepartie la responsabilité. Cette responsabilité s'exerce dans différents domaines, en particulier la protection des enfants et des mineurs face à la pornographie ou à la pédo-pornographie. La responsabilité doit aussi s'exercer dans le domaine du respect de l'autre, c'est à dire que les media de masse (radio-télévision- Internet) ne doivent pas inciter à la haine pour des raisons de race, de religion de sexe ou de nationalité. La plupart des grands textes internationaux ou des chartes de déontologie font référence à cette nécessité de proscrire tout appel à la haine pour des raisons de race, de religion, de sexe ou de nationalité.

Evidemment, dans une réunion comme la nôtre, il ne s'agit pas d'instruire un procès, comme je l'ai entendu dire ce matin ou un procès à charge. D'abord, ce n'est pas un procès des media, ce n'est pas un procès des télévisions par satellite, ce n'est pas un procès d'Internet. Chacun sait à quel point la télévision, l'échange global permet

l'ouverture d'esprit, une meilleure connaissance et une meilleure compréhension de l'autre.

Il ne s'agit pas davantage de stigmatiser une civilisation, une religion, une culture ou une partie du monde. Il s'agit de mettre en œuvre le mécanisme permettant d'équilibrer la liberté et la responsabilité. L'ouverture de la communication audiovisuelle au reste du monde, nous y sommes au CSA en France, particulièrement favorable, et l'une de nos fiertés, c'est d'avoir été l'organisme de régulation qui a été choisi par Al-Jazeera, la première chaîne d'information internationale issue du Monde arabe pour être conventionnée avec un pays de l'Union européenne. Et depuis des années que Al-Jazeera est en relation institutionnelle avec le CSA, nous n'avons eu aucun problème avec cette chaîne. Il y a eu parfois des remarques de notre part, par exemple, au début de la guerre en Irak, nous avons rappelé à Al-Jazeera que en application, non pas de la lettre mais de l'esprit de la convention de Genève, on ne devait pas diffuser d'interviews de prisonniers. La chaîne a parfaitement admis ce principe, mais, de la même manière, nous nous sommes manifestés auprès de CNN, de Fox news et auprès de chaînes françaises pour leur indiquer qu'au terme de la convention de Genève, on ne pouvait pas diffuser d'images de prisonniers, pas davantage que d'interviews dans lesquelles on pouvait les reconnaître.

Donc il y a eu avec Al-Jazeera une relation de respect mutuel. Nous étions dans notre rôle, le rappel de la règle, et Al-Jazeera a toujours été un partenaire avec lequel les relations ont été extrêmement constructives. Je cite le cas d'Al-Jazeera parce que c'est une chaîne emblématique mais beaucoup de chaînes du Monde arabe et en particulier du Maghreb ont été conventionnées avec le CSA et les relations ont toujours été fructueuses. Alors il est vrai que nous avons été amenés à prendre des décisions qui ont fait ce matin l'objet d'une présentation mais aussi de commentaires, de débats, de questions, ce qui me paraît tout à fait légitime mais ce que je voudrais rappeler c'est que dans



notre esprit il ne s'agit pas de stigmatiser telle ou telle région de la planète. Le rôle de régulation que nous jouons pour tenter de contenir et de faire reculer la haine, le racisme, ce combat nous le livrons également à l'intérieur de notre propre pays.

On parle évidemment de l'Internet et des télévisions par satellite, il y a aussi les moyens de communication hertziens. En France, pour les radios et pour les télévisions, il nous arrive fréquemment malheureusement de devoir rappeler à l'ordre, voire sanctionner des chaînes de télévision ou des stations de radio pour des propos islamophobes ou antisémites. Ce n'est pas uniquement une mesure ou une politique que nous prenons en direction de telle ou telle région du monde, ce sont des principes que nous faisons respecter et que nous faisons d'abord respecter par nos opérateurs nationaux.

Malheureusement, le nombre d'interventions justifiées par des propos d'incitation à la haine – islamophobie ou antisémitisme – a été multiplié à peu près par 10 en l'espace de 10 ans. Nous sommes donc tous confrontés à cette montée des intolérances, à cette montée de l'apologie de la violence qu'il faut maîtriser aussi bien à l'intérieur de nos frontières nationales que sur les ensembles continentaux. Evidemment, l'apparition des chaînes satellites a considérablement élargi le problème. La communication globale est une bonne chose, encore une fois elle permet de mieux comprendre l'autre, elle permet le dialogue des cultures – il est certain que lorsqu'on veut suivre la situation au Proche-Orient, il est intéressant d'écouter CNN ou Fox news mais aussi Al-Jazeera ou Abou Dabi TV. C'est donc une possibilité de mieux s'informer, de mieux comprendre les positions des uns et des autres et d'acquérir une meilleure connaissance du monde. En revanche, il y a des limites, des frontières au-delà desquelles liberté n'est plus tolérable, lorsqu'elle devient apologie de la violence ou apologie du terrorisme.

Pour Al-Manar, soyons précis, on a évoqué ce matin la scène concernant les enfants qui

chantaient une chanson sur Jérusalem. Il n'y aurait eu que cette séquence, nous n'aurions jamais pris de mesure contre Al-Manar. On aurait peut-être fait une remarque. Ce que nous ne pouvions pas accepter, c'était l'apologie du terrorisme et le prosélytisme. Concrètement, et nous l'avons vu dans l'un des extraits, quand il y avait l'explosion d'un bus à Tel Aviv avec une quinzaine ou une vingtaine de morts civils, parmi lesquels d'ailleurs des arabes israéliens, on voyait quelques minutes plus tard, un homme masqué, bardé d'explosifs, se présentant comme le terroriste qui s'était fait exploser dans le bus, disant que la séquence avait été enregistrée une semaine auparavant. Ce terroriste expliquait son acte et disait que puisqu'il allait disparaître lui-même dans cet acte de guerre contre Israël il fallait qu'un autre jeune vienne prendre sa place pour se livrer à son tour à des attentats suicides. Ce sont des séquences qui ne sont pas acceptables et nous avons effectivement été les premiers au monde dans l'histoire de la télévision globale à dire « ça suffit » et à demander à Eutelsat l'interruption de la diffusion d'Al-Manar.

Les Etats-Unis ont pris une position motivée par d'autres considérations. Quelques semaines plus tard, la nôtre n'était pas fondée sur les liens entre Al-Manar et le terrorisme mais sur les images et les propos qui étaient diffusés. Pour Sahar, vous disiez, Monsieur, ce matin que l'on entend souvent à la télévision française des propos révisionnistes. Non. Il arrive qu'il y ait des sujets sur le révisionnisme mais une personne qui tient un discours ouvertement révisionniste ne peut pas s'exprimer à la télévision, et les personnes qui tiennent ces discours tombent sous le coup de condamnations pénales. Et nous avons en France un grand spécialiste qui s'appelle Monsieur Faurisson, qui était professeur à l'université et qui a été condamné pour ses écrits et pour ses propos.

La chaîne Sahar a invité Monsieur Faurisson toute une journée, une journée entière, le jour où les chefs d'Etat européens commémoraient la libération des camps de concentration en Europe



centrale. Evidemment donner la parole pensant des heures à quelqu'un ce jour là qui expliquait qu'en réalité ce n'était pas des camps d'extermination, que c'était uniquement des camps de travail et qu'il n'y avait pas de projet de génocide dans le nazisme, c'est quelque chose de moralement insupportable. Ce qui nous a amené à prendre cette décision vis-à-vis de la chaîne Sahar. Il ne s'agit pas – j'ai entendu plusieurs fois le mot de censure – il ne s'agit pas de censure. Nous n'intervenons jamais que ce soient des programmes français ou des programmes venant de l'extérieur sur les programmes avant leur diffusion. En revanche quand il apparaît que un media, de manière récurrente, viole les principes de base, qui ne sont pas simplement ceux de la loi en France, qui sont ceux de l'Union européenne, qui sont ceux de l'OSCE, qui sont ceux du Conseil de l'Europe, qui sont ceux des chartes de déontologie des journalistes sur quelques continents que ce soit, nous estimons que nous avons un devoir d'y mettre fin.

Deux réflexions pour conclure. Je pense évidemment, chacun en convient, et c'est d'ailleurs la raison de notre réunion que dans ce domaine, que les mesures strictement nationales sont inopérantes. On peut avoir une action sur des media audiovisuels diffusés par les réseaux hertziens ou par les réseaux câblés, mais pas pour des télévisions ou des radios diffusées par le satellite. Donc on ne peut avoir de politique efficace que dans la mesure où par grands ensembles géographiques, des attitudes et des règles communes sont adoptées et mises en œuvre. C'est la raison pour laquelle nous avons souvent alerté l'UE sur cette question. Il y a eu plusieurs réunions à Bruxelles et j'espère que dans l'avenir on pourra déboucher sur une sorte de concertation permanente des présidents d'instance de régulation en Europe de façon à agir ensemble. Les mesures nationales sont insuffisantes.

Deuxième constatation : les sanctions administratives ou financières sont évidemment nécessaires lorsque les limites ont été franchies mais elles ne sont pas suffisantes. Elles doivent s'accompagner d'un dialogue comme celui que

nous avons eu au cours de ces différents ateliers. Ce dialogue doit être permanent, constant. Nous avons d'ailleurs créé il y a quelques années un réseau des instances de régulation méditerranéennes auquel adhère l'ensemble des pays du pourtour méditerranéen.

Je suis Président du CSA en France et Président de ce network, et c'est la Catalogne qui en prendra la présidence dans quelques semaines. La dernière réunion avait lieu à Paris et autour de la table, comme aujourd'hui, il y avait le régulateur israélien, le Ministre de l'information de l'autorité palestinien, le régulateur turc, grec, chypriote, et de façon à maintenir ce dialogue de manière constante nous avons ouvert un site qui s'appelle RIRM (réseau international des régulateurs méditerranéens) <http://www.rirm.org> qui est en français, en anglais et en arabe et qui nous permet d'échanger sur nos réglementations, nos législations, les mesures que nous prenons et nous allons nous réunir à nouveau les 5,6 et 7 juillet prochains à Barcelone.

Le pourtour du bassin méditerranéen n'est qu'une petite partie de la planète mais chacun sait que c'est la zone d'où viennent les ondes de choc les plus puissantes qui se répercutent dans le monde entier. Je souhaite que cette démarche puisse s'élargir et pour finir, Monsieur le Président, je voudrais formuler un vœu : que cette réunion d'une grande utilité soit la première d'une série de rendez-vous annuels, soit dans le cadre de MEDEA soit avec l'intervention d'autres organisations comme la Ligue arabe qui, à son tour, pourrait en prendre l'initiative. Bref, il me paraît essentiel que celles et ceux qui ont participé aujourd'hui à cette réflexion puissent se retrouver périodiquement de façon à essayer de faire converger des points de vue différents, mais qui aujourd'hui ont eu le mérite de se confronter. Merci.



***Intervention of Jos Dumortier, Lawyer,
Professor, Catholic University of Leuven
(KUL), Belgium.***

Thank you very much Mister Chairman, I also from my side congratulate you for bringing together such divergent opinions about a question on which it seems almost impossible to reach a practical compromise. For my intervention, I will not use the slides that we prepared but try to connect as much as possible and as closely as possible to what already has been said in this panel, in the preceding interventions. My intervention will perhaps not be so well polished but perhaps more relevant. I would like to say four things.

The first thing that I would like to say is that we should agree that the role of the media is not identical in every context, in every community, in every society, for every period. Media can play different roles. It can be the voice of an individual, of a community, of a political movement, of a State, of a political party, etc. When we try to discuss about the role of media having in our mind that media have such different roles, the only possible strategy is based on mutual understanding and respect, not trying to impose the role that I want to give to the media to the other side. That is simply a fact.

The second thing I want to say is that boundaries are very rapidly disappearing and all kinds of boundaries, boundaries between concepts for instance. When we talk about the regulator it is not clear anymore which regulator we are addressing to or when we talk about what is a journalist. Today more and more people have the possibility to use all kinds of devices and channels and get a powerful means of communication to address themselves to more and more people in any language. It is possible for almost everybody to raise his or her voice and to address this voice to a very large community. When you want information about a subject, you simply go to the Internet, you google and you receive information from so many sites, it comes

from the country itself but it comes also from all kinds of NGO's, opposition parties, etc. It comes from all sides. Boundaries are disappearing, between journalist and non-journalists, boundaries between all kinds of media. We have radio on the Internet, television on the Internet. People are talking about offering television on mobile phones, etc. Boundaries in every meaning are very rapidly blurring.

The third thing I want to say is that the fact that these boundaries disappear makes the role of intermediaries very important. The normal reaction is that when the situation becomes so that information becomes disconnected from a typical form of device or from a particular medium or from a particular country also. It becomes possible to distribute information about Belgium for instance but load it up through a service that is provided in Brazil or South Africa, from anywhere. The fact that the information is more or less completely disconnected from geographical limitations makes that we automatically want to give intermediaries a stronger role and responsibility. The only way to control information is to control the intermediaries and this makes the position of the intermediaries very difficult. I completely agree with one of the former speakers, I think it was Mr. Blanc, who said that it is completely wrong to give intermediaries, Internet Service Providers, the role of regulators, and to expect from intermediaries that they take up responsibility to filter and to decide which information can go through and which information cannot go through. This is indeed not their task, it is a task of what we call the regulator. But as I said before the difficulty is of course to determine who the regulator is. It is no longer the national regulator. I completely agree with the former speaker.

It becomes very difficult. I will give you an example and it is already a very old example. About seven years ago I was confronted with a case in Belgium. I was working for the Ministry of Justice and the case was about the following: a civil servant who had the responsibility in the area of radio frequencies had to redistribute



frequencies and the consequence was that a number of free radios had to disappear. As a result of this, on the Internet a web site appeared, it was an anonymous web site, and in the web site you could see photographs of the civil servant, his house, his wife, his car, his children, etc. The objective of the web site was to call upon people to start harassing the civil servant's wife and children, to destroy his car and his garden, damage his house, etc. When we tried to react against this, it appeared that the web site was located somewhere in the United States. Just to give you an example how difficult it is to regulate this. When we tried to convince the service provider in the United States, it was very difficult because the information was in Dutch and we had to convince the service provider that this information was damaging the particular individual. So it is not only a question of languages of simply set up structures to make communication between regulators possible. It is a very difficult task. My conclusion is the following: I think that little by little we are going to a situation whereby what we now consider as the media becomes in fact a voice a practically everybody. Everybody has access to the media and can use different kinds of devices to address himself or herself to a sometimes very large public. It is probably something that we have to accept. Regulation in such a situation cannot be very ambitious. To me, the only thing that we can do is set up structures to communicate with each other so that in some cases where information is distributed in a way that is unacceptable for everybody, something can be done. Even this minimal ambition, if this could be realised would already be a very important achievement. Thank you Mister Chairman.

***Intervention de Philippe Dessaint,
Directeur de l'Information à TV5 Monde***

La question de l'éthique

Dans une réflexion sur les media globaux, la question de l'éthique est bien sûr au devant de la scène. Or, ces questions se posent dès lors qu'il

s'agit d'information. Si la diffusion des media nous amène aujourd'hui à avoir une réflexion liée à la nature, au réseau, au périmètre de diffusion, les questions d'éthique, de dignité sont au cœur de notre métier quelle que soit la nature du media en question. Il ne faut pas perdre pas de vue cet élément car cette éthique est tout à fait consubstantielle au fait que nous parlons à un public, nous devons essayer de le respecter, de vérifier les informations pour ne pas nuire aux individus, pays, peuples ou races.

Régionalisation des programmes

A TV5 Monde, une réflexion a été menée sur la façon dont il s'agit d'approcher les différents publics de la chaîne. Les programmes et films ont été régionalisés dans le but de respecter et de tenir compte de la diversité du public et des différentes réalités dans lesquelles ils vivent. Ainsi, ce ne sont pas les mêmes films qui sont diffusés en Asie, dans le Monde arabo-musulman, ou en Europe.

Risque d'être censuré

Dans le domaine de l'information, la pression est extrêmement forte et, là aussi, une réflexion a eu lieu. Il ne s'agit pas d'adapter l'information au moins disant. TV5 Monde diffuse des images qui proviennent du Canada, de la France, de la Suisse, de la Belgique et de quelques pays africains. Il y avait une pression très forte, notamment au Sud, pour que les reportages et émissions ne relayent pas les propos des opposants politiques. Il s'agit là de quelque chose de complexe. En effet, une véritable menace que les émissions soient coupées et censurées, planait. Parfois, certains programmes ont été coupés au niveau de leur distribution nationale parce qu'ils n'avaient pas plu. Malgré cela, TV5 a tenu bon et a maintenu le principe d'une offre d'informations respectant ses critères de déontologie.

La liberté d'expression est un pilier de la démocratie. Bien entendu, aucun dictateur au monde ne dira qu'il est contre la liberté d'expression. En revanche, lorsqu'un des



programmes de TV5 est coupé, cela montre bien qu'il y a une difficulté à ce niveau-là.

Déontologie

Lorsque des informations sont diffusées, certains éléments sont très importants à respecter. Il s'agit là de la responsabilité du diffuseur. Parmi ces éléments, il y a notamment l'humanisme et le respect de la déontologie. Cela ne touche pas seulement les affaires du Proche-Orient, mais aussi des affaires franco-françaises, et même parfois des faits divers. La déontologie ne concerne pas uniquement les informations touchant aux grands thèmes du monde mais elle entre en jeu dès lors qu'une information est donnée.

De plus, la hiérarchie éditoriale, le droit des opposants, la prise de recul maximale, la prise de conscience critique par rapport aux affaires en cours, qu'il s'agisse de faits divers ou d'affaires politiques, sont des éléments tout à fait fondamentaux. En effet, il y a un très grand risque dans la diffusion d'informations d'être à la fois juge et parti. Comme la francophonie est l'identité de TV5, les différentes rédactions internationales qui la composent travaillent ensemble pour éviter ce danger. Un groupe de directeurs de l'information a été créé et se rassemble chaque fois qu'une interpellation survient. Ainsi ce groupe peut décider de la juste marche à suivre. Par exemple, dans l'affaire des caricatures de Mahomet, TV5 avait une lourde responsabilité à gérer : ne pas les diffuser c'était courir le risque d'être accusé de céder aux terroristes et les diffuser signifiait mettre en péril des vies humaines, notamment celles des reporters sur le terrain ou des touristes ou alors de manquer de respect vis-à-vis de certains groupes de téléspectateurs.

Nous avons eu cette discussion et pendant deux jours nous n'avons pas diffusé ces reportages. J'ai expliqué à l'antenne pourquoi nous avons fait ce choix et ensuite, dès lors que le débat avait été pacifié, nous avons, sans nous appesantir sur des gros plans, diffusé ces reportages qui devenaient des éléments du débat. Cela nous a

semblé important et je précise que les rédactions francophones ont à peu près travaillé de la même façon. Mais, nous avons élargi ce groupe qui peut nous donner des informations sur des choix éditoriaux avec une vingtaine de journalistes du Monde Arabe, de l'Afrique, des Etats-unis pour voir si notre sélection d'information, notre traitement était cohérent ou non. Après ce que nous avons fait sur le 11 septembre ou la guerre en Irak, il était important d'être évalué. Nous avons eu besoin de ne pas nous enfermer dans notre propre certitude mais d'avoir une sorte de mise en réseau qui nous permet d'être plus pertinent dans ce domaine. En somme, il est important que les journalistes sachent qu'ils ne sont protégés d'aucune impunité et que nous devons nous remettre en question, quelle que soit la nature de notre réseau.

Interventions du Public

Dr. Barader, Deputy Minister of Culture and Information of Saudi Arabia: Actually, from listening to the interventions, I really do not know: are we trying to talk to each other or to defend point of views that we are adapting before coming? I think that we have to move into a region or a territory where we start to assume good intentions from each other. We have to consider whatever mistakes as mistakes and listen to the sensitivities of all of us to move towards a global media that adds to the enrichment of humanity.

I think also that we should be entitled to request of each other to promote sometimes intended good images of each other rather than stressing the stereotypes. I am assuming this because, as the Minister of Saudi Arabia, in my country around 90% of our media consumption is coming from the international media centres. We consume what comes from American media, from the British media, from the French media, with no hesitation, with no inhibition. If we want to live in the 21st century I think that all of us have to open up. One of the opening-up is really to promote better images of each other.



I think that we have to appreciate in the Middle East, and we are appreciating, the logical, rational and helpful position that many quarters took vis-à-vis the notion of the caricature of the Prophet Mohamed. What happened in some Muslim countries in terms of their emotions is perhaps representative of political streams rather than of the sentiments of the nation and should be put into that context.

Madame Nihal Saat: I would just like to follow up on what my colleague from Saudi Arabia has just mentioned right now. My name is Nihal Saat, I am from an Egyptian television. When I watched and listened to the presentations that were made in the earlier part of the morning from panel one, I have the sense that we are here in order to demonize, crucify Arab networks and the Arab media in particular pointing fingers at only Arab networks. So I had to get the program again and read. I said maybe I made a mistake in reading the title of this conference and maybe the idea of the conference was to point fingers and to put the blame on the vision and the collapse of the misunderstanding and the trust between the cultures on the Arab networks but then I found that the title was not such, it is “the role of Web and Satellite TV’s”, not Arab Satellite TV’s. I am not here to defend any of these networks nor to defend Al-Manar in particular because I rarely watch it but I am here in order to put things into perspective. There had been a history of stereotyping and stigmatizing each other for a long time. Perhaps the West started by doing so in its networks as much as in the movies (Example of Walt Disney movies). Now when the Arabs are doing the same thing they do not have the right to feel hurt or they do not have the right to criticize the West. Now we are responsible for the kind of rifts that are happening between our cultures. So we really need to put things into perspective. What I see here in this room is islamophobia and anti-Islamic approaches to everything. So this is what I feel and I am sorry but this is the way I feel about how the participants or people that have been speaking so far have been giving this sense. So about the idea of censorship or regulating the media, I am going to ask a question: who is going

to be the regulator? Who is going to put the censorship on the journalist? Is it going to be the State again in order to manipulate and monopolize the media to serve political agendas just exactly as the cartoon issue had gone out of proportion because it had been politicized by the far right in Europe and by radicals in the Arab world? Thank you.

Mr. de Donnea: Thank you. What I would like to point out is that we have seen this morning examples of websites originating in the West which were completely unacceptable also because they presented a completely false and disgusting, not acceptable picture of either the Arabs or the Jews or other groups. So, I think that we have a lot of problems also with sites provided in United States or in Europe, which are completely racists and unacceptable whether they attack Arabs, Jews or democratic groups within Europe. Nobody has the monopoly of virtue. On all continents you find sites which are unacceptable.

Your remark shows that we are in need of dialogue and of explaining to each other what may be hurting.

Mr. Barakat : De grâce, il ne faut pas dramatiser la situation. Le sentiment que j’ai en discutant avec les journalistes arabes ici présents est que nous avons peur de revenir 20 ans en arrière.

Je pose une question aux organisateurs de cette conférence : est-ce votre objectif d’empêcher l’opinion publique européenne et l’opinion publique arabe vivant en Europe d’avoir des informations correctes, exactes, en direct sur ce qu’il se passe dans le Monde arabe ? Sachant que la réalité du Monde arabe est une triste réalité : nous avons des kamikazes, des extrémistes, comme nous avons 95% des gens qui sont modérés et qui veulent vivre avec l’Europe en paix et en sécurité. Si l’objectif de votre conférence est d’être l’action n°3 des trois conférences qui ont eu lieu ici à Bruxelles, organisées par le Centre Transatlantique qui ont comme objectif d’empêcher les media arabes de



diffuser et de transmettre l'information vers l'Europe, je crois que ce n'est pas la peine de faire ce genre de conférence.

Représentante du Conseil de l'Europe : Je voudrais rebondir sur ce qui a été dit en début d'après-midi. Il existe un cadre législatif au niveau international concernant les télévisions satellitaires, c'est la Convention européenne sur la télévision transfrontière qui est un instrument aussi ouvert aux Etats non membres du Conseil de l'Europe. Cet instrument pourrait vraiment être étendu et devenir un cadre élargi. Je fais appel aux représentants de l'OSCE dans cette salle, aux représentants des autres Etats et éventuellement des autorités de régulations parce que le Comité permanent qui suit l'application de cette convention accepte la présence d'observateurs et est en train d'ouvrir la convention pour que celle-ci puisse être le cadre pour ce processus d'échange avec des pays qui ne font pas partie du Conseil de l'Europe. Ce cadre pourrait être un début.

Dr. Bassyouni : Ce que je voudrais dire à propos Arabsat et Nilesat, c'est qu'ils transmettent les canaux. Le rôle d'Arabsat et de Nilesat n'est pas de faire de la censure. Nous avons une responsabilité mutuelle parce que les satellites et les sites sont transfrontaliers et ouverts à tout le monde. Nous essayons de voir quelles sont les législations en vigueur chez nous. Il n'y a pas de censure même si certaines poursuites judiciaires ont été menées à l'encontre de certains satellites. Mais ce n'est pas notre rôle.

La Ligue arabe se penche sur certains aspects législatifs pour certains canaux qui sont transfrontaliers et qui sont satellitaires pour que nous puissions avoir un code de conduite dans le cadre de ce respect mutuel, si bien que par exemple, à l'instar de l'Union européenne, nous essayons d'avoir des outils de réglementation et de législation et nous veillons à ce qu'ils soient en vigueur et que les télévisions satellitaires respectent ce cadre réglementaire et judiciaire.

Rudolph el Kareh : Il ne faut pas simplement s'enfermer dans les débats techniques mais aller

au-delà des différentes hypocrisies – qui sont souvent mutuelles - pour aller au fond, c'est-à-dire au niveau des représentations et du politique.

Concernant la question des caricatures, on s'enferme dans un énorme autisme alors que le problème est ailleurs. Alors je vous donne mon interprétation sur la question : ces caricatures ne visaient pas réellement l'Islam, elles visaient l'opinion européenne et c'est une question qui peut faire débat.

Il faut espérer que les gens changent et qu'ils fassent la part des choses. Arrêtons de dire que lorsqu'on critique la politique israélienne, c'est de l'antisémitisme et que toute critique des caricatures est associée à la liberté d'expression. C'est ce type de débat qu'il faut engager pour réduire les idéologies de haine.

Mme Bonazzi: My question is on the issue of Al-Manar. First, just to reply to the gentlemen: the criticism against Al-Manar is not that Al-Manar criticizes the policies of the State of Israel but the fact that Al-Manar calls for the destruction and the elimination of the State of Israel. The approach is already slightly different. But my question is more technical maybe to the representatives of the CSA or of the Nilesat and Arabsat. In Europe, I understand that Al-Manar has been taking off all European satellites because it has been deemed to be in violation of European legislation of the Directive « Television without frontiers ». Al-Manar continues to be broadcasted into Europe because of the large footprint of Arabsat and Nilesat. However, it falls outside the scope of European legislation so I would like to know from a technical point if European legislation does not apply because Arabsat and Nilesat are not subjects of European legislation? How could we move forward and find solutions?

Réponse de **Monsieur Bassyouni:** Je pense que la question n'est pas une question de satellite mais bien de législation. Le CSA par exemple a réussi à résoudre le problème lié à Al-Manar, mais, à nouveau, la question va au-delà d'Al-



Manar. Il faudrait trouver un cadre juridique dans les pays arabes afin que nous puissions légiférer sur ce point. Moi, en tant que représentant d'Arabsat ou de Nilesat, je ne peux pas interdire la chaîne libanaise parce que je n'ai pas le cadre juridique pour cela.

Vous, en France avec le CSA, vous travaillez dans un cadre légal mais nous, nous essayons de créer ce cadre juridique qui est inexistant chez nous parce que nous n'avons pas ce rôle de censure, de filtre pour ces chaînes de télévision.



Fourth session: Which could be the future strategies (political, legal, deontological and technical) to curb hate messages on global media and to build a positive dialogue and trust between peoples?

*Remarks by Mr. Wadah Khanfar,
Director General of the Al-Jazeera
Network:*

Good afternoon ladies and gentlemen. I would like really to start first by mentioning a very important issue that this forum supposes to search for the role of TV Satellite channels and media in enhancing dialogue and relationship between the Arab world and the Mediterranean and Europe. I think it is very important to start by saying that we should not always blame our problems and troubles on media. To start with, you know that the cause of the current crisis that we are going through, and we are indeed going through major crises in the relationship between the Arab world or the Islamic world and of the Western world, unfortunately is in fact political. To start with, it could be as well economic, social, many other elements are involved so the complexity of this kind of crisis should not be reduced into one word which is media.

Second, I am afraid that we are overemphasizing some kinds of thin slices of reality and generalizing it in order to include media. When I started this morning listening to certain kind of speeches regarding issues on the Internet and some websites, I thought that we had set up a tone that did not lead us to further understanding. I think that media of the Arab world is not less professional, is not less active than the Western media. I do argue in fact that our audience in the Arab world is more politicized, more concerned, and more knowledgeable sometimes on political issues, or local and international issues than many other regions simply because maybe our region have been going through major crises during the last five decades. People are not only passive

receivers of media, they are not passive audience, they can incode, they can really decode the messages of media and judge and choose for themselves. So, first of all, I would like to give the other face of the discussion which is: “what is media doing in the Arab world in order to further and to enhance understanding between the Arab world and the West?”

I am Director General of a TV network that has two main news-channels: the Arabic channel Al-Jazeera and the English channel which will be soon launched. In our newsroom, we have 60 nationalities, 23 of them are Arabs, and the rest are Western, American, European, Latin American, Asian and African. On a daily basis, we meet all of us together in order to define the editorial line and in order to speak about our activities. I have never felt while working with European colleagues or Americans or Asians or Africans that there was a barrier between us. I have never seen that kind of image or perception that it could be seen from outside. I think that a professional journalist has to define for himself the rules of the regulations, the ethics and the universal concepts. We will be able to act together and will be able to bridge the gap. I am against political constraints that turn these debate and discussion into rules and regulations and reduce it into barriers amongst or between us. We are not going to enhance that kind of discussion, we are not going to create tolerance, rather than encourage dialogue. If the discussion will be reduced into some kind of regulation, we indeed are going to build walls. None of us is going to change his opinions eventually. What we need right now is to increase and to speak and I would like this forum to end with talking about ways to defend the freedom of expression and therefore I do really argue that what we need is a proper international regulation.

As journalists, we have suffered during the last three years tremendously from political pressures and from security pressures, some of us have been killed in Iraq. I am not speaking about Al-Jazeera or the Arabic channels, I am speaking about the profession itself. This is the



issue of protecting sources, the issue of giving journalism and media a State whereby it could disseminate freely information. We cannot sometimes reach areas where we can disseminate information. I have covered two wars, the first in Afghanistan and the second in Iraq where I was a correspondent for Al-Jazeera. I know exactly what can do authorities, military and politicians in front of us in order to reach the fact about situations and to disseminate. Sometimes when you do report facts at that particular moment of time you may be punished. Two of our devices were destroyed in Baghdad and many others of our journalists were jailed, someone was tortured in Abu Graib for seventy days, they were journalists as well. So who is suffering actually from the constraints of politics and security? This is a very important issue to start with.

We need to acknowledge that we are living a great concept of diversity; we need to manage that, to understand that. People have opinions and we need to accept them. Marginal groups or activists could use the media and the Internet in order to pass certain kinds of hate messages. But that would be marginal and should not be overemphasized to encompass all media. I think it is not fair to blame media all together.

When we started speaking in Al-Jazeera about our relationship with the West, with the rest of the world, we thought for a while that there were some theoretical issues that we needed to speak about. We initiated a dialogue for the last two years. Every year, we have an international forum where we invite about 300 journalists from five continents who set together for three days and define certain kind of concepts about media. We have never really faced the problem in sitting with journalists and debating issues related to our profession. We would be able to define certain kind of concepts and to announce it to the world. We have reached a code of conduct, a code of ethics; we were able to develop these kinds of tools. I think that media should be giving the freedom to develop its own ways of controlling and developing codes of ethics and its own regulations.

However, do we suffer from a problem? Yes, we do and since this forum is not really a forum where only journalists are debating and I do not want to go into discussion about issues of the Arab media and the Western media but just I would sometimes argue that the Arab journalists who work for Arab media, newsmedia at least, they know the West much better than their colleagues know them. 95% of Arab journalists speak English and most of them speak French as well. 76% of Arab newsjournalists have been working before they work with Arab networks with international news agencies or international channels. So they had the knowledge of the West. Three of the Chief Editors of Al-Jazeera are ex-BBC editors as well. So they came from that kind of school of thought. We do not want to speak about barriers that do not exist. We do not want to exaggerate things that are not really the case. What we have right now are groups of journalists in the Arab world who are very keen actually to further the cause of tolerance and dialogue and debate and discussion.

Most of our correspondents in the West are nationals of their countries and the few only of those who work for international news agencies in the Arab world in fact speak Arabic or see the reality for the first time, they have to see it from the eyes of their translators. I do not argue against my colleagues because I respect all of them, I just want to give the other point of view. We have been working hard in order to understand today's political issues and to project it to the Arab world in a context of understanding.

However, I would like to conclude by saying: yes, there are constraints of politics in the region and internationally. What we are suffering from right now is that some politicians have that bad habit of blaming the media and try to interfere in order to project certain opinions through media to the rest of the world. We have been blamed that we have incited violence in Iraq. I think that in order to sort out of a conflict you need to make that conflict obvious, you need to inform people about all aspects of that conflict.



We cannot hide the fact that there is a problem. In the Middle East, there is a problem, in Iraq and Afghanistan as well. And these are deep historical issues that we always need to speak about frankly. The noblest job that anyone could do is to search for the truth without the constraints of politics or commercial aspects. Thank you.

***Intervention of Arne Wessbert,
Chairman of the European Broadcasting
Union:***

I do subscribe to the thoughts of Wadah Khanfar and Aidan White on not letting us carry the way by what we might see on the Internet and then start to regulate the media. Also we should note that we should never try to hide the problems. Let them be open, we disagree, yes, but let the problems for our audiences, for our readers be addressed.

The European Broadcasting Union is a union of 74 public national broadcasters operating in 54 countries located in what is called the European Telecommunications Area, so we do have members from the Northern African States as well because that is covered by the telecommunications area. The mission of our institution is still to inform, educate and entertain and to do it in a way which makes us relevant to the audiences we serve, to everybody in the audiences, not only the big audiences. We are not addressing customers, we are addressing citizens, trying to ensure that they can exercise their citizenship and that needs access also to impartial information.

We try to promote social cohesion but also cultural pluralism and diversity. We express national cultures but we do also present different cultures to our audiences in order to give them the possibility to judge and to have their own opinion. We do believe that freedom of expression and editorial independence are absolutely essential to all broadcasters and to the media as such. We must be regarded as impartial

by everybody in the society, and that needs that we have the editorial freedom and independence to make our judgement on what might be important to broadcast.

That said, of course, I also agree that with the editorial independence comes the responsibility. We never can sacrifice the dignity of human being. Therefore, we should see into it that we do have a code of conduct in place which we follow and which is developed in a way which is relevant to the time in which we operate.

Code of conduct to be implemented in a way which is enhancing the trustworthiness is much more essential to the debate that we are discussing here now, than trying to regulate the media. It is then up to operate accordingly to what we say, our ethical standards or codes of conduct. I can assure that, at the European Broadcasting Union, we do try to understand the world in which we live, we do try to develop our program policies so that our audiences have access to the most relevant kind of information of today. The European Broadcasting Union is operating on behalf of its 74 members in news exchange where you can access approximately 100 pieces of news items every day from all of the members, associated members and news offices. We exchange programs, we co-produce so that we have access to cultures which are not our own. We train and offer seminars for the best practices, we are participating in a lot of efforts in Europe and in wider Europe to ensure that public broadcasters can fulfil their missions.

The media actually is doing a lot. They try to have a code of conduct in place, they try to exchange practices between themselves, they try to be open to ideas coming from outside, they try to interact with organisations. The Arab States Broadcasting Union and the Asian Broadcasting Union are also cooperating on these issues and are equipped to face the challenges that we are discussing. I would like to underline that this must be done based on freedom of expression, on the editorial freedom of the media and the media should then take the



responsibility to behave in a way which is developing this issue.

If I just may conclude about what could be done, one of essential things is to promote independence of the public broadcasting in our systems and the freedom of the editorial line. We should also promote the media literacy. We should build on the strength of our system instead of trying to impose regulation which is alien to that system. Thank you.

Intervention of Ruth Hieronymi, Member of the European Parliament, Rapporteur of the EU Directive on TV without borders:

Thank you for the invitation. I am representing twenty-five different nationalities and it took a long time until the Europeans have been successful to have a Directive «Television without frontiers». It has not been easy but it works and the directive has been very successful to guarantee freedom of expression and freedom of information. Therefore we are strongly aware and hard-working on the revision of this directive to keep the spirit and the efficiency of this directive for the future. There are two main challenges. First, the convergence of technology, and second the global spread of information and audiovisual services. What are the problems?

As regards the convergence of technology, the question is: what should be the regulation? And what is the nature of these new services? Is it culture? Is it economy? Or is it both? The European answer until today has been: media are both culture and economy. Therefore until today we have a sector specific law, not only the European competition law but the Directive Television without frontiers. I think that the first important issue is the decision whether we have consensus, but also for the new media these are culture and economic issues, and goods. Therefore the answer of the European Parliament but also from the Commission and also from the Council, from the Member States is that we want

to have a sector specific media law for the future too. This is important not only for Europe but for the global community in the round of the WTO negotiations. Are audiovisual media services covered by the WTO or not? The European Parliament is clear and we have consensus that we need on a global level (this is the level of the UNESCO) a sector specific media legal framework, not only covered by economic law and by WTO. This is the first point which is very important and we are just discussing the new law and the new European law.

The second important point is a question: what sort of regulation for this new media services? The European nations just try a new sort of regulation and this is to cover the new media services not only by a traditional governmental regulation but by self and co-regulation. We just try to convince twenty-five governments how they could work on this issue. Perhaps our discussion may be helpful to give an idea for a worldwide possibly solution on this issue, what we can do to keep freedom of information and freedom of expression and independent responsibility, not only for the Member States covered by the Directive Television without frontiers or the so-called Directive for audiovisual media services, but perhaps it may be part of a solution for our global dialogue to have the chance to give and keep freedom of expression and information all over the world. Thank you very much.

Intervention of Edward J. Salazar, Director of Programs, Office of the Coordinator for Counterterrorism, US Department of State:

How could global media enhance a positive dialogue of civilisations around the Mediterranean and within the OSCE area? I was very pleased that Mr. White spoke earlier about the need to focus on how information in the 21st century is dramatically changing the pace, quality and direction of human society. This is a



very important consideration especially when you consider how the Internet is changing the world.

The importance of media messages in this new world is dramatized by the pervasiveness of the Internet. Media messages have much more weight to carry and build between people bridges that contribute to mutual understanding, respect for differences, dialogue and ultimately, trust. Of course this is all more easily said than done. I think we have had a very good demonstration at this very useful meeting today of how divisive these differences can be and how challenging it can be to try to understand other's points of view.

But the Internet is ideal for terrorism, it is anonymous, it is pervasive, and the terrorists have taken full advantage of this. We have to learn how to balance ideas between those who seek mutual understanding and those who sow hatred on multiple fronts. We must also show the real human costs and tragedy that result from actions of terrorists and suicide bombings. There is just no justification for the murder of innocent people to pursue a political cause. Terrorism knows no borders, respects no religion. Our Russian colleague who spoke this morning pointed out very faithfully that there are no places better to hide than global media, than the Internet for terrorists and for terrorism these days.

We must do everything we can to show the hypocrisy of those who sow hatred in the name of God. The Internet is becoming a safe heaven for terrorism. It has no governed borders, it is easily accessible and it is an easy place in which to hide. But we cannot really change the prevalence of the Internet by simply shutting it down.

About eight years ago, researchers were able to identify only about twelve websites that were hosted by terrorist organizations. Today they are nearly five thousand, too many cockroaches for anyone. You cannot just slam your shoe down on one and expect it to die, it will pop-up somewhere else. But we have to have a vision of hope and opportunity for those who find terrorist messages attractive. We have to provide real avenues for individuals and communities to

realize a vision of a positive world, of a world in which their communities and the individuals can participate. In this process, we have to use all of the resources at our disposal. Americans and Europeans have some of the greatest communication tools in the world. In this body, in the OSCE and in the Mediterranean, we have some of the best minds in the world to apply this. Russia has the top computer minds in the world. This talent is an important talent to apply to expanding how rich are the positive values that the Internet offer and the global communications offer.

The Internet is bringing the world together by offering opportunities for training, dialogue and information sharing. We need to feel a sense of urgency because those who seek to sow hatred and division are well underway. They are making use of mass media and the Internet and are engaging grass roots media to cultivate their message or to carry their message forward for them.

Today those who distort Islam have at their disposal even more sophisticated means to spread their message of hate and violence. Terrorists are using all these media to indoctrinate minds and incite violence. Many ask how successful these efforts are. It is impossible to measure. It is hard to qualify but we know that the number of hate websites as I mentioned before is approaching 5000. Consider the global satellite channel Al-Manar, recognized arm of Hezbollah which has long been designated by my Government as a foreign terrorist organization. As we have already mentioned, this reaches about 10 to 15 million of viewers. Not even children are immune from Al-Manar's hateful views. Its children programming glorifies the life of the terrorists. But even in the case of Al-Manar whose operating budget is funded in large part by the Iranian Government, commercial ad revenue still amounts to significant portion of the budget. Sadly a number of major Asian and European companies continue to advertise on Al-Manar, thereby directly subsidizing terrorist fund raising and incitement and recruiting.



Unfortunately Al-Manar is not alone in this use of media to incite terrorism or terrorist violence and spread the terrorist message. Others also spread mis- and disinformation with a message that reaches too many listeners. Behaving irresponsibly in the heat for competition is something that can sometimes have unwanted consequences and incite violence. This can take the form of airing Al Qaeda tapes that exhort violence towards Westerners in Iraq, or elsewhere simply be disinformation or misinformation.

I understand that ensuring responsibility in the media is not always easy but we can all do more. We cannot afford to blame the media. Beyond correcting mistakes we should also engage mass media, rather TV, radio or the Internet with positive messages. Positive messages, I believe, are a key to a whole program of success that we may have in delivering the right messages, positive messages and seeking positive and constructive engagement between cultures and peoples in the area of the Mediterranean and in the area of the OSCE.

The right to free expression is safeguarded in the very first amendment of the United States' Constitution. We realize that the United States is host to the vast majority of terrorist websites. They hide behind the protection that we offer and it is a challenge for us. We do not pretend to tell the media what to say. What we do ask is that the media carry out their work with a sense of balance and responsibility to the community they are serving. Al-Jazeera has served in recent years as a model for responsibility and I believe that the code of conduct and the code of professionalism that Al-Jazeera has adopted can be a model for other outlets.

Back to the original question: "how do we enhance through the global media, in partnership with the global media, a positive dialogue in this region that is so critical?" I would put to you a number of ideas. I believe our work has only just begun. We need to understand much better whose attention is needed and why. In other words, we have to know where the negative messages are

directed in order to try to steer the audiences in the right way. We also need to be better monitors of the Internet and of global media in general to better understand what is being said. Obviously, it is a challenge to try to monitor 4000 websites.

We need a better legal infrastructure not to limit freedoms but to promote uniform freedoms with rational measures to challenge those who abuse this privilege. We need alternative information sources. We need to be able to provide vulnerable audiences with alternative information. This is a challenge. Extremist views are everywhere, propaganda is everywhere, and incitement to violence is everywhere. We need to find ways to promote moderate views but not fight propaganda with propaganda that is not the answer, but instead to create a market place of ideas, to make sure that moderate views have a place in the market place of ideas in our region.

We need more language resources. Obviously it is an even more critical problem for my country. The very definition of a person who speaks only one language is American. That has to change. We point resources into increasing our ability to understand more languages and to convey the messages not only of languages but of culture to more people in our country than ever before. It is even more important in our country especially considering the large Muslim populations that call America home, that we offer more opportunities for more people to speak Arabic. I would hope that this message of the importance of language will also be true in Europe where languages are so important.

We also need to deny media as a safe heaven to terrorists. We need to isolate the terrorists, to engage the mechanics of mass media to prevent this from happening. We need to be able to apply a code of social responsibility, a code of conduct, not only to the media but to the people who understand the media and use the media. There has to be a contract between consumers and providers to provide only the best media, only the most responsible messages. We have to



do this through a variety of ways and one way that I would argue as very effective, it is through creating public-private partnerships. Through partnerships we can help companies understand the important role they play in trying to convey the proper messages. We can for example work with Internet service providers to give the better understanding of why it is important for them to enforce their service contracts with their clients. We need to give them the reason and the justification to be able to act on their own and to be able to establish a code of conduct for themselves.

***Intervention of Nabil A.R. Shanti,
Director of Sales and Customer Services,
ARABSAT (Arab League)***

Arabsat is one of the most popular names within the Arab world. Many areas within the Arab world were in lack of media and in lack of other opinions especially in certain countries. By Arabsat existence we transport everything to everybody. The media revolution has been founded actually in the Arab world by Arabsat.

In order to understand Arabsat and to answer some questions which has been raised today by certain members, I would like to talk a little bit about Arabsat: who is Arabsat? What type of services do we provide especially in the broadcasting area? Who do we cover? And also answer some questions and certain interests which have been raised today.

Even though it is an IGO, an InterGovernmental Organization, Arabsat has decided a few years ago to run as a company purely on a commercial basis. Accordingly, Arabsat aims at being the most competitive player over the Middle East and North Africa. We are essentially concerned by dealing with market forces like competition, new technologies and moreover satisfying customers' needs. We are committed to turning Arabsat into the most proactive and preferred competitor in our region.

Who we are? We were established in 1976. All Arab states are shareholders. Arabsat is not a Saudi organization, it is owned by 22 countries, including of course Saudi Arabia who is the biggest shareholder and our headquarters are in Riyadh. We have three orbital positions providing service through four satellites. We have the highest TV viewership of operators in the MENA (Middle East and North Africa) region that means more than 130 million of viewers and over 240 channels are transmitted over Arabsat. Our market share more than 69% of MENA fixed satellite services. Arabsat is the most profitable and financially-secure regional operator, the only full-service regional operator. We provide all type of services. Arabsat is diverse Arab League nations' ownership and have full political independence. This is who we are.

We have rented our types of satellites. We call it now « BADR ». « BADR » is actually the name that means « full moon ». In Arabic language, a satellite is an artificial moon so the translation of satellite is artificial moon and we chose our satellite to be called « badr » which is the full moon. We provide all type of services Direct to Home (DTH) broadcasting, occasional use, ad hoc, special events, radio program, regional voice, data, IP Trunking, VSAT and Business Services and Internet Trunking and broadband access services.

We are talking about percentages of being a leader in the broadcasting in the Arab world. By the way we are not a broadcaster. Actually we are a carrier, we are carrying all broadcast channels. From a marketing point of view, we have divided our target area into four regions :

- Egypt and Libya
- GCC, Iran, Asia
- Europe, Maghreb, USA
- KSA, Levant, Sudan

We have offices on each of those regions. We are committed to making our 26°East « hot » DTH position, the region's preferred spot for the end-viewers tuning on satellite TV. We are progressively differentiating ourselves on the qualitative ground by introducing new



Interactive Value-Added Services on our 4th Generation satellites coming within the next two years.

Our objective is to help our customers to provide the viewers with the most comfortable watching environment. We have our 4th Generation Satellites, I am not going to bother you with what we are or what we have because everybody knows that we have plenty of projects from a business point of view and we are the main channel of satellite provider in the Middle East and North Africa of course.

Why do customers prefer Arabsat? Because Arabsat will be soon the youngest fleet in the region with the 4th Generation satellites that have highest reliability and unmatched reach of the entire Arab and Muslim world: from Morocco to Gulf and Africa, plus Central Asia, an impressive number of recipients: more than 130 million of viewers, a great penetration : over 70% of all Satellite TV households, a great market share : more than 60% of Digital TV viewers. With the Arabsat Media Gateways, we have diversity of platforms in many « Media Cities». Arabsat has the ability to carry Arab broadcaster's program over the world. It is also guaranteed friendly environment for Arabic cultural values, has a proven long-term financial stability and reliability and full political independence from any country. Arabsat is purely business driven! Now, this is our coverage. Actually the Arabsat organization can play a major role in connecting civilizations by adding more channels from European channels coming through Arabsat so that the European culture can be seen within the Arab world through that way. So, the other cultures can be seen by the Arabs.

I just want to speak now about what we cover today. I would like to express myself as a normal person. There are problems like occupation. All the civilizations in the world forbid occupation of other people's land. However, we know that this is the case and maybe it will take a very long time to resolve our problem. There is another nation that occupies a country that is not his own. In this case, problems are result immediately.

The main subject of this meeting is to bring a case against Arab media. I want to ask you in this way: are you going to resolve the problem? Are you going to resolve the feelings of hate? Of rancour? Well, Al-Manar is an official Lebanese channel. Please do not misunderstand, I am not defending Al-Manar, I just want to express this idea: it is a free channel, it is a Lebanese channel and Lebanon is part of the board of Al-Manar. So, it is quiet normal to have broadcasts in this way. I think it is your right not to want to have this kind of broadcasts. But however we have a political consideration also here. It is not legislation that can be used against Arabsat, there is the norm, the standard which you use to condemn Arabsat. It is part of your own legislation. But, as I have explained to you, there is Lebanon which is part of our board of administration. Then, the Arab League with all the other channels has set up an ethical charter. Of course, those who do not respect the charter are severely sanctioned. We have criteria which we can use to sanction a certain channel.

With regard to European satellites, there are a certain number of channels that cover Arab territories. There you have pornographic and sexually oriented films, something that you might not want to see in your own land. When your children watch this type of programmes - it is dreadful - did we stop you from doing this?

It is difficult for us also to stop this because they broadcast from other satellites but they insist that we shut down channels that broadcast from our satellites. I think there should be fairness here, where everybody is a winner. There should be a dialogue, a real one. If we want to succeed, if we want to abolish hate and rancour and have justice, we have to start on this basis. Thank you.



***Intervention of Alexei Volkov, Member
of the Committee for the security of the
Duma of the State (Federal Parliament
of Russia):***

Thank your Mr. Chairman. I want to say first of all that we have a very representative delegation at this forum which reflects our understanding of the relevance of the subjects of this conference. The eternal question in Russia is « what to do? ». I think that this question could characterize our work today when we try to understand which strategy we could adopt so that international community could effectively combat the worst aspects of information of flow and how we could use the flow of information for the benefit of the development of our community. There are key issues here.

First of all, there is the policy of double standards and the point of view where we try not to consider the position of the other, were we believe that we are always right. This is a very serious issue. This is what we have observed during this conference as well. Political strategies should be based on straight discussions without any double standards. We should fight any signs of racism or xenophobia and the importance of doing this in conformity with the chart for human rights. It is very important to further develop these principles and during the work of the world summits, it is very important that we work together in the search of balance between the freedom of press and fight against racism and xenophobia. The freedom of press should be a universal term understood in the same way all over the world. It is very important for us to ensure political will to change the situation.

Our representative here has already mentioned the legislative framework and I would say a few words about this. On the 16th of June, this year, in Moscow based on the initiative of the State Duma Security Committee, we have discussed similar issue of countering xenophobia and racism in the Russian Federation. Our general conclusions are as follows. In the Russian

Federation, the legislative base for combating xenophobia and racism is basically in place. However the existing Russian legislation does not allow efficient fight against various elements of xenophobia and racism. We are trying to develop various legislations in this area. We are trying to improve our legislation in this area.

We follow very attentively constructive suggestions and advices coming to us from abroad and in particular from the European Union. The European Commission in its report on fighting racism and xenophobia mentioned the level of development of the Russian legislation in this area and this report underlines that in Russia there are no efficient measures in combating xenophobia and racism expressed in mass media. We need to improve legislation in this area and the existing mechanisms do not allow the Russian law enforcement agencies to work effectively. The European Union recommends us to adopt other measures that would allow us to effectively combat xenophobia and racism. I believe that such constructive recommendations will be taken into account and help to further develop our legislation related to mass media. We are working on that legislation in the State Duma right now.

As for the strategies that we are trying to develop in this area we all know about the principle of international regulation of relations in the information market whereby every citizen has a right of access to information. This principle is mentioned in the universal chart of human rights, adopted by the UN. At the same time, the European Convention adopted in Rome in 1951 also contains certain principles and explanations about the level of responsibility for dissemination of information. We believe that we need to continue developing our legislation in this area where there are a lot of serious issues that remain. We need to adopt on the international level certain agreements that need to be incorporated later on in national legislations. We can also conclude by lateral agreements with certain countries talking about



ethics and deontology. The relay to the ethics of subjects that are involved in dissemination of information is an issue that was covered extensively during this forum and I do not think that I should provide any more information on it. However I would like to say that the ethics and deontology are very important, also aspects of religious, cultural and other aspects are very important. These aspects should be taken into account by the legislators when they develop legislation in the respective areas. Which otherwise can lead to unpredictable consequences. The example of the cartoons that we mentioned today many times is just one of the examples.

So, what do we propose in the area? In many countries of Europe, including in Denmark and Belgium, laws on responsibility of mass media were adopted which regulate, describe and set the responsibility of mass media. In Russia, we had a special so called « Judicial Chamber » and today it is called “Judicial Chamber on resolution of certain issues related to the information dissemination”. The representative of this chamber is present in this room and he can say a few words about its functioning. Last year in Moscow we have created a special commission that takes complains from the population related to mass media. Why do I mention this? Regarding the deontology upon which the activity of mass media is based, I believe that they could use it on the international level. Maybe we could set up an international commission that would work on controversial issues related to dissemination of information. I understand that such suggestions require detail developments. However, every project and every effort starts from the first step, which is the most difficult. Probably we should try here, in Brussels, in the heart of Europe, to start developing a consolidated position and one joined approach to this issue. We could develop suggestions for the Chairman of the OSCE to ensure adequate dissemination of information based on such principles.

We should join morality and law in the area of information dissemination and the job of

international mass media should be based on a certain deontology that would be acceptable for all of them. Journalism just like politics is very often used by different players in the market in their own interest. Such deviations entail consequences that are not acceptable for normal citizens. We should establish joint rules. Thank you very much

François-Xavier de Donneau: Thank you for your speech and the constructive ideas that you put on the table. We have now listened to all the members of the panel. I would like, very briefly, to give the floor to certain people who have asked for it during the break. First of all, for two minutes, it will be the representative of the Arab League, Mr. Abdulaziz Mahmoud.

Interventions of the Public

Mr. Abdulaziz Mahmoud: First of all, I would like to make certain comments on the ideas that have been given so far. First of all, I would like to give the Arab League perspective on both Nilesat and Arabsat since they are the pillars of what we call the Arab satellite system. I found somehow that the two satellites operators were portrayed as if they were just one channel operator, which is not the fact. As Mr. Bassyouni and Mr. Shanti have explained, the two operators have running satellite capacities for the transmission of more than 500 TV channels. In addition to these channels, they provide distance learning, high speed Internet, website broadcasting, data streaming, and telecom facilities. There are dozens of channels broadcast via Arabsat and Nilesat. These include reality TV, sport, news, entertainment.

Again, I would like to underscore the fact that these channels include programming in five languages other than Arab: English, French, Spanish, Hebrew, and Urdu. Why? Whether by individual initiative or at the inquest of the Arab League, all satellite channels have been asked to try to explain to the world the Arab world, the



Arab heritage and to project the true Arab image to different audiences.

My other remark in continuation of what my colleague Mr. Khanfar indicated is that we feel that we are part of the world. In fact, we are an integral part of this world. In the pursuit of media action, every day, even every hour, we are well aware of the guidelines of good media. Whenever we face a situation that needs some contemplation, we know the European guideline from 1995 to 2005, we know the Chinese and Russian experience, etc.

So, I think that we have reached the stage where we have to ask ourselves where to go. Mr. de Donne indicated that we need some equilibrium between the freedom of speech and the principle of responsibility. Let me put it as such: we need to strike some equilibrium between the freedom of speech and social responsibility. It is a delicate process, yes. It needs a lot of time, yes. But it is worth trying. We must need together some form of bridging the gap between these two values.

The final point that I want to make here is that in the Arab League, we have on record tree endeavours that I would just mention as headlines. We have developed the Arab media code of honour. We have released a landmark document called « The Arabs and the Arab media against terrorism » and a few days ago, there was a high level expert group meeting in Riyadh, hosted at the initiative of his Excellency, Mr. Iyad Madani, to draft a set of criteria for transmission and relay of satellite television and website broadcasting in the Arab world. We will have something concrete of an Arab vision of what good media should be. And by that time, that will bring us closer to the answer of the question I raised “where to go?” We can work together, building or capitalising on the results of this forum to reach some understanding with the Belgian Chairmanship of the OSCE or with the EU. And we proceed with some understanding of how media in both sides should act to bring people together. We need dialogue. We need to communicate with each other. Thank you.

Ms. Abdallah : Mr. Khanfar has covered much of what I wanted to say. There is only one remark I would like to end up with, it is that failure of such conferences is a luxury that Neither the West, nor the Arabs or the Muslims can afford. Therefore, most of the presentations which I witnessed today are directed towards showing how effective are the directives or the measures taken to combat a problem without really going deep in explaining what the problem is. Therefore, I think that I will end up with reminding to the audience that there are no more blinds than those who do not want to see.

Mr. François-Xavier de Donne : Merci. Avant de donner la parole à Monsieur Bruce George qui va présenter la synthèse de nos travaux, j’aimerais demander à son excellence Monsieur le Ministre Madani s’il souhaite émettre certaines observations.

Mr. Madani: How could I turn you down Mr. Chairman?

The point was raised on how the fight against terrorism may result in curbing the freedom of expression. In Saudi Arabia, it works differently. Saudi Arabia is a country that has been hit hard with Al Qaeda and with terrorist attacks. That motivated more freedom of expression and bigger margin in the Saudi press. It was concluded that only through more freedom of expression and free press, the people can actually get to know the weakness of the discourse put forward by terrorists.

Another point is that we should all unite to fight hate messages no matter what media they take. But, in some bleak way, one is satisfied that out of the 200 Arab channels, only one has served here as an example of television channel that broadcasts what we have agreed to be hate messages. This is a great improvement.

But, as we fight hate messages, we should also be very careful not to give any group of people or political point of view high moral ground so that it could be touched or approach or covered in our free media.



Third point, definitely, we need to talk more. We need to know each other more. We need to identify and get to know the diversity, the multitude, not only in Arab media but also in Arab audiences that receive media messages. The notion that this audience consists of passive receivers is far from the truth. We have talked about how terrorists find their ways behind laws in some countries, but we have not emphasized enough that regular media, new media, electronic media, televisions have empowered a lot of people, have opened up venues to participate. These have made qualitative changes in the make up of Arab societies. We, in Riyadh, are inviting the accused individuals, those in charge of information in the Muslim countries, members of the OIC (the Organisation of Islamic Countries) to a meeting in three months. Out of this forum, I invite you Sir and representatives of MEDEA to take part in this conference so that you can be party to the dialogue and conversations that will take place within an OIC environment.

Finally, I think that we should all say a word of thanks to MEDEA and his Excellency Mr. François-Xavier de Donnea, for this fruitful and enriching conference that we have had since nine o'clock this morning.

Mr. François-Xavier de Donnea: Thank you, Excellency, for these very interesting and kind words. I think indeed that dialogue between the OIC, the OSCE, the Council of Europe, the EU and the Arab League would be a very interesting type of dialogue to more and more emphasize the necessity to use the global media in a positive way.

Now, I give the floor to Mr. Bruce George.

***Closing remark by Mr. Bruce George,
President Emeritus of the OSCE
Parliamentary Assembly and Special
Representative on the Mediterranean of
the OSCE PA***

I am afraid, I have many skills but synthesising this conference is not one of them.

I noticed that one thing unites everybody: you all hate politicians. I have been a politician for 33 years now.

The experience of trying to represent a diverse area containing six Indus, Muslims, one or two Christians and every religions and political faiths that you can possibly think of, has encouraged me to try to be fair as far as it is humanly possible, to those groups of States and religions who eventually are going to fight each other as we have done in the past and we have to try to avoid this.

One of the things that we can do is recognising our failures. I recognise the failures of my country historically and its imperialistic past, and the wars we fought but I do find it strange sometimes when I talk to Arab friends, that they seems to be in denial of some of the problems that they face. As though all of the problems could be chipped over to history and the crusaders in the way in which we have failed.

We have all failed historically and the first thing that we need to do is recognise our own weaknesses and then maybe we can relate to our partners. What irritate me is people who are far more prepared to find out and to what divides and not prepared to argue on what we do in common, where similarities are.

When Gandhi was famously asked what he thought of Western civilisation he replied: "I think it would be a very good idea." So, we have to recognise that we are not perfect.

On the OSCE Parliamentary Assembly, we observe the OSCE and it is an amazing international organisation: 55 member states and I just worked out how many of them are Muslim: Albania, Azerbaijan, Uzbekistan, Kazakhstan, Turkmenistan, Tajikistan, Kyrgyzstan, Turkey whose entry into Europe I count the days for, because that would show really that religious groups coming from different political traditions can coexist in a



single entity. And we have in the OSCE Parliamentary Assembly, representatives from Afghanistan, and representatives from Bosnia-Herzegovina. This is a multicultural, multi-racial, multi-political organisation. And we work pretty well together. We are not alike in many ways because I must tell you I have worked out that the political system in Uzbekistan is not quite the same as Switzerland or Sweden but we are able to exchange views and, clearly try to break down any mutual hostilities are very important.

The OSCE itself had a long term relationship with countries in the Middle East and North Africa. When I became President of the Parliamentary Assembly, I decided to create a much stronger dimension in the Assembly but by doing so we would put pressure on the OSCE to take the Mediterranean Partners and Middle East Partners more seriously and that has happened: regular meetings, the Ambassadors from all the African and North African Countries and almost all the Middle East attend OSCE meetings, they cannot vote but attend many meetings. And there is an annual conference that I am helping to organise in Malta. I will discuss a lot of issues, including the issue of the cartoons.

That was a disaster waiting to happen. But who would have thought that an obscure newspaper in a small city, a newspaper that was not the Herald Tribune or the Paris Match but a newspaper that was only read by 150.000 in the world. That issue led eventually to a major crisis. By itself, was it a crisis? I am not certain; it took a long time to germinate. And I think that it was lacked upon by people who had a different political agenda.

The Danish nice people are tolerant but they have a perception of freedom that makes even the Swiss look authoritarian and they still cannot understand why publishing cartoons - which are not very funny - caused such a disaster. If you look at the reactions, there are those who are unapologetic, freedom of the press means we can print anything we like. Linked to that, there those who were defiant, who said: "poor Danish, we are going to print the cartoons to empathise with them." That is one group. Then you have the

semi-apologetic like many countries in Western Europe, including my own, who think that we must have freedom but freedom has limits. There is a limit beyond which it is seriously stupid to go. So sustain as far as you can freedom of the media, but the media has got to exercise a considerable degree of restraint.

Newspapers are owned by people who have a political agenda and if you think that journalists are entitled to exercise their free views, you see how many pro labour arguments there are in a number of British newspapers because the owners are not sympathetic. So I think that sanctimonious journalists, and there are one or two (none of course here), should put their own house in order before being too critical.

We, politicians, we had a debate on the issue of the cartoons and the consequences in our Winter meeting of the Assembly in February. It was a very good debate; a lot of people spoke from different background including our partner nations from North Africa and the Middle East. And I think that the arguments generally were: "we wish that cartoons had not been published but we stressed that violence is never an appropriate way of expressing discontent." Many members also called for exercising freedom of expression with a sense of responsibility.

You have heard a great deal about the Western perception of freedom of the media. I know that in my own country, the Government believes that press is free from interference from the State is fundamental to democracy. For this reason, we will not seek to intervene in any way in what a newspaper chooses to publish. The newspaper industry must abide by the laws of the land that binds us all including for example the laws on incitement to racial hatred. There is an independent or should I say a voluntary code or press complaints commission and I think that there is a genuine believe that one should express their views freely, but there are limits. In my own areas and in many other areas, we are facing the rise of extreme right wingers. You



cannot call them intellectual descendents of Nazism because they are not very intellectual.

And then we have a few Islamist lunatics, a tiny minority. There are overwhelming numbers of Muslims in my constituency and elsewhere. They work very hard, they go to the Mosque, some of them send their kids to be educated as they can in Muslim schools. And they are very decent people. The danger is in the explosion of missiles in both directions. The perception is that most Muslims are supporters of Al Qaeda and should not be trusted. That is of course an absolute nonsense. What we are going to do about it, this much what you can do about it and we can do about it.

There is a lot of nonsense written about the next wave of democratisation in Gulf and the Middle East. Yes, there have been good examples of countries in the Middle East who are recognisably moving to what we might call a democratising system. But the patronizing attitude of some countries in pushing, pushing, pushing in fact would make that goal really unrealisable. The way in which your political system evolves is a matter for your country alone.

Somebody said: “nobody said anything on this side about what is good in the media in the Middle East”. Well, some channels are moderate, some are not but I think that there are a number of religious channels throughout the world, even in the United States. Religious extremism is not confined to anyone group. The example of Al-Jazeera is interesting. What Al-Jazeera has done is to break what is being seen to be a Western monopoly in the area, and it has opened up criticisms of rulers, of governance in the Middle East. I think that what these companies have done is to change the way in which reporters work. Most of them now feel equal in dignity and professionalism, and that is absolutely right.

This is right also that the media have a view of the world that is not always favourable to countries like the US. Conspiracy theories did not originate in the Middle East but they got a few good ones there. However, if you look at the

literature, the reaction in the Arab and the Muslim world to the rioting in France, some people said: “they deserved all they got”. Others have said that the participation to the rioting was forbidden by Islam. If you look at the Arab press, criticism and rejoicing over Erica and Katrina - Yes, there was rejoicing, a revenge on the United States – you can see so many media outlets condemning this rejoicing.

How countries evolve to the Internet? Some reports said that some governments were fearful and realised the damage to the regime that the Internet could provide. They have laws which prohibited the benefits that the Internet and freedom might have bestowed. Then, the best of both worlds approach were you want to develop the Internet for its advantages but try tightly control it so that you gain the advantages and not the disadvantages. And then, says the article, you have those who want it badly and are prepared to take the risks.

I read the Rand report published in 2002 and said that the Arab world was being bypassed by all of these developments that we have been talking about. I think that it is pretty obviously untrue and there have been other articles published saying how the Internet and all of the modern technologies are increasingly being used. Maybe, Governments need to be fearful because what it is doing clearly, is that Governments could be undermined. There is an opening up of ideas. Yes, there is almost an open university of terrorists on the media but there is so much that is very positive by this information revolution. And I really do hope that it will continue.

You can talk about what could be done. But ultimately, whether you like or not, it will be a political solution if there is to be a political solution. That means that the politicians and the Governments in Washington, in London, in Paris, and in the Middle East and North Africa, have to get an agenda that will provide for extremists on all sides less ammunitions, and excuses to engage in terrorist acts.



We must work too for the withdrawal of the United States, the UK and 33 other countries hopefully sooner rather than later. There should be a much greater degree of toleration. There must be surely an attempt to control religious extremism. When television programmes are pumping up their messages whatever what channel it is, somebody has got to try voluntarily to stop the venom and persuading people that it is a cause for action, be it in the US or Europe or in the Middle East and North Africa.

There can be nobody here who wants to see a major conflict. Now you can see more countries acquiring nuclear weapons, then surely, there is an even greater impetus to prevent small things becoming big things, becoming potential catastrophes. So real politic alone should compel us to look for solutions that surely most people to agree to.

What we need to do is to aim at the majority of decent people throughout the world who have their prejudices, and we must try by meetings of this kind to overcome obstacles and get agreements at the political level because only in my view a proper degree of agreement on what the hot spots in the world are - and many of them remain frozen conflicts even though they are hot spots - is an essential prerequisite to get the oxygen of hatred and publicity out of most people systems. That way, we will be able to coexist peacefully and that surely is going to be the factor that unites every single person here. Thank you very much.

Mr. François-Xavier de Donnea: Thank you Mr. George.

To terminate, I would like to thank all the participants and of course the speakers. And I want apologies with those of you that will feel that the debate was maybe incomplete, not exhaustive enough, but it was impossible to have a perfect overview of everything with all the new answers. I think that we had a debate, sometimes a strong one, and I would say that it is always better to leave the dining table with a little appetite than with a big indigestion.

I think that today the ball lies maybe for the next conference in the camp of the Arab League. And of course, MEDEA is ready to be one the European correspondents of the Arab League to organise maybe the next conference on these very important issues somewhere in the Middle East.

This topic should remain high on the agenda of the OSCE and that we have to develop dialogue between the OIC, the OSCE, the Council of Europe, the EU and the Arab League, as mentioned earlier.

Thanks a lot.



Conclusions

Les media globaux, bénéfiques pour le dialogue des civilisations

La gestion des media globaux et de leurs effets pervers constitue incontestablement l'un des sujets de préoccupation majeur depuis que l'enthousiasme naïf des pionniers a fait place au constat d'une certaine capacité dévastatrice. Pour autant, lors de cette journée d'étude, le panel a tenu à rappeler à plusieurs reprises à quel point les nouveaux media représentaient une avancée majeure pour nos sociétés. Ils élargissent nos horizons, permettent une diffusion étendue de l'information, contribuent à l'enrichissement de l'éducation et confrontent les opinions sur un nombre infini de sujets. Ils bouleversent le champ de la communication, qui se déroule désormais en temps réel, quelle que soit la distance qui sépare les communicants ou les frontières traversées. Plus proche du thème du colloque, ils favorisent le dialogue entre les peuples aux culture, tradition et religion différentes, et représentent à ce titre un outil de choix pour l'avènement d'une plus grande compréhension réciproque et l'échange de valeurs.

Les freins au dialogue

En dépit des multiples bénéfiques qu'ils offrent, Internet et les télévisions satellitaires, présentent également un certain nombre d'inconvénients que l'on peut, dans certains cas, qualifier de danger, et qui imposent que l'on s'y attache.

L'exemple des émissions diffusées par la chaîne Al-Manar, qui ne sont en aucun cas représentatives des émissions diffusées par les media arabes, illustre le problème de la diffusion de messages de haine aux niveaux nationaux, et internationaux via les satellites. Parmi les extraits présentés au colloque, le plus criant était le cas d'une série de reportages destinés à faire l'éloge des kamikazes et à recruter de nouveaux volontaires pour les attentas suicides. Sans conteste, ces émissions ont été qualifiées de messages incitant à la violence.

En revanche, l'extrait d'un vidéoclip diffusé par la même chaîne et destiné aux enfants a entraîné une réaction moins unanime. Il s'agissait du vidéoclip d'une chanson intitulée « Jérusalem est arabe, Jérusalem est à nous », mêlant des images de jeunes enfants ensevelissant le drapeau israélien avec leur maître d'école à des images de l'Intifada. Ce vidéoclip était apparu alors aux yeux des Occidentaux comme s'apparentant à de l'embrigadement. Pour différents intervenants originaires de pays du Moyen-Orient et de la Méditerranée, il y avait lieu de préciser quels éléments du vidéoclip pouvaient être perçus comme haineux ou incitant à la violence. Les images de l'Intifada en tant que telles font, aujourd'hui encore, partie du quotidien des enfants palestiniens; quant au titre de la chanson, il est bien sûr interprété différemment selon la place que l'on occupe dans ce débat.

Cet extrait a eu le mérite de montrer dès le début du colloque que les sensibilités diffèrent d'une culture à l'autre, et que la compréhension mutuelle est encore loin d'être optimale. Le cas de films à caractère pornographique diffusés par des chaînes occidentale au Sud de la Méditerranée via le satellite, et heurtant les sensibilités dans ces pays, montre à quel point des préjugés sont ressentis des deux côtés.

Selon plusieurs intervenants, les peuples de l'OSCE et les partenaires de la Méditerranée et du Moyen-Orient ne sont visiblement pas assez unis et ne communiquent pas encore suffisamment. Il a donc été



suggéré à diverses reprises de multiplier les rencontres, d'approfondir le dialogue et d'encourager la recherche collective de solutions aux questions posées par les nouveaux media.

Les participants ont tenu à souligner que les problèmes évoqués dans la première partie du colloque étaient bien plus larges que les questions liées aux media, et que la réflexion devait par conséquent s'étendre et tenir compte d'autres facteurs. Il importe de revenir aux sources, et de s'entendre, par exemple, sur une définition commune des termes « message de haine » et « message incitant à la violence ».

Le contrôle du contenu des sites Internet et des messages véhiculés par les TV satellitaires

Les problèmes posés par les messages de haine ou incitant à la violence engendrent naturellement la question du contrôle des contenus diffusés par les media globaux.

Le cas des télévisions satellitaires

Concernant les télévisions satellitaires, une réflexion est en cours, tant en Europe qu'au sud de la Méditerranée, sur la question du contrôle et de la régulation des chaînes. Différents problèmes se posent.

Au niveau technique, nous sommes aujourd'hui dans un monde numérique où les chaînes sont groupées dans ce que l'on appelle des multiplexes. Chaque multiplexe compte une dizaine de chaînes, et bientôt une vingtaine de chaînes lorsque les nouvelles normes de compression seront mises en place. Le satellite media, dont le rôle n'est que de recevoir et de transmettre un signal, n'est pas équipé pour décompresser ni décoder le contenu des multiplexes. Le centre de contrôle fait face à une contrainte technique importante et n'a pour alternative que de couper l'émission d'un multiplexe complet, soit dix ou vingt chaînes. Dès lors si une seule chaîne reçoit l'interdiction d'être diffusée par satellite dans une région, elle doit se retirer de sa propre initiative, ou bien c'est l'ensemble des chaînes du multiplexe qui subit la censure. Ce dilemme place les instances régulatrices dans une situation difficilement gérable.

Au niveau légal, l'Europe dispose d'outils de régulation des chaînes. La directive « Télévisions sans frontières » comme la Convention européenne pour la télévision transfrontière fixe un certain nombre de critères permettant de rattacher toute chaîne de télévision reçue en Europe à un Etat membre de l'Union européenne ou du Conseil de l'Europe.

Mais au niveau mondial, il n'existe rien de tel. Les chaînes établies hors d'Europe sont soumises à des critères techniques liés à l'utilisation des capacités satellitaires européennes. Il en résulte que par défaut, relèvent de la compétence de la France (et du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel), les services de télévision extracommunautaires diffusés par Eutelsat, soit plus d'une centaine de chaînes. Dès lors, jusqu'à il y a peu, chaque chaîne extracommunautaire devait négocier au cas par cas une convention avec le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel qui lui permettait ensuite d'être diffusée en Europe. C'est un système qui était devenu extrêmement lourd puisque le nombre de chaînes extracommunautaires croît de jour en jour. Actuellement, il existe largement plus de 200 chaînes non européennes sur les satellites d'Eutelsat.

Une proposition a été émise lors du colloque, selon laquelle la régulation devrait avoir lieu dans la région géographique d'origine des chaînes. Il paraît en effet être dans l'intérêt des « broadcasteurs » d'être réunis dans des « unions » comme il en existe en Europe (qui bénéficie de l'Union européenne de radiodiffusion) et dans les pays arabes avec « l'Arab States Broadcasting Unit ». Le rôle naissant de ces associations régionales de broadcasteurs serait d'imposer à leurs membres un niveau minimum de



standards éthiques qui garantirait ensuite la libre diffusion de ces chaînes dans d'autres régions du monde que celle dont elles sont originaires. Ainsi, plutôt que de réguler chaque chaîne, au cas par cas, il s'agirait de mettre en place un système harmonisé au niveau mondial dans lequel chaque région, chaque entité linguistique, ethnique ou géographique, prendrait en charge dès l'origine un contrôle éthique minimal sur le contenu, afin de faciliter leur libre circulation au niveau mondial.

Le cas des sites Internet

Dans le cas de la gestion des sites Internet, le problème se pose différemment. N'importe qui peut en effet diffuser une information mondiale à n'importe quel moment et, bien souvent, l'émetteur de l'information est très difficilement identifiable. D'où se pose la question de la responsabilité : qui doit être tenu responsable d'une information inacceptable incitant à la violence, à la haine, ou au racisme, diffusée sur le Web?

Contrairement aux chaînes de télévisions, les Fournisseurs d'accès à Internet (FAI) et les hébergeurs ne choisissent pas le contenu des sites, ils ne sont qu'un intermédiaire dans la chaîne de l'information. Souvent même, ils n'ont pas connaissance des informations reprises sur les sites qu'ils mettent en ligne, à plus forte raison lorsque ceux-ci comprennent une partie forum ou chat. Certaines lois sont néanmoins applicables aux FAI mais elles ont un champ d'application relativement peu contraignant.

Un Etat, pour des raisons évidentes, ne peut pas non plus être tenu responsable de la diffusion d'un message de haine ou d'une information inacceptable issu d'un serveur dont il serait l'hôte.

Différentes opinions ont été émises à propos de la régulation des sites Internet. De manière générale, il est ressorti un certain fatalisme à l'égard d'un éventuel moyen de contrôle des sites Internet, vu les contraintes qui s'opposent à l'activité de régulation. Il paraît évident que la responsabilité de cette régulation ne doit en aucun cas incomber aux prestataires de services Internet, mais bien aux autorités judiciaires et législatives. En revanche, une réaction prompte des FAI doit nécessairement renforcer la capacité judiciaire.

Une piste ... l'éducation aux media

L'un des nombreux avantages de l'outil Internet est qu'il a la possibilité de s'autoréguler. Par exemple, des opinions divergentes peuvent s'y opposer et finir par s'équilibrer. De même, pour lutter contre les messages de haine diffusés sur le Web, le Centre pour l'Egalité des Chances et la Lutte contre le Racisme propose d'encourager la responsabilisation des utilisateurs afin qu'eux même s'adressent aux diffuseurs des messages et/ou les signalent aux autorités compétentes.

Des programmes d'alphabétisation médiatique sous-tendus par une politique d'incitation au respect et à la tolérance seront les ingrédients essentiels à l'accomplissement d'un éveil au comportement social responsable. Ils permettront en outre d'exploiter le fabuleux potentiel d'Internet tout en atténuant ses effets négatifs.

Y a-t-il une limite à la liberté d'expression ?

La question de la régulation des informations diffusées sur les media globaux, qu'il s'agisse d'Internet ou des télévisions satellitaires, touche naturellement aux questions de la liberté d'expression et de la presse, et du contrôle de l'accès à l'information. Si le contrôle d'un site ou d'une chaîne de télévision implique un certain devoir de censure, à qui incombe-t-il?



Qu'ils créent des sites Internet ou profitent de la presse pour faire parler d'eux, les terroristes utilisent ces nouveaux media pour propager leurs messages de haine. Ils exploitent les ressources des media pour provoquer la censure et ainsi détruire la liberté de la presse. Ce faisant, c'est la démocratie dans son ensemble qu'ils mettent en péril, puisqu'en légitimant la censure, les sociétés courent le risque d'évoluer vers une tendance accrue des Gouvernements à l'intrusion. Plusieurs journalistes présents au colloque ont évoqué leur crainte par rapport à ce danger.

Bien sûr, il y a des personnes peu scrupuleuses qui formulent des jugements et s'expriment en des termes inacceptables à l'égard d'autres cultures, mais il s'agit là d'une minorité qui ne peut être la cause d'une remise en question de la liberté de la presse. Des codes de conduite existent en matière de journalisme et ils sont le plus souvent respectés par les professionnels, quelle que soit leur origine.

La liberté d'expression implique une responsabilité qui doit s'exercer dans le respect de l'autre. La plupart des journalistes en sont conscients, c'est pourquoi ils se remettent régulièrement en question, se rencontrent et dialoguent, comme ce fut le cas après le 11 septembre ou lors de la récente crise des caricatures de Mahomet.

Un nécessaire dialogue au niveau de la Communauté internationale

Au terme de ce colloque, les panélistes sont arrivés à la conclusion qu'un approfondissement du dialogue était nécessaire. Une coopération étroite entre les différentes organisations que sont l'OSCE, l'Organisation des Pays Islamiques, le Conseil de l'Europe, l'Union européenne et la Ligue arabe pourrait à ce titre constituer un outil efficace pour le dialogue entre les peuples.



Annex: Media as crucial element of democracy

By Olivier Pierre-Louveaux from Medea Institute

Is democracy a western-centric concept applicable only to Western states and rejected by others? It is fundamental to realize that the current fresh “islamisation” of Arab societies “is based on a refusal of the Western style cloning and a rejection not of the modernity in itself but of its arrogances”³.

But one should clearly avoid believing, however, that Islam is “irremediably linked to any kind of theocracy which, in the guise of its latest misadventure, Islamism, would prove unable to open to the pluralistic universe and its democratic corollary”⁴.

On the contrary, political Islamism is an expression of opposition to the post-colonial authoritarian regimes, along with feminist movements, Human Rights' organizations and other political or professional forces which constitute the “civil society”. It is one of the principal driving forces of political transition in this area, especially undemocratic terms.⁵

Some Islamic forces have begun to adopt the democratic referent – often not in tactical terms but in strategic principles. More importantly, in some countries where inclusion strategy is applied, Islamic forces seem to behave in a democratic way, integrating the logics of the parliamentary game.⁶

Some observers fear that these forces use the democratic system as a tool to destroy it. This is the original weakness of democracy and also a part of the utility of the democratic, institutional rules, which aim to give the right amount of power to every political actor. The media as educational tool and diversity vector are thus crucial elements of democracy.

The free media have to be protected and supported because of their indispensable democracy-fostering role. Democracy is indeed a complex process. It cannot be reduced only to parliamentary business and certainly not to elections. It implies an in-depth culture of dialogue and citizenship, the education of the population through a visible opposition and, undeniably, a free press.

Furthermore, democracy involves a well-understood human and minority rights culture implemented by the authorities and by the population. Certain rights, such as the right to life, liberty, security of person, freedom of movement and freedom of expression, the right to a fair public trial and citizens' participation in public life also contribute to this culture. Moreover, minority rights could be, currently, for the Arab and Mediterranean countries, a necessary complement to the right to equal treatment and generally applicable human rights.

Specific minority rights mainly encompass religious and linguistic rights, including the right to use minority languages in the broadcast media. The recent events in Egypt illustrate the necessity of

³ Jean-Claude GUILLEBAUD, "La fin du modèle occidental ?", *Politique internationale*, n°69, août 1995, p. 391

⁴ Baudouin DUPRET, "Politique, religion et droit dans le monde arabe", *Les Cahiers du Monde arabe*, Louvain-la-Neuve, CERMAC, n°116, 1995, p. 4.

⁵ Bichara Khader, Vincent Legrant, "Democratisation in the Arab-Muslim world", *Halki international seminar 1997 on "the European union and the Mediterranean region"*, Hellenic foundation for European & foreign policy, September 11-16, 1997.

⁶ François BURGAT, "Les islamistes et la démocratie : repères pour une recherche", in Bernabé LOPEZ-GARCIA, Gema MARTIN MUNOZ & Miguel H. de LARRAMENDI, *Elecciones, participacion y transiciones politicas en el Norte de Africa*, Madrid, Agencia española de Cooperacion internacional, 1991, p. 171



awareness of these topics and the Lebanese institutional system reveals what could be Arab creativity in this context.

Weakening of press freedom

Nevertheless, in several Arab countries, the media tends to be state-controlled in diverse ways, with the purpose of strengthening the executive power hegemony.

In Algeria, Morocco and Lebanon, by instance, press freedom, according to Reporters without borders⁷, declined further in 2005.

Newspapers, in Algeria, are sued for hypothetical libel and have been harassed since the re-election of President Abdelaziz Bouteflika in April 2004.⁸

Lebanon, in the confused political situation after the Raffic Hariri murder, has witnessed in 2005 several assassinations of journalists. Lebanese journalists are under pressure, some of them fleeing out of Lebanon.

Despite the encouraging signs towards press freedom in 2004 of the Moroccan government, the press freedom situation in Morocco has been strongly deteriorated. Moroccan press can work almost without restraint as long as they do not pass the lines traced out by the monarchy, which excluded debate of the Western Sahara issue, anything connected with the king and various affairs involving senior government officials. A series of prosecutions of independent weeklies illustrate the borders on press freedom. The courts in 2005 have condemned at least four weeklies, or their journalists, on criminal charges of libel, publishing “false news,” or “insulting” a foreign head of state, and are trying a fifth for “undermining” the institution of the monarchy.

International support for press freedom

The importance of the media as an avenue for the dissemination of information as well as a vehicle for communicating ideas, educating, polling, debating and discussing cannot be underestimated. A crippled media is a crippled means of information and debate.⁹

The media freedom is a factor of diversity in a society. Moreover media constitute a strong watchdog of the government and all institutions of power. The protection of a lively, critical and balanced press is by consequence crucial to create and maintain a balanced democracy.

The relationships between the press and the State’s institutions are often quite complex. Independence and articulation are both necessary. The press must be free indeed. Nevertheless, the press owning its central role possess also strong societal responsibility. Protection could entail certain duties.

The International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR) states, in Article 19: “Everyone shall have the right to freedom of expression; this right shall include freedom to seek, receive and impart information and ideas of all kinds, regardless of frontiers, either orally, in writing or in print, in the form of art, or through any other media of his choice.”

The ICCPR’s Article 19, paragraph 3 declares that this right may be subject to restrictions, but only “such as are provided by law and are necessary: (a) for respect of the rights or reputations of others; (b) for the protection of national security or of public order (ordre public) or of public health or morals.”

⁷ Reporters without borders, Annual Report 2006.

⁸ Mohamed Benchicou, managing editor of the daily “Le Matin”, was still in prison at the beginning of 2006 despite his worsening health. He has been convicted of (or is being prosecuted for) nearly 50 press offences at the behest of the president, who has not forgiven him and the paper for campaigning against his re-election and writing a book called “Bouteflika, an Algerian sham” on the eve of the election.

⁹ Democracy in the Arab World Challenges, Achievements and Prospects, International IDEA, 2000.



The U.N. Human Rights Committee, in its General Comment, interprets this right: “when a State party imposes certain restrictions on the exercise of freedom of expression, these may not put in jeopardy the right itself. Paragraph 3 lays down conditions and it is only subject to these conditions that restrictions may be imposed: the restrictions must be "provided by law"; they may only be imposed for one of the purposes set out in subparagraphs (a) and (b) of paragraph 3; and they must be justified as being "necessary" for that State party for one of those purposes.”¹⁰

These international provisions could undoubtedly fit quite easily with the Islamic prescriptions. Islam allows indeed complete freedom of thought and expression, provided that it does not involve spreading that which is harmful to individuals and the society at large. For example, the use of abusive or offensive language in the name of criticism is not allowed.

Free press as an element of the democratic institutions

Structures of the state’s institutions influences firmly press freedom. If a strong regime which rules each and every State’s institutions, is established, the very role of the media would be reduced, even if this freedom were officially proclaimed. Without any valid oversight of their actions, governments tend to abuse of their apparatus to diminish the free press. Free press could indeed lead to a certain system of check and balance.

To fulfil its bona fide responsibility and not simply to rubberstamp the government decisions, parliament needs lively media, in order to stimulate the political debate. On the other hand, media needs, to ensure its freedom, a strong parliament which plays fully its three roles, legislative, oversight and representative ones.

Protection of media freedom and strengthening of the very role of parliament are linked or, better, could nourish each other.

Parliament must control the government action, and namely, democracy sensitive issues such as the media topic. Parliament must also care about an adequate legal framework which gives the press the much needed protection and creates the mechanisms to prevent any misuse of the press in due respect of the international law and standards. Due to its representative role, the parliament is the best-suited democratic institution to handle those matters.

To resolve conflict and facilitate national reconstruction, strengthening of press and parliament is central. Both, together, could hamper the hegemony of non-democratic power and give to the population the tools to be informed, educated and represented in decision-making bodies.

¹⁰ Human Rights Committee (HRC), General Comment No. 10: Freedom of expression (Article 19) : 29/06/83, online at [http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/\(Symbol\)/2bb2f14bf558182ac12563ed0048df17?Opendocument](http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/(Symbol)/2bb2f14bf558182ac12563ed0048df17?Opendocument).



About MEDEA

The MEDEA Institute is a non-profit association under Belgian law which was created in 1995.

The main goal of the MEDEA Institute is **to make substantial contributions to the areas of cooperation, development and stability in the Mediterranean region in addition to strengthening Euro-Arab relations**. It provides a forum for the exchange of ideas and promotes objective and independent analysis.

Activities:

- o Drafting and up-dating the bilingual fact sheets of the Internet data base. The website contains 750 fact sheets in English and 750 in French. The interest for this information is growing (1.000 visitors on average per day);
- o Production and publication of various conference notes;
- o Organisation of "MEDEA Tea meetings". These monthly conferences bring together diplomats, members of Parliament, European officials, experts and journalists in an informal forum for the exchange of ideas on Euro-Mediterranean and Euro-Arab cooperation;
- o Organisation of "MEDEA Talks". These regular informal meetings permit experts on certain topics to freely express themselves and exchange their views with other specialists;
- o Publication of "Cahier de MEDEA". This is an annual document containing the various papers presented at the Tea Meetings and other gatherings;
- o Publication of special files, which are an assembly of several articles on specific subjects like the Arab media phenomenon, recent developments in the question of Cyprus, negotiations in the Near-East, etc.;

Chairman: François-Xavier de Donnea, Ministre d'Etat (Belgium)
Deputy Chairman: Charles-Ferdinand Nothomb, Ministre d'Etat (Belgium)
Secretary General: J.P. Robert Vandenbegine

Address: Avenue Louise, 475, B-1050 Brussels
tel.: ++32-2-231.13.00 / fax ++32-2-231.06.46

E-mail: secretariat@medeainstitute.org

Internet: <http://www.medeainstitute.org>



**European Institute for Research on
Mediterranean and Euro-Arab Cooperation**

**Institut Européen de Recherche sur la
Coopération Méditerranéenne et Euro-Arabe**